

Bewertung in der praktischen Meisterprüfung (C-Prüfung)	
Arbeitsprobe:	/200
Meisterstück:	/150
Mündliche Befragung (Anwendungswissen):	/50
TOTAL	/400

Gesehen, um dem Erlass der Regierung 4937 vom 19. Juli 2018 zur Festlegung der Meisterprogramme Bauschreiner/in (C01/2018), Möbelschreiner/in (C02/2018) und Maschinenschlossler/in (G01/2018) beigefügt zu werden.

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident
O. PAAŠCH

Der Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung
H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205958]

27 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'élevage d'animaux et modifiant diverses dispositions relatives à l'élevage

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (CE) n° 617/2008 de la Commission du 27 juin 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation pour les œufs à couvrir et les poussins de volailles de basse-cour;

Vu le règlement (UE) n° 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'élevage, aux échanges et à l'entrée dans l'Union de reproducteurs de race pure, de reproducteurs porcins hybrides et de leurs produits germinaux et modifiant le règlement (UE) n° 652/2014 et les directives du Conseil 89/608/CEE et 90/425/CEE, et abrogeant certains actes dans le domaine de l'élevage d'animaux ("règlement relatif à l'élevage d'animaux");

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4 à D.6, D.17, D.164 à D.166, et D.169, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine;

Vu l'arrêté royal du 28 août 1991 relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives en matière de législation vétérinaire et zootechnique;

Vu l'arrêté royal du 25 mai 1992 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant la commercialisation d'animaux de race;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1992 relatif à l'amélioration des reproducteurs porcins;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine;

Vu l'arrêté royal du 9 décembre 1992 portant des dispositions zootechniques et de police sanitaire vétérinaire concernant la production, le traitement, le stockage, l'usage, les échanges intracommunautaires et l'importation du sperme de bovin;

Vu l'arrêté royal du 9 décembre 1992 relatif à la production, au commerce, aux échanges intracommunautaires et à l'importation de sperme porcine;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1992 relatif aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables aux échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits;

Vu l'arrêté royal du 31 janvier 1997 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'importation en provenance des pays tiers d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1998 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant l'amélioration et la conservation des races avicoles et cunicoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 réglementant l'enregistrement des performances, l'évaluation génétique, l'insémination artificielle et l'admission à la reproduction des bovins reproducteurs de race pure;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1991 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 1991 instituant une Commission de Génétique pour l'aptitude laitière des bovins;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 1992 relatif à l'amélioration des reproducteurs porcins;

Vu l'arrêté ministériel du 21 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 1992 relatif à la production, au commerce, aux échanges intracommunautaires et à l'importation de sperme porcine;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juin 1993 relatif à l'enregistrement et à l'inscription au livre généalogique des veaux issus de l'insémination artificielle et des transferts d'embryons;

Vu l'arrêté ministériel du 17 septembre 1998 portant exécution de l'arrêté royal du 2 juin 1998 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant l'amélioration et la conservation des races avicoles et cunicoles;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 21 juin 2018;

Vu le rapport du 21 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 64.008/2/V du Conseil d'Etat, donné le 5 septembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la capacité :

a) pour un couvoir : la capacité au sens de l'article 1^{er}, 4), du règlement n° 617/2008;

b) pour une exploitation de multiplication et de sélection : le nombre d'animaux qui peuvent être détenus simultanément dans l'exploitation selon l'espèce concernée;

2° la catégorie : la catégorie concernant les œufs à couver, les poussins et les volailles reproductrices, il s'agit d'une des catégories visées à l'article 1^{er}, 2), du règlement n° 617/2008;

3° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

4° le concours : toute compétition hippique, y compris les courses et les épreuves de sauts d'obstacles, de dressage, d'attelage, de modèle et d'allures;

5° le Département : le Département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-être animal de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

6° distribuer : pratiquer la distribution de sperme;

7° la distribution : l'action de céder du sperme, en ce compris à titre gratuit, directement au responsable d'une femelle appartenant à un autre troupeau que celui du mâle donneur ou, dans le cas de l'espèce équine, d'une femelle appartenant à une autre exploitation que celle du mâle donneur;

8° l'équidé: tout animal appartenant à l'espèce équine visée à l'article 2, 1), e), du règlement n° 2016/1012;

9° l'établissement avicole spécialisé : l'établissement visé à l'article 1^{er}, 3), du règlement n° 617/2008;

10° l'établissement de sélection avicole : l'établissement de sélection visé à l'article 1^{er}, 3), a), du règlement n° 617/2008;

11° l'établissement de multiplication avicole : l'établissement de multiplication visé à l'article 1^{er}, 3), b), du règlement n° 617/2008;

12° le lot : l'ensemble des paillettes ou autres emballages contenant chacun le sperme d'un même mâle donneur, qui font l'objet d'un traitement simultané et identique lors de la distribution du sperme;

13° le règlement n° 617/2008 : le règlement (CE) n° 617/2008 de la Commission du 27 juin 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation pour les œufs à couver et les poussins de volailles de basse-cour;

14° le règlement n° 2016/1012 : le règlement (UE) n° 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'élevage, aux échanges et à l'entrée dans l'Union de reproducteurs de race pure, de reproducteurs porcins hybrides et de leurs produits germinaux et modifiant le règlement (UE) n° 652/2014 et les directives du Conseil 89/608/CEE et 90/425/CEE, et abrogeant certains actes dans le domaine de l'élevage d'animaux ("règlement relatif à l'élevage d'animaux");

15° le responsable d'une femelle : la personne physique ou morale qui exerce une surveillance habituelle et directe sur une femelle et est considérée comme responsable, ou détenteur dans le cas de l'espèce équine, de cette femelle au sens de la législation sanitaire de l'espèce concernée;

16° le Service : la Direction de la Qualité et du Bien-Être animal du Département;

17° le type : concernant les œufs à couver, les poussins et les volailles reproductrices, un des types visés à l'article 1^{er}, 2), a), du règlement n° 617/2008;

18° les volailles : les animaux appartenant à toute espèce avicole, y compris les oiseaux coureurs (ratites);

19° les volailles d'utilisation : les volailles de chair, de ponte ou à usage mixte;

20° les volailles de multiplication : les volailles destinées à la production de volailles d'utilisation;

21° les volailles de reproduction : les volailles destinées à la production de volailles de multiplication ou d'autres volailles de reproduction.

CHAPITRE II. — Agrément des organismes ou établissements de sélection

Art. 2. § 1^{er}. Le Service reçoit les demandes d'agrément en tant qu'organisme de sélection ou établissement de sélection, visées à l'article 4 du règlement n° 2016/1012. Les demandeurs ont leur siège social sur le territoire de la Région wallonne.

Les demandeurs introduisent leur demande d'agrément en tant qu'organisme de sélection ou établissement de sélection, via le formulaire établi par le Ministre. Ce formulaire est publié sur le site internet de l'administration.

Si la demande est incomplète au regard de l'article 4 du règlement n° 2016/1012, le directeur du Service s'adresse au demandeur pour la compléter.

§ 2. Lorsque la demande est complète, le Ministre octroie l'agrément demandé visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 3. Pour l'application de l'annexe I, partie 1, A, 1., du règlement n° 2016/1012, le demandeur qui demande à être agréé comme :

1° organisme de sélection est une association d'éleveurs ou une organisation d'élevage qui a l'une des formes suivantes :

- a) association sans but lucratif;
- b) association internationale sans but lucratif;
- c) société coopérative à responsabilité limitée;

2° établissement de sélection, répond à une des conditions suivantes :

a) si le demandeur est une entreprise privée opérant dans un système de production fermé, définie à l'article 2, 25), du règlement n° 2016/1012 : être une société commerciale reconnue en tant que société commerciale dotée de la personnalité juridique en vertu de l'article 2, § 2, du Code des sociétés;

b) si le demandeur n'est pas une entreprise privée opérant dans un système de production fermé: être une association d'éleveurs ou une organisation d'élevage qui a l'une des formes suivantes :

- association sans but lucratif;
- association internationale sans but lucratif;
- société coopérative à responsabilité limitée.

Art. 4. Le directeur du Service notifie au demandeur, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code, soit la décision du Ministre d'octroyer un agrément visé à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, soit l'intention du Ministre de refuser l'octroi d'un tel agrément.

Lorsque le Ministre a l'intention de refuser l'octroi d'un agrément et en application de l'article 5, § 1^{er}, du règlement n° 2016/1012, le demandeur peut introduire une demande de réexamen de la demande d'agrément devant le Ministre, par tout moyen adressé au directeur du Service et susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code, dans le délai fixé par l'article D.166, § 5, du Code.

Pour l'application de l'article 5, § 2, du règlement n° 2016/1012, en cas de confirmation du refus suite au réexamen de la demande d'agrément par le Ministre, le directeur du Service notifie la décision du Ministre au demandeur par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

Art. 5. § 1^{er}. En application des articles D.6, § 5, et D.166, § 1^{er}, du Code, les agréments visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont octroyés pour des périodes de cinq ans.

§ 2. Au terme d'une période de cinq ans, un agrément est octroyé à nouveau pour une nouvelle période de cinq ans si :

1° dans l'année qui précède la date de fin de sa validité et au plus tard six mois avant cette date, l'organisme de sélection ou l'établissement de sélection introduit une nouvelle demande d'agrément auprès du Service, selon les dispositions de l'article 2, § 1^{er}, dans laquelle :

- a) il indique qu'il s'agit d'une demande de renouvellement de son agrément;
- b) il démontre qu'il satisfait toujours aux conditions d'obtention d'un tel agrément;

2° les contrôles officiels menés par le Service sur les activités du demandeur, en application du chapitre X du règlement n° 2016/1012, n'établissent pas des manquements d'une manière récurrente, continue ou générale aux dispositions du règlement n° 2016/1012.

Les demandes de renouvellement d'un agrément sont traitées comme les demandes d'agrément.

§ 3. En cas de refus d'octroi d'un renouvellement de l'agrément, le cas échéant au terme des procédures de recours introduites par le demandeur, l'agrément en cours prend fin au terme de sa période de validité. Les dispositions de l'article 6, §§ 6 et 7, s'appliquent à ce moment.

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre est l'autorité compétente chargée de retirer un agrément, conformément aux articles 6, § 2, et 47, § 1^{er}, alinéa 3, e), du règlement n° 2016/1012.

§ 2. Le directeur du Service notifie à l'organisme de sélection ou à l'établissement de sélection concerné la décision du Ministre de retirer l'agrément par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

§ 3. Le demandeur à qui un agrément est refusé suite au réexamen visé à l'article 4, alinéa 3, ou l'organisme de sélection ou l'établissement de sélection à qui son agrément est retiré, peut introduire un recours devant le Gouvernement selon les dispositions de l'article D.17, § 1^{er}, du Code, dans le délai fixé par l'article D.166, § 5, du Code. Le requérant dépose son recours auprès du directeur du Service. Celui-ci transmet le recours et la décision contestée au Gouvernement et, simultanément, une copie de ces documents au Ministre.

§ 4. En application de l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut être entendu, à sa demande, par l'inspecteur général du Département. Celui-ci envoie le procès-verbal de cette audition au Gouvernement.

Le Gouvernement délibère sur le recours dans un délai de nonante jours à partir de la date de réception du recours.

§ 5. Le Gouvernement transmet au Ministre sa décision sur le recours dans les sept jours qui suivent la date de décision du Gouvernement. Le directeur du Service notifie au requérant la décision du Gouvernement sur le recours dans les trente jours qui suivent la date de décision du Gouvernement, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

§ 6. En vertu de l'article D.166, § 1^{er}, alinéa 3, du Code, en cas de retrait de son agrément ou en cas de refus d'octroi d'un renouvellement de l'agrément, l'organisme de sélection remet au Service une copie informatique de sa base de données zootechniques selon les modalités arrêtées par le Ministre.

§ 7. Une personne morale ne peut pas introduire une demande d'agrément comme organisme de sélection ou établissement de sélection pendant l'année qui suit :

1° soit la date de la notification d'un retrait d'agrément;

2° soit la date à laquelle son agrément est arrivé au terme de sa période de validité, lorsqu'une demande de renouvellement de cet agrément a été refusée.

CHAPITRE III. — *Approbation des programmes de sélection*

Art. 7. § 1^{er}. Le Service reçoit :

1° toute demande d'approbation d'un programme de sélection soumise, en vertu de l'article 8 du règlement n° 2016/1012, par un organisme de sélection ou établissement de sélection qui a été agréé par le Ministre;

2° toute notification, faite en vertu de l'article 9 du règlement n° 2016/1012, de modifications envisagées d'un programme de sélection approuvé par le Ministre visé au paragraphe 2;

3° toute notification d'intention d'étendre la zone géographique d'un programme de sélection approuvé par le Ministre visé au paragraphe 2 :

a) soit sur le territoire d'un autre Etat membre conformément à l'article 12 du règlement n° 2016/1012;

b) soit sur le territoire d'une autre région belge conformément à l'article 12 du règlement n° 2016/1012 pour la lecture duquel l'autorité compétente de cette autre région belge est considérée comme « l'autorité compétente de cet autre Etat membre »;

4° toute notification d'intention d'étendre, sur le territoire de la Région wallonne, la zone géographique d'un programme de sélection :

a) soit approuvé par une autorité compétente d'un autre Etat membre, la notification étant faite conformément à l'article 12 du règlement n° 2016/2012;

b) soit approuvé par l'autorité compétente d'une autre région belge, la notification étant faite conformément à l'article 12 du règlement n° 2016/2012 pour la lecture duquel l'autorité compétente de cette autre région belge est considérée comme « l'autorité compétente de cet autre Etat membre ».

Le Ministre établit les formulaires à utiliser pour introduire :

1° une demande visée à l'alinéa 1^{er}, 1°;

2° une notification visée à l'alinéa 1^{er}, 2° ou 3°.

Ces formulaires sont publiés sur le site internet de l'administration.

Si une demande ou une notification visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° ou 3°, est incomplète au regard des dispositions qui la concernent dans le règlement n° 2016/1012, le directeur du Service s'adresse au demandeur ou à l'expéditeur de la notification pour la compléter.

§ 2. Pour l'application des articles 8, § 3, 9 et 12, §§ 1 à 2 et 4 à 10, du règlement n° 2016/1012, le Directeur du Service peut agir en tant que délégué du Ministre.

§ 3. Sont envoyées par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code :

1° la notification au demandeur, par le directeur du Service, de la décision du Ministre ou de son délégué, visé au paragraphe 2, d'octroyer ou de refuser l'approbation d'un programme de sélection ou de ses modifications;

2° la notification d'une intention d'étendre la zone géographique d'un programme de sélection, faite par un organisme de sélection ou un établissement de sélection agréé par le Ministre et visée à l'article 12, § 1^{er}, du règlement n° 2016/1012;

3° les notifications faites par le Ministre, ou son délégué visé au § 2, aux autorités compétentes des autres Etats membres ou des autres régions belges en application de l'article 12, §§ 2, 4, 9 et 11, du règlement n° 2016/1012.

Art. 8. § 1^{er}. Le Ministre est l'autorité compétente chargée de retirer l'approbation d'un programme de sélection, conformément à l'article 47, § 1^{er}, alinéa 3, d), du règlement n° 2016/1012.

§ 2. Le directeur du Service notifie à l'organisme de sélection ou à l'établissement de sélection concerné la décision du Ministre de retirer l'approbation du programme de sélection par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

§ 3. L'organisme de sélection ou l'établissement de sélection, qui reçoit soit la notification visée à l'article 7, § 3, 1°, selon laquelle l'approbation d'un programme de sélection, ou de ses modifications, est refusée, soit la notification d'un retrait d'approbation visée au paragraphe 2, peut introduire un recours devant le Gouvernement selon les dispositions de l'article D.17, § 1^{er}, du Code, dans le délai fixé par l'article D.166, § 5, du Code. Le requérant dépose son recours auprès du Directeur du Service. Celui-ci transmet le recours et la décision contestée au Gouvernement et, simultanément, une copie de ces documents au Ministre.

§ 4. En application de l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut être entendu, à sa demande, par l'inspecteur général du Département. Celui-ci envoie le procès-verbal de cette audition au Gouvernement.

Le Gouvernement délibère sur le recours dans un délai de nonante jours à partir de la date de réception du recours.

§ 5. Le Gouvernement transmet au Ministre sa décision sur le recours dans les sept jours qui suivent la date de décision du Gouvernement. Le directeur du Service notifie au requérant la décision du Gouvernement sur le recours dans les trente jours qui suivent la date de décision du Gouvernement, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

Art. 9. En application des dispositions de l'annexe I, partie 3, 1., alinéa 2, du règlement n° 2016/1012, des méthodes alternatives appropriées offrant des garanties au moins équivalentes à celles d'un certificat de saillie peuvent être introduites par les organismes de sélection dans les programmes de sélection soumis à l'approbation du Ministre, ou de son délégué visé à l'article 7, § 2, et qui concernent les reproducteurs de race pure de l'espèce équine, si ces méthodes alternatives sont conformes aux principes établis par l'organisme de sélection qui tient le livre généalogique d'origine de cette race.

CHAPITRE IV. — *Inscription et enregistrement d'animaux reproducteurs dans les livres généalogiques et les registres généalogiques et admission de ces animaux à la reproduction*

Art. 10. Sans préjudice des dispositions de l'article 21 ou 24 du règlement n° 2016/1012, pour inscrire un animal reproducteur pour la première fois dans la section principale d'un livre généalogique ou pour l'enregistrer pour la première fois dans un registre généalogique, la fécondation qui a donné lieu à la naissance de cet animal reproducteur est conforme :

a) soit au droit belge en matière de santé animale si cette fécondation a eu lieu sur le territoire de la Région wallonne et si le livre généalogique ou le registre généalogique est tenu dans le cadre d'un programme de sélection approuvé par le Ministre visé à l'article 7, § 2, ou pour lequel une demande d'extension de la zone géographique sur le territoire de la Région wallonne a été approuvée par le Ministre ou son délégué visé à l'article 7, § 2;

b) soit au droit en matière de santé animale de l'Etat membre sur le territoire duquel l'organisme de sélection ou l'établissement de sélection agréé par le Ministre a obtenu une extension de la zone géographique du programme de sélection qui régit le livre généalogique ou le registre généalogique concerné, si cette fécondation a eu lieu sur cette extension de la zone géographique.

Art. 11. En application des articles 21, § 6, et 24, § 4, du règlement n° 2016/1012, les produits germinaux des animaux reproducteurs qui ont été collectés, produits, traités et stockés dans un centre de collecte ou de stockage de sperme, dans un centre de stockage d'embryons, par une équipe de collecte ou de production d'embryons ou par du personnel possédant des qualifications spécifiques, agréé conformément au droit belge en matière de santé animale, peuvent être utilisés sur le territoire de la Région wallonne pour les besoins des articles 21, §§ 1^{er} et 4, et 24, §§ 1^{er} et 2, du règlement n° 2016/1012.

CHAPITRE V. — *Contrôle des performances et évaluation génétique*

Art. 12. En application de l'article 27, § 2, du règlement n° 2016/1012, les tiers qui ont leur siège social sur le territoire de la Région wallonne et qui sont désignés par des organismes de sélection ou des établissements de sélection agréés par le Ministre en vue de réaliser des contrôles des performances ou des évaluations génétiques peuvent demander une autorisation du Ministre à cet effet, selon les dispositions de l'article 13, § 1^{er}.

En application de l'article 27, § 4, du règlement n° 2016/1012, les tiers autorisés par le Ministre sont responsables vis-à-vis de lui du respect des exigences prévues par le règlement n° 2016/1012 qui sont applicables à cette externalisation du contrôle des performances ou de l'évaluation génétique.

Art. 13. § 1^{er}. Le Service reçoit les demandes des tiers visés à l'article 12, alinéa 1^{er}, en vue d'obtenir une autorisation :

1° soit en tant qu'organisme de contrôle des performances;

2° soit en tant que centre d'évaluation génétique.

Les demandeurs introduisent leur demande d'autorisation en tant qu'organisme de contrôle des performances ou en tant que centre d'évaluation génétique, via le formulaire établi par le Ministre. Ce formulaire invite le demandeur à préciser ses coordonnées, les informations sur les activités réalisées en lien avec les exigences de l'annexe I, partie 2 et, le cas échéant, partie 3 du règlement n° 2016/1012 et les informations en lien avec l'article 27, § 3, du règlement n° 2016/1012. Ce formulaire est publié sur le site internet de l'administration.

Si la demande est incomplète au regard des dispositions visées à l'alinéa 2, le directeur du Service s'adresse au demandeur pour la compléter.

§ 2. Lorsque la demande est complète, le Ministre octroie au tiers l'autorisation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Le directeur du Service notifie au demandeur la décision du Ministre d'octroyer ou de refuser l'autorisation visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

§ 4. En application des articles D.6, § 5, et D.166, § 1^{er} du Code, les autorisations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont octroyées pour des périodes de cinq ans.

§ 5. Au terme d'une période de cinq ans, une autorisation est octroyée à nouveau pour une nouvelle période de cinq ans si :

1° dans l'année qui précède la date de fin de sa validité et au plus tard six mois avant cette date, l'organisme de contrôle des performances ou le centre d'évaluation génétique introduit une nouvelle demande d'autorisation auprès du Service, selon les dispositions du paragraphe 1^{er}, dans laquelle :

a) il indique qu'il s'agit d'une demande de renouvellement de son autorisation;

b) il démontre qu'il satisfait toujours aux conditions d'obtention d'une telle autorisation;

2° les contrôles officiels menés par le Service sur les activités du demandeur, en application du chapitre X du règlement n° 2016/1012, n'établissent pas des manquements d'une manière récurrente, continue ou générale aux dispositions du règlement n° 2016/1012.

Les demandes de renouvellement d'une autorisation sont traitées comme les demandes d'autorisation.

§ 6. En cas de refus d'octroi d'un renouvellement de l'autorisation, le cas échéant au terme des procédures de recours introduites par le demandeur, l'autorisation en cours prend fin au terme de sa période de validité. Les dispositions de l'article 14, §§ 6 et 7, s'appliquent à ce moment.

Art. 14. § 1^{er}. Le Ministre est l'autorité compétente chargée de retirer une autorisation visée à l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, quand, d'une manière récurrente, continue ou générale, cet organisme de contrôle des performances ou ce centre d'évaluation génétique :

a) soit ne satisfait pas aux exigences de l'article 27, § 3, ou, le cas échéant, § 5, du règlement n° 2016/1012;

b) soit est responsable de manquements aux exigences de l'annexe I, partie 2 et, le cas échéant, partie 3, du règlement n° 2016/1012 qui sont en lien avec les activités réalisées.

§ 2. Le directeur du Service notifie à l'organisme de contrôle des performances ou au centre d'évaluation génétique concerné la décision du Ministre de retirer l'autorisation par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

§ 3. Le demandeur à qui une autorisation est refusée, ou l'organisme de contrôle des performances ou le centre d'évaluation génétique à qui son autorisation est retirée peut introduire un recours devant le Gouvernement selon les dispositions de l'article D.17, § 1^{er}, du Code, dans le délai fixé par l'article D.166, § 5, du Code. Le requérant dépose son recours auprès du directeur du Service. Celui-ci transmet le recours et la décision contestée au Gouvernement et, simultanément, une copie de ces documents au Ministre.

§ 4. En application de l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut être entendu, à sa demande, par l'inspecteur général du Département. Celui-ci envoie le procès-verbal de cette audition au Gouvernement.

Le Gouvernement délibère sur le recours dans un délai de nonante jours à partir de la date de réception du recours.

§ 5. Le Gouvernement transmet au Ministre sa décision sur le recours dans les sept jours qui suivent la date de décision du Gouvernement. Le directeur du Service notifie au requérant la décision du Gouvernement sur le recours dans les trente jours qui suivent la date de décision du Gouvernement, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine conformément à l'article D.15 du Code.

§ 6. En vertu de l'article D.166, § 1^{er}, alinéa 3, du Code, en cas de retrait de son autorisation ou en cas de refus d'octroi d'un renouvellement de l'autorisation, l'organisme de contrôle des performances ou le centre d'évaluation génétique remet au Service une copie informatique de sa base de données zootechniques selon les modalités arrêtées par le Ministre.

§ 7. Une personne morale ne peut pas introduire une demande d'autorisation comme organisme de contrôle des performances ou comme centre d'évaluation génétique pendant l'année qui suit :

1° soit la date de la notification d'un retrait d'autorisation;

2° soit la date à laquelle son autorisation est arrivée au terme de sa période de validité, lorsqu'une demande de renouvellement de cette autorisation a été refusée.

CHAPITRE VI. — *Certificats zootechniques et restrictions à l'édition de documents ou publications non conformes*

Art. 15. En application de l'article 31, § 1^{er}, du règlement n° 2016/1012, les centres de collecte ou de stockage de sperme de reproducteur de race pure peuvent délivrer le certificat zootechnique qui accompagne le sperme qu'ils cèdent, sur la base des informations reçues de l'organisme de sélection qui tient le livre généalogique où est inscrit le mâle donneur de ce sperme, si ces centres sont autorisés en vertu de l'article 21, §§ 1^{er} ou 2.

Art. 16. En application de l'article 31, § 2, du règlement n° 2016/1012, les modèles de formulaires visés à l'article 30, § 6, b), du règlement n° 2016/1012 peuvent être remplacés par d'autres documents accompagnant ces animaux reproducteurs si :

1° pour les animaux reproducteurs des espèces bovine, porcine, ovine et caprine :

a) ces documents contiennent les informations énoncées à l'annexe V, partie 2, chapitre I, ou à l'annexe V, partie 3, chapitre I, du règlement n° 2016/1012, ces informations étant chacune accompagnées de leur numéro et intitulé correspondant tel qu'il figure, le cas échéant, dans les modèles de formulaires pour les certificats zootechniques pour les échanges de reproducteurs de race pure et de leurs produits germinaux, repris en annexe du règlement d'exécution (UE) 2017/717 de la Commission du 10 avril 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les modèles de formulaires des certificats zootechniques pour les animaux reproducteurs et leurs produits germinaux;

b) le programme de sélection contient une description des autres informations figurant dans les documents visés au a);

c) ces documents portent les mentions prévues à l'annexe V, partie 1, a), b) et c), du règlement n° 2016/1012 ainsi que la mention « Ce document contient les informations requises, pour un certificat zootechnique, par le règlement (UE) 2016/1012 »;

2° pour les produits germinaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine et équine :

a) les dispositions de l'article 31, paragraphe 2, b), du règlement n° 2016/1012 sont respectées;

b) ces documents portent les mentions prévues à l'annexe V, partie 1, a), b) et c), du règlement n° 2016/1012 ainsi que la mention « Ce document contient les informations requises, pour un certificat zootechnique, par le règlement (UE) 2016/1012 ».

Art. 17. § 1^{er}. En application de l'article 1^{er}, § 5, du règlement n° 2016/1012, pour les espèces visées à l'article 2 du règlement n° 2016/1012, il est interdit de publier, sous format papier ou électronique, tout document dont la dénomination ou le contenu est similaire à un certificat zootechnique au sens de l'article 2, 20), du règlement n° 2016/1012, si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° l'animal ne participe pas à un programme de sélection approuvé conformément à l'article 8, § 3, du règlement n° 2016/1012;

2° l'animal participe à un programme de sélection dont l'approbation est suspendue ou retirée en application de l'article 47 du règlement n° 2016/1012;

3° l'animal participe à un programme de sélection approuvé conformément à l'article 8, § 3, du règlement n° 2016/1012 mais :

a) soit le document ne réunit pas toutes les caractéristiques exigées pour un certificat zootechnique visées aux articles 30, 31, 32 ou 33 du règlement n° 2016/1012 ou, le cas échéant, par les articles 15 ou 16;

b) soit le document contient au moins une donnée de généalogie ou un résultat de contrôle des performances ou d'évaluation génétique obtenu en dehors du cadre de ce programme de sélection.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, l'interdiction de publication n'est pas d'application lorsque le document porte la mention suivante mise en évidence sur chaque page : « Ce document n'est pas un certificat zootechnique au sens du règlement (UE) 2016/1012. ».

§ 2. En application de l'article 1^{er}, § 5, du règlement n° 2016/1012, pour les espèces visées à l'article 2 du règlement n° 2016/1012, il est interdit de diffuser sur le territoire de la Région wallonne, sous format papier ou électronique, toute publication autre qu'un document visé au paragraphe 1^{er} et qui contient une donnée de généalogie ou un résultat de contrôle des performances ou d'évaluation génétique si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° l'animal ne participe pas à un programme de sélection approuvé conformément à l'article 8, § 3, du règlement n° 2016/1012;

2° l'animal participe à un programme de sélection dont l'approbation est suspendue ou retirée en application de l'article 47 du règlement n° 2016/1012, et la donnée de généalogie ou le résultat de contrôle des performances ou d'évaluation génétique publié a été obtenu après cette suspension ou ce retrait d'approbation;

3° l'animal participe à un programme de sélection approuvé conformément à l'article 8, § 3, du règlement n° 2016/1012 mais la donnée de généalogie ou le résultat de contrôle des performances ou d'évaluation génétique publié a été obtenu en dehors du cadre de ce programme de sélection.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}, l'interdiction de diffusion est levée si la donnée de généalogie ou le résultat de contrôle des performances ou d'évaluation génétique publié est accompagné, sur la page même de sa publication, de la mention suivante mise en évidence : « Cette information a été obtenue en dehors du cadre légal du règlement (UE) 2016/1012 ».

Art. 18. En application de l'article 32, § 3, du règlement n° 2016/1012, lorsque les résultats mis à jour du contrôle des performances ou de l'évaluation génétique de reproducteurs équins de race pure sont publiés sur un site internet, les informations énoncées à l'annexe V, partie 2, chapitre I, § 1^{er}, m), du règlement n° 2016/1012 peuvent ne pas figurer dans le document visé à l'article 32, § 1^{er}, du règlement n° 2016/1012 à condition que l'organisme de sélection renvoie à ce site internet dans ce document.

En application de l'article 32, § 4, du règlement n° 2016/1012, lorsqu'il s'agit d'un reproducteur de race pure de l'espèce équine, les résultats des contrôles de performance, les résultats actualisés de l'évaluation génétique, les anomalies et particularités génétiques en relation avec le programme de sélection, énoncés à l'annexe V, partie 2, chapitre I, § 1^{er}, m), ainsi que, le cas échéant pour les femelles gravides, la date de l'insémination ou de l'accouplement et l'identité du mâle utilisé pour la fécondation, peuvent figurer dans d'autres documents que le document d'identification unique à vie visé à l'article 32, § 1^{er}, du règlement n° 2016/1012, à condition que ces documents soient délivrés par l'organisme de sélection qui tient le livre généalogique où ce reproducteur de race pure est inscrit.

*CHAPITRE VII. — Contrôles officiels et autres activités officielles,
assistance administrative, coopération et action coercitive des États membres*

Art. 19. En application de l'article 39, § 1^{er}, du règlement n° 2016/1012, le Service, représenté par ses agents désignés à l'article R.93ter de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, est désigné comme autorité compétente chargée d'effectuer des contrôles officiels aux fins de la vérification de la conformité des opérateurs avec les règles prévues par le règlement n° 2016/1012, et d'autres activités officielles visant à assurer l'application de ces règles.

Le directeur du Service est l'autorité compétente :

1° pour prendre les mesures nécessaires en cas de confirmation d'un manquement prévu à l'article 47, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 2 et 3, a), b), c) et f), du règlement n° 2016/1012;

2° pour modifier, suspendre ou retirer les mesures qu'il a prises en vertu du 1°, conformément à l'article 47, § 3, du règlement n° 2016/1012.

CHAPITRE VIII. — Autres dispositions réglementant l'élevage

Section 1^{re}. — Dispositions relatives à l'insémination artificielle pour les reproducteurs de race pure

Art. 20. La présente section s'applique aux reproducteurs de race pure des espèces bovine, porcine, ovine, caprine et équine lorsque la condition d'application visée à l'article 1^{er}, § 2, du règlement n° 2016/1012 n'est pas remplie.

Art. 21. § 1^{er}. En application de l'article D.166, § 2, du Code, tout centre de collecte de sperme établi sur le territoire de la Région wallonne est autorisé à collecter, traiter et stocker du sperme de mâles donneurs en qualité de sperme de reproducteur de race pure s'il :

1° est un centre de collecte de sperme agréé aux fins des échanges de ces marchandises dans l'Union conformément au droit de l'Union en matière de santé animale ou conformément au droit belge en matière de santé animale;

2° a demandé au Service l'autorisation de réaliser ces activités et reçu un accusé de réception de cette demande;

3° respecte les dispositions des articles 22, §§ 1^{er} et 3, et 24 ainsi que, le cas échéant, celles de l'article 22, § 2;

4° met à la disposition du Service, quand celui-ci lui en fait la demande, toute information nécessaire au contrôle de ces dispositions.

§ 2. En application de l'article D.166, § 2, du Code, tout centre de stockage de sperme établi sur le territoire de la Région wallonne est autorisé à stocker du sperme en qualité de sperme de reproducteur de race pure s'il :

1° est un centre de stockage de sperme agréé aux fins des échanges de ces marchandises dans l'Union conformément au droit de l'Union en matière de santé animale ou conformément au droit belge en matière de santé animale;

2° a demandé au Service l'autorisation de réaliser ces activités et reçu un accusé de réception de cette demande;

3° respecte les dispositions des articles 22, §§ 2 et 3, et 24;

4° met à la disposition du Service, quand celui-ci lui en fait la demande, toute information nécessaire au contrôle de ces dispositions.

§ 3. En application de l'article D.166, § 2, du Code, tout centre de collecte ou de stockage de sperme, établi sur le territoire de la Région wallonne ou non, est autorisé à distribuer du sperme en qualité de sperme de reproducteur de race pure sur le territoire de la Région wallonne s'il :

1° est un centre de collecte ou de stockage de sperme agréé aux fins des échanges de ces marchandises dans l'Union conformément au droit de l'Union en matière de santé animale ou, s'il ne remplit pas cette condition et s'il est établi sur le territoire belge, conformément au droit belge en matière de santé animale;

2° respecte les dispositions des articles 23 et 24;

3° il communique à ses clients à travers ses catalogues, publicités ou site internet :

a) soit les valeurs actualisées les plus récentes des résultats des contrôles de performances ou des évaluations génétiques du mâle donneur du sperme, lorsqu'elles sont publiées dans le cadre d'un programme de sélection, ainsi que la date d'obtention et la source de ces résultats;

b) soit une référence au site internet où les informations visées au a), peuvent être consultées;

4° met à la disposition du Service, quand celui-ci lui en fait la demande, toute information nécessaire au contrôle de ces dispositions.

Lorsqu'il a l'intention d'utiliser pour la première fois la dérogation visée à l'article 23, alinéa 3, le centre de collecte ou de stockage de sperme visé à l'alinéa 1^{er} en avertit préalablement le Service et attend de recevoir l'accusé de réception de cet avertissement.

§ 4. Le Ministre établit un formulaire par lequel les centres de collecte ou de stockage de sperme demandent une ou plusieurs autorisations visées aux paragraphes 1^{er} et 2. Ce formulaire permet à ces mêmes centres de collecte ou de stockage d'avertir le Service conformément au paragraphe 3, alinéa 2, si nécessaire. Le formulaire est publié sur le site internet de l'administration.

Le Service publie la liste des centres autorisés en vertu des paragraphes 1^{er} et 2, ainsi que des centres qui ont averti le Service conformément au paragraphe 3, alinéa 2, sur le site internet de l'administration.

§ 5. Sans préjudice de poursuites pénales éventuelles, en cas de non-respect récurrent des conditions d'autorisation visées aux paragraphes 1^{er}, 2, ou 3, le Ministre ou son délégué, visé à l'article 7, § 2, retire l'autorisation correspondante.

Le directeur du Service notifie au centre de collecte ou de stockage de sperme le retrait de l'autorisation par un des moyens visés à l'article D.15 du Code.

Dès réception de la notification mentionnée à l'alinéa 2, le centre de collecte ou de stockage de sperme peut introduire un recours devant le Gouvernement selon les dispositions de l'article D.17, § 1^{er}, du Code, dans le délai fixé par l'article D.166, § 5, du Code. Le requérant dépose son recours auprès du directeur du Service. Celui-ci transmet le recours et la décision contestée au Gouvernement et, simultanément, une copie de ces documents au Ministre.

En application de l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut être entendu, à sa demande, par l'inspecteur général du Département. Celui-ci envoie le procès-verbal de cette audition au Gouvernement. L'introduction d'un recours ne suspend pas la décision de retrait de l'autorisation.

Le Gouvernement délibère sur le recours dans un délai de nonante jours à partir de la date de réception du recours.

Le Gouvernement transmet au Ministre sa décision sur le recours dans les sept jours qui suivent la date de décision du Gouvernement. Le Directeur du Service notifie au requérant la décision du Gouvernement sur le recours dans les trente jours qui suivent la date de décision du Gouvernement, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code.

Art. 22. § 1^{er}. Sans préjudice des règles de police sanitaire, pour être admis dans un centre de collecte de sperme autorisé visé à l'article 21, § 1^{er}, afin que son sperme soit collecté, traité ou stocké en tant que sperme de reproducteur de race pure, le mâle est accompagné d'un certificat zootechnique conforme aux dispositions du chapitre VII du règlement n° 2016/1012 et, le cas échéant, de l'article 16.

§ 2. Sans préjudice des règles de police sanitaire, pour être admis, en tant que sperme de reproducteur de race pure, dans un centre de collecte de sperme autorisé visé à l'article 21, § 1^{er}, sans y avoir été collecté ou dans un centre de stockage de sperme autorisé visé à l'article 21, § 2, le sperme est accompagné d'un certificat zootechnique conforme aux dispositions du chapitre VII du règlement n° 2016/1012 et, le cas échéant, des articles 15 et 16.

§ 3. Lorsque le sperme est cédé, en qualité de sperme de reproducteur de race pure, à un autre centre de collecte ou de stockage de sperme agréé aux fins des échanges de ces marchandises dans l'Union conformément au droit de l'Union en matière de santé animale ou au droit belge en matière de santé animale, le centre de collecte de sperme autorisé visé à l'article 21, § 1^{er}, ou le centre de stockage de sperme autorisé visé à l'article 21, § 2, joint au sperme un certificat zootechnique conforme aux dispositions du chapitre VII du règlement n° 2016/1012 et, le cas échéant, des articles 15 et 16.

Art. 23. Sans préjudice des règles de police sanitaire, le sperme distribué sur le territoire de la Région wallonne en qualité de sperme de mâle reproducteur de race pure est récolté, traité et stocké dans un centre de collecte ou de stockage de sperme agréé aux fins des échanges de ces marchandises dans l'Union conformément au droit de l'Union en matière de santé animale ou, s'il ne remplit pas cette condition et s'il est établi sur le territoire belge, conformément au droit belge en matière de santé animale.

Le sperme visé à l'alinéa 1^{er} est accompagné d'un certificat zootechnique conforme aux dispositions du chapitre VII du règlement n° 2016/1012 et, le cas échéant, des articles 15 ou 16, ou d'une copie lisible du certificat zootechnique du mâle donneur; ce certificat, ou cette copie, est remis au responsable de la femelle à inséminer.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, le certificat zootechnique peut être remplacé par un document répondant aux dispositions de l'annexe 1^{re}. Ce remplacement est autorisé si le centre de collecte ou de stockage de sperme transmet lui-même, avant de commencer la distribution, une copie lisible du certificat zootechnique du mâle donneur ou du sperme à tout organisme de sélection qui tient, sur le territoire de la Région wallonne, un registre des naissances ou un livre généalogique dans lequel un descendant du mâle donneur est susceptible d'être enregistré ou inscrit. L'organisme de sélection qui reçoit une telle copie délivre un accusé de réception au centre de collecte ou de stockage de sperme qui l'a envoyée.

Art. 24. Si le certificat zootechnique visé à l'article 22, §§ 1^{er}, 2 ou 3, ou à l'article 23, alinéa 2, ou la copie du certificat zootechnique du mâle donneur visée à l'article 23, alinéas 2 et 3, ne mentionne pas la méthode utilisée conformément à l'article 22, §§ 1^{er} et 2, du règlement n° 2016/1012 pour vérifier l'identité des reproducteurs de race pure utilisés pour la collecte de sperme ainsi que les résultats de la vérification de cette identité, un document mentionnant cette information accompagne le certificat zootechnique, ou la copie du certificat zootechnique, du mâle donneur.

Art. 25. Le Service effectue au minimum un contrôle par an des centres de collecte ou de stockage de sperme repris sur la liste visée à l'article 21, § 4, alinéa 2.

Section 2. — Dispositions particulières relatives aux équidés

Sous-section 1^{re}. — Organisme de coordination de l'élevage d'équidés

Art. 26. En application de l'article D.169, § 1^{er}, du Code, le Ministre peut confier une ou plusieurs des missions suivantes à tout organisme de coordination de l'élevage d'équidés :

- 1° organiser l'identification des poulains sous la mère;
- 2° coordonner la collaboration entre les organismes de sélection qui le souhaitent;
- 3° organiser ou collaborer à l'organisation de manifestations régionales ou nationales;
- 4° promouvoir l'élevage des équidés;
- 5° fournir un soutien à l'administration, pour constituer les dossiers d'octroi de subventions aux éleveurs d'équidés;
- 6° collecter les données des concours d'équidés.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont confiées à un organisme qui :

- 1° a son siège social en Région wallonne;
- 2° est constitué sous forme d'une association sans but lucratif;
- 3° permet à tout organisme de sélection agréé en Région wallonne de devenir membre;
- 4° prévoit statutairement l'absence de discrimination entre les membres;
- 5° dispose d'un règlement technique qui précise la procédure d'identification des poulains sous la mère et, si des programmes de sélection approuvés exécutés par ses membres les prévoient, les procédures d'identification mettant en œuvre les méthodes alternatives prises en application de l'article 9.

Sous-section 2. — Transposition de la directive 90/428/CEE du Conseil du 26 juin 1990 concernant les échanges d'équidés destinés à des concours et fixant les conditions de participation à ces concours

Art. 27. La présente sous-section transpose la directive 90/428/CEE du Conseil du 26 juin 1990 concernant les échanges d'équidés destinés à des concours et fixant les conditions de participation à ces concours.

Art. 28. Lors de l'organisation d'un concours, aucune discrimination n'est faite, dans les règles du concours, entre :

- 1° les reproducteurs de race pure de l'espèce équine participant à un programme de sélection dans l'Etat membre où le concours est organisé et les reproducteurs de race pure de l'espèce équine participant à un programme de sélection dans un autre Etat membre;
- 2° les équidés originaires de l'Etat membre où le concours est organisé et les équidés originaires d'un autre Etat membre.

Art. 29. L'article 28 est applicable :

- 1° aux critères, minimaux ou maximaux, d'inscription au concours;
- 2° au jugement lors du concours;
- 3° aux gains ou profits qui peuvent résulter du concours.

Art. 30. Les obligations énoncées à l'article 28 ne portent pas préjudice à l'organisation de concours ou manifestations appartenant à un des types suivants :

- 1° concours réservés aux reproducteurs de race pure de l'espèce équine participant à un programme de sélection déterminé afin de permettre une amélioration de la race;
- 2° concours régionaux à des fins de sélection des équidés;
- 3° manifestations à caractère historique ou traditionnel.

Art. 31. En application de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la décision 92/216/CEE de la Commission du 26 mars 1992, relative à la collecte des données concernant les concours d'équidés visés à l'article 4, § 2, de la directive 90/428/CEE du Conseil, le Ministre désigne l'autorité coordinatrice chargée de collecter les données des concours d'équidés visés à l'article 30. Seul un organisme de coordination de l'élevage d'équidés, visé à l'article 26, peut être désigné comme autorité coordinatrice.

Au minimum trois mois avant l'organisation des concours d'équidés visés à l'article 30, chaque organisateur fait parvenir à l'autorité coordinatrice, désignée en application de l'alinéa 1^{er}, la liste des concours ou manifestations envisagés avec, pour chacun, la mention du type correspondant visé à l'article 30. L'autorité coordinatrice publie cette liste de concours sur son site internet dont l'adresse est communiquée aux autres Etats-membres et au public par l'intermédiaire du Service.

*Section 3. — Dispositions particulières relatives à l'aviculture**Sous-section 1^{re}. — Enregistrement des établissements avicoles spécialisés*

Art. 32. Le Service enregistre les établissements avicoles spécialisés et leur octroie le numéro distinctif visé à l'article 2 du règlement n° 617/2008.

Art. 33. Pour obtenir l'enregistrement d'un couvoir et maintenir l'autorisation d'utiliser le numéro distinctif, son exploitant :

1° présente au Service une demande d'enregistrement écrite, datée et signée mentionnant :

- a) la dénomination du couvoir;
- b) l'adresse du siège social;
- c) l'adresse des installations d'incubation;
- d) la capacité des installations;
- e) la date de début des activités d'incubation;
- f) les espèces, catégories et types de volailles concernés;
- g) la preuve de l'agrément sanitaire délivré par les autorités compétentes;

2° tient le registre visé à l'article 6 du règlement n° 617/2008;

3° communique mensuellement au Service dans les quinze jours suivant le mois concerné, les informations visées à l'article 8, § 1^{er}, du règlement n° 617/2008;

4° communique au Service, dans les quinze jours, toute modification relative aux informations fournies en application du 1°, ainsi que toute cessation temporaire ou définitive des activités d'incubation;

5° respecte les dispositions du règlement n° 617/2008 relatives au marquage des œufs à couvrir, aux emballages des poussins, aux documents d'accompagnement et à l'utilisation des œufs retirés de l'incubateur;

6° soumet le couvoir aux contrôles du Service.

Les informations mentionnées à l'alinéa 1^{er}, 3°, sont présentées en indiquant pour chaque espèce, catégorie et type:

1° le nombre d'œufs à couvrir mis en incubation pendant le mois précédent;

2° le nombre d'œufs à couvrir destinés au commerce intra-communautaire et à l'exportation vers des pays tiers, et l'état membre ou le pays tiers de destination;

3° le nombre de poussins éclos destinés à être effectivement utilisés;

4° le nombre de poussins d'un jour destinés au commerce intra-communautaire et à l'exportation vers des pays tiers, et l'état membre ou le pays tiers de destination.

Art. 34. Pour obtenir l'enregistrement d'un établissement de sélection avicole ou d'un établissement de multiplication avicole et maintenir l'autorisation d'utiliser le numéro distinctif, son exploitant :

1° présente au Service une demande d'enregistrement écrite, datée et signée mentionnant :

- a) la dénomination de l'établissement de sélection ou de multiplication avicole;
- b) l'adresse du siège social;
- c) l'adresse des installations d'élevage;
- d) la capacité des installations : nombre de femelles et nombre de mâles;
- e) la date de début des activités de sélection ou de multiplication;
- f) l'espèce, la catégorie et le type de volailles concernés;
- g) la preuve de l'agrément sanitaire délivré par les autorités compétentes;

2° tient un registre d'exploitation dans lequel les données suivantes sont inscrites, par espèce, catégorie et type :

a) le nombre de volailles femelles mises en production, la date d'entrée en production et le numéro distinctif du couvoir de provenance des poussins, y compris si ces poussins ont été élevés dans un autre établissement avant leur arrivée dans l'établissement de sélection ou de multiplication avicole;

b) le nombre d'œufs à couvrir produits et le numéro distinctif du couvoir de destination;

c) le nombre de volailles retirées de la production et la date de sortie de production;

3° communique les informations suivantes au Service dans les quinze jours qui suivent l'entrée en production d'un nouveau lot de volailles :

a) le nombre de volailles femelles mises en production, la date d'entrée en production et le numéro distinctif du couvoir de provenance des poussins, y compris si ces poussins ont été élevés dans un autre établissement avant leur arrivée dans l'établissement de sélection ou de multiplication avicole;

b) l'espèce, la catégorie et le type de volailles concernés;

c) le numéro distinctif du couvoir de destination pour les œufs à couvrir produits;

d) la durée de production prévue;

4° communique au Service le retrait de la production d'un lot de volailles dans les quinze jours qui suivent la date de ce retrait;

5° communique au Service, dans les quinze jours qui suivent la date où elle survient, toute modification relative aux informations fournies en application du 1°, ainsi que toute cessation temporaire ou définitive des activités de sélection ou de multiplication;

6° respecte les dispositions du règlement n° 617/2008 relatives au marquage des œufs à couvrir et de leurs emballages, et aux documents d'accompagnement;

7° soumet l'établissement de sélection ou de multiplication avicole aux contrôles du Service.

Art. 35. Le Ministre établit un formulaire par lequel l'exploitant d'un établissement avicole spécialisé introduit une demande visée aux articles 33, alinéa 1^{er}, 1^o, ou 34, 1^o. Le formulaire est publié sur le site internet de l'administration.

Le Service publie la liste des établissements avicoles spécialisés enregistrés qui disposent d'un numéro distinctif sur le site internet de l'administration.

Art. 36. § 1^{er}. L'autorisation d'utiliser le numéro distinctif est retirée à un établissement avicole spécialisé dans l'un des cas suivants :

1^o l'établissement avicole spécialisé introduit une demande volontaire auprès du Service pour renoncer à l'usage de numéro distinctif;

2^o le non-respect récurrent des conditions d'enregistrement et de maintien de l'autorisation d'utiliser le numéro distinctif visées à l'article 33 pour un couvoir ou à l'article 34 pour un établissement de sélection ou de multiplication avicole, est constaté.

§ 2. Le directeur du Service est chargé de retirer l'autorisation, d'utiliser le numéro distinctif et de le notifier à l'établissement avicole spécialisé tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code.

L'établissement avicole spécialisé qui reçoit la notification mentionnée à l'alinéa 1^{er} peut introduire un recours devant l'inspecteur général du Département selon les dispositions de l'article D.17, § 1^{er}, du Code, dans un délai de quarante-cinq jours. L'inspecteur général du Département transmet une copie du recours et de la décision contestée au directeur du Service.

En application de l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut être entendu, à sa demande, par l'inspecteur général du Département. Celui-ci envoie le procès-verbal de cette audition au requérant. L'introduction d'un recours ne suspend pas la décision de retrait de l'autorisation.

L'inspecteur général du Département prend une décision sur le recours dans un délai de nonante jours à partir de la date de réception du recours, et notifie cette décision au requérant dans les trente jours qui suivent la date de sa décision, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15 du Code. Il transmet, le jour même, une copie de sa décision au directeur du Service.

Sous-section 2. — Marquage des œufs à couvrir

Art. 37. En application de l'article 3, § 3, du règlement n° 617/2008, si des œufs à couvrir provenant d'un établissement de sélection ou de multiplication avicole visé à l'article 34 sont mis en incubation dans un couvoir enregistré, ils sont marqués individuellement par l'établissement de sélection ou de multiplication avicole où ils sont produits au moyen d'une marque indélébile de couleur noire d'au moins dix mm² de surface.

CHAPITRE IX. — Sanctions

Art. 38. Les infractions aux dispositions du règlement n° 2016/1012 sont recherchées, constatées et punies conformément au titre XIII du Code.

CHAPITRE X. — Transposition de la directive 90/427/CEE

Art. 39. Le présent chapitre transpose l'article 8, § 1^{er}, de la directive 90/427/CEE du Conseil du 26 juin 1990 relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant les échanges intracommunautaires d'équidés.

Art. 40. En application de l'article 64, § 3, du règlement n° 2016/1012, lors de leurs mouvements, les reproducteurs de race pure de l'espèce équine sont accompagnés du document d'identification unique à vie établi par la Commission en application de l'article 32, §§ 1^{er} et 2, du règlement n° 2016/1012. Ce document d'identification unique à vie accompagne l'équidé au cours de tout transport, jusqu'aux destinataires, et est présenté chaque fois qu'un agent désigné à l'article R.93ter de la partie réglementaire du Code de l'Environnement le requiert.

Le document d'identification visé à l'alinéa 1^{er} est délivré par l'organisme de sélection qui tient le livre généalogique dans lequel le reproducteur de race pure de l'espèce équine est inscrit.

CHAPITRE XI. — Dispositions abrogatoires

Art. 41. Sont abrogés :

1^o l'arrêté royal du 23 septembre 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009;

2^o l'arrêté royal du 28 août 1991 relatif à l'assistance mutuelle entre les autorités administratives en matière de législation vétérinaire et zootechnique;

3^o l'arrêté royal du 25 mai 1992 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant la commercialisation d'animaux de race;

4^o l'arrêté royal du 2 septembre 1992 relatif à l'amélioration des reproducteurs porcins, modifié par les arrêtés royaux des 11 janvier 1993 et 13 juillet 2001 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009;

5^o l'arrêté royal du 20 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine, modifié par les arrêtés royaux des 9 janvier 1995 et 20 juillet 2000 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009;

6^o l'arrêté royal du 9 décembre 1992 portant des dispositions de police sanitaire vétérinaire concernant la production, le traitement, le stockage, l'usage, les échanges intracommunautaires et l'importation du sperme de bovin, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007;

7^o l'arrêté royal du 9 décembre 1992 relatif à la production, au commerce, aux échanges intracommunautaires et à l'importation de sperme porcine;

8^o l'arrêté royal du 10 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2009;

9^o l'arrêté royal du 31 décembre 1992 relatif aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables aux échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits;

10^o l'arrêté royal du 31 janvier 1997 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'importation en provenance des pays tiers d'animaux, de spermatozoïdes, d'ovules et d'embryons;

11° l'arrêté royal du 2 juin 1998 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant l'amélioration et la conservation des races avicoles et cunicoles;

12° l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 réglementant l'enregistrement des performances, l'évaluation génétique, l'insémination artificielle et l'admission à la reproduction des bovins reproducteurs de race pure;

13° l'arrêté ministériel du 27 février 1991 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2015;

14° l'arrêté ministériel du 25 mars 1991 instituant une Commission de Génétique pour l'aptitude laitière des bovins;

15° l'arrêté ministériel du 3 septembre 1992 relatif à l'amélioration des reproducteurs porcins;

16° l'arrêté ministériel du 21 octobre 1992 relatif à l'amélioration des espèces ovine et caprine, modifié par les arrêtés ministériels des 10 janvier 1995, 8 mai 1998 et 21 décembre 2001;

17° l'arrêté ministériel du 10 décembre 1992 relatif à la production, au commerce, aux échanges intracommunautaires et à l'importation de sperme porcin;

18° l'arrêté ministériel du 23 décembre 1992 relatif à l'amélioration des équidés, modifié par l'arrêté ministériel du 14 octobre 1996;

19° l'arrêté ministériel du 10 juin 1993 relatif à l'enregistrement et à l'inscription au livre généalogique des veaux issus de l'insémination artificielle et des transferts d'embryons;

20° l'arrêté ministériel du 17 septembre 1998 portant exécution de l'arrêté royal du 2 juin 1998 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant l'amélioration et la conservation des races avicoles et cunicoles, modifié par l'arrêté ministériel du 6 janvier 2000.

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires.*

Art. 42. En application de l'article 64, § 4, du règlement n° 2016/1012, sont considérées comme ayant été agréées comme organismes de sélection conformément au même règlement, les associations d'éleveurs et les organisations d'élevage visées :

1° à l'annexe, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 2004 relatif à l'agrément des associations concernant l'élevage des équidés,

2° à l'annexe, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 fixant les agréments dans le cadre de l'amélioration des espèces ovine et caprine,

3° à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 2006 fixant les agréments dans le cadre de l'amélioration de l'espèce porcine.

En application de l'article 64, § 5, du règlement n° 2016/1012, sont considérés comme ayant été approuvés conformément au même règlement, les programmes de sélection réalisés par les associations d'éleveurs et les organisations d'élevage visées à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'une association d'éleveurs ou une organisation d'élevage visée à l'alinéa 1^{er} réalise un programme de sélection sur le territoire d'une autre région belge au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, elle en informe le Service au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le directeur du Service informe l'autorité compétente concernée de cette autre région de la réalisation de ce programme de sélection sur le territoire de cette autre région.

Art. 43. Les exploitations avicoles spécialisées agréées en vertu des articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 2 juin 1998 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant l'amélioration et la conservation des races avicoles et cunicoles sont considérées comme enregistrées et autorisées à utiliser leur numéro d'agrément en tant que numéro distinctif conformément aux articles 33 ou 34 du présent arrêté.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions finales*

Art. 44. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2018.

Le chapitre 10 cesse d'être en vigueur le 21 avril 2021.

Art. 45. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ANNEXE I

Dispositions pour le document accompagnant le sperme visé à l'article 23, alinéa 3 du présent arrêté.

A. Dans le cas où la distribution n'est pas accompagnée d'actes d'insémination artificielle de femelles au moyen du sperme distribué, le document visé à l'article 23, alinéa 3 est un bon de livraison.

Le centre de collecte, ou le centre de stockage, remet le bon de livraison au responsable des femelles à inséminer grâce au sperme distribué.

Le bon de livraison reprend au minimum les mentions suivantes :

1° mentions générales :

- a) les coordonnées complètes du centre de collecte, ou du centre de stockage, et son numéro d'agrément;
- b) le nom et l'adresse complète du responsable des femelles à inséminer;
- c) la date de livraison du lot ou des lots;

2° mentions particulières pour chaque lot :

a) le numéro d'inscription du mâle donneur du sperme dans le livre généalogique, tel qu'il figure sur le certificat zootechnique détenu par le centre; ce numéro d'inscription dans le livre généalogique peut être remplacé par un numéro de travail interne au centre de collecte ou de stockage à condition que le numéro d'inscription dans le livre généalogique figure sur la facture adressée au responsable des femelles à inséminer, ainsi que la correspondance entre le numéro d'inscription et le numéro de travail interne au centre de collecte ou de stockage;

b) le nom complet du mâle donneur du sperme tel qu'il figure sur le certificat zootechnique détenu par le centre, ainsi que son nom usuel et le nom de la race à laquelle il appartient;

c) le nombre de paillettes ou autres emballages constituant le lot;

d) soit la mention :

(1) "testé" si le certificat zootechnique du mâle donneur ou de son sperme, détenu par le centre, mentionne les informations suivantes ou, à défaut, renvoie vers un site internet où elles peuvent être consultées :

i) dans le cas de l'espèce bovine, les résultats d'évaluation génétique du mâle donneur;

ii) dans le cas des espèces porcine, ovine, caprine ou équine, les résultats des contrôles des performances ou de l'évaluation génétique du mâle donneur;

(2) "non-testé" si les conditions pour indiquer la mention « testé » ne sont pas remplies;

e) si la mention « testé » est utilisée, l'adresse du site internet où les résultats des contrôles des performances ou de l'évaluation génétique du mâle donneur peuvent être consultés.

La copie du bon de livraison est conservée par le centre de collecte ou de stockage pendant une durée de cinq ans.

B. Dans le cas où la distribution est accompagnée de l'acte d'insémination artificielle d'une femelle au moyen du sperme distribué, le document visé à l'article 23, alinéa 3 est une preuve d'insémination.

Le centre de collecte ou de stockage remet la preuve d'insémination au responsable de la femelle inséminée grâce au sperme distribué.

La preuve d'insémination reprenant au minimum les mentions suivantes :

1° les coordonnées complètes du centre de collecte, ou du centre de stockage, et son numéro d'agrément;

2° le nom et l'adresse complète du responsable de la femelle inséminée;

3° la date de l'acte d'insémination;

4° le numéro d'inscription du mâle donneur du sperme dans le livre généalogique, tel qu'il figure sur le certificat zootechnique détenu par le centre; ce numéro d'inscription dans le livre généalogique peut être remplacé par un numéro de travail interne au centre de collecte ou de stockage à condition que le numéro d'inscription dans le livre généalogique figure sur la facture adressée au responsable de la femelle inséminée, ainsi que la correspondance entre le numéro d'inscription et le numéro de travail interne au centre de collecte ou de stockage;

5° le nom complet du mâle donneur du sperme tel qu'il figure sur le certificat zootechnique détenu par le centre, ainsi que son nom usuel et le nom de la race à laquelle il appartient;

6° le numéro d'identification individuel de la femelle inséminée, qui a été attribué à l'animal conformément aux dispositions du droit de l'Union en matière de santé animale relatives à l'identification et à l'enregistrement des animaux de l'espèce concernée;

7° soit la mention :

a) "testé" si le certificat zootechnique du mâle donneur ou de son sperme, détenu par le centre, mentionne les informations suivantes ou, à défaut, renvoie vers un site internet où elles peuvent être consultées :

(1) dans le cas de l'espèce bovine, les résultats d'évaluation génétique du mâle donneur,

(2) dans le cas des espèces porcine, ovine, caprine ou équine, les résultats des contrôles des performances ou de l'évaluation génétique du mâle donneur;

b) "non-testé" si les conditions pour indiquer la mention « testé » ne sont pas remplies;

8° si la mention « testé » est utilisée, l'adresse du site internet où les résultats des contrôles des performances ou de l'évaluation génétique du mâle donneur peuvent être consultés.

Le centre de collecte ou de stockage enregistre, dans ses locaux administratifs, les données mentionnées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 7°, pour chaque acte d'insémination qu'il a réalisé. Cet enregistrement a lieu, au plus tard, un mois après la date de réalisation de cet acte, et il est conservé pendant douze mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2018 relatif à l'élevage d'animaux et modifiant diverses dispositions relatives à l'élevage.

Namur, le 27 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205958]

27. SEPTEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Tierzucht und zur Abänderung verschiedener Tierzuchtbestimmungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 617/2008 der Kommission vom 27. Juni 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Vermarktungsnormen für Bruteier und Küken von Hausgeflügel;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2016/1012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2016 über die Tierzucht- und Abstammungsbestimmungen für die Zucht, den Handel und die Verbringung in die Union von reinrassigen Zuchttieren und Hybridzuchtschweinen sowie deren Zuchtmaterial und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 652/2014, der Richtlinien des Rates 89/608/EWG und 90/425/EWG sowie zur Aufhebung einiger Rechtsakte im Bereich der Tierzucht ("Tierzuchtverordnung");

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4 bis D.6, D.17, D.164 bis D.166, und D.169 § 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. September 1971 über die Verbesserung der Rinderrasse;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. August 1991 über die gegenseitige Unterstützung der Verwaltungsbehörden in Sachen tierärztliche und tierzuchtrechtliche Vorschriften;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. Mai 1992 über züchterische und genealogische Bedingungen für die Vermarktung reinrassiger Tiere;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. September 1992 über die Verbesserung der Zuchtschweine;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Oktober 1992 über die Verbesserung der Schafs- und Ziegenrassen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Dezember 1992 über die tierzüchterischen und tierseuchenrechtlichen Anforderungen an die Erzeugung, die Aufbereitung, die Lagerung, die Verwendung und die Einfuhr des Rindersamens und den innergemeinschaftlichen Handelsverkehr damit;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Dezember 1992 über die Erzeugung und die Einfuhr von Schweinesamen sowie den Handel und den innergemeinschaftlichen Handelsverkehr damit;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Dezember 1992 über die Verbesserung der Equiden;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Dezember 1992 über die veterinärrechtlichen und tierzüchterischen Kontrollen im innergemeinschaftlichen Handel mit bestimmten lebenden Tieren und Erzeugnissen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 31. Januar 1997 über die tierzüchterischen und genealogischen Bedingungen für die Einfuhr von Tieren, Sperma, Eizellen und Embryonen aus Drittländern;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1998 über die tierzüchterischen und genealogischen Vorschriften für die Verbesserung und Aufrechterhaltung der Geflügel- und Kaninchenrassen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. März 2007 zur Regelung der Leistungsprüfung, der Zuchtwertschätzung, der künstlichen Besamung und der Zulassung reinrassiger Zuchtrinder zur Zucht;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 27. Februar 1991 über die Verbesserung der Rinderrasse;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 25. März 1991 zur Einsetzung einer Genetikkommission für die Milchleistung von Rindern;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 1992 über die Verbesserung der Zuchtschweine;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 21. Oktober 1992 über die Verbesserung der Schaf- und Ziegenrassen;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 10. Dezember 1992 über die Erzeugung und die Einfuhr von Schweinesamen sowie den Handel und den innergemeinschaftlichen Handelsverkehr damit;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. Dezember 1992 über die Verbesserung der Equiden;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 10. Juni 1993 über die Registrierung und die Eintragung in das Zuchtbuch der durch künstliche Besamung und Embryotransfers geborenen Kälber;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 17. September 1998 zur Ausführung des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1998 über die tierzüchterischen und genealogischen Vorschriften für die Verbesserung und Aufrechterhaltung der Geflügel- und Kaninchenrassen;

Aufgrund der am 21. Juni 2018 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 21. Juni 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 5. September 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 64.008/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Fassungsvermögen:

a) für eine Brüterei: das Fassungsvermögen im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4 der Verordnung Nr. 617/2008;

b) für einen Vermehrungs- und Zuchtbetrieb: die Anzahl Tiere, die je nach der betroffenen Tierart gleichzeitig im Betrieb gehalten werden können;

2° Kategorie: die Kategorie bezüglich der Bruteier, der Küken und der Zuchtgeflügel; es handelt sich dabei um eine der in Artikel 1 Ziffer 2 der Verordnung Nr. 617/2008 erwähnten Kategorien;

3° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

4° Veranstaltung: jeder pferdesportliche Wettstreit, einschließlich Pferderennen und Springreiten, Dressurreiten, Gespannfahren und Materialprüfungen, d.h. nach Gebäude und Gangart;

5° Abteilung: die Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6° vertreiben: den Vertrieb von Samen vornehmen;

7° Vertrieb: die direkte Abtretung - auch kostenlos - von Samen an den Verantwortlichen für ein weibliches Tier, das einem anderen Bestand angehört als demjenigen des männlichen Spendertieres oder bei Equiden für ein weibliches Tier, das einem anderen Betrieb angehört als demjenigen des männlichen Spendertieres;

8° Equide: jedes Tier der Art Equiden nach Artikel 2 Ziffer 1 Buchstabe *e*) der Verordnung Nr. 2016/1012;

9° Geflügelfachbetrieb: der Betrieb nach Artikel 1 Ziffer 3 der Verordnung Nr. 617/2008;

10° Geflügelzuchtbetrieb: der Zuchtbetrieb nach Artikel 1 Ziffer 3 Buchstabe *a*) der Verordnung Nr. 617/2008;

11° Geflügelvermehrungsbetrieb: der Vermehrungsbetrieb nach Artikel 1 Ziffer 3 Buchstabe *b*) der Verordnung Nr. 617/2008;

12° Charge: Sämtliche Pailletten oder sonstige Verpackungen mit jeweils dem Samen ein und desselben männlichen Spendertieres, die beim Vertrieb des Samens Gegenstand derselben und gleichzeitig erfolgten Behandlung sind;

13° Verordnung Nr. 617/2008: die Verordnung (EG) Nr. 617/2008 der Kommission vom 27. Juni 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Vermarktungsnormen für Bruteier und Küken von Hausgeflügel;

14° Verordnung Nr. 2016/1012: die Verordnung (EU) Nr. 2016/1012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2016 über die Tierzucht- und Abstammungsbestimmungen für die Zucht, den Handel und die Verbringung in die Union von reinrassigen Zuchttieren und Hybridzuchtschweinen sowie deren Zuchtmaterial und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 652/2014, der Richtlinien des Rates 89/608/EWG und 90/425/EWG sowie zur Aufhebung einiger Rechtsakte im Bereich der Tierzucht ("Tierzuchtverordnung");

15° Verantwortlicher für ein weibliches Tier: die natürliche oder juristische Person, unter deren Aufsicht ein weibliches Tier gewöhnlich und unmittelbar steht und die als Verantwortlicher bzw. Halter, im Falle von Equiden, dieses weiblichen Tieres im Sinne der gesundheitsrechtlichen Vorschriften in Bezug auf die betroffene Tierart gilt;

16° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung;

17° Nutzungstyp: in Bezug auf die Bruteier, die Küken und das Zuchtgeflügel, einer der in Artikel 1 Ziffer 2 Buchstabe *a*) der Verordnung Nr. 617/2008 aufgeführten Nutzungstypen;

18° Geflügel: jedes Tier der Geflügelart, einschließlich der Laufvögel (*ratitae*);

19° Gebrauchsgeflügel: das Schlacht-, Lege- oder Zweinutzungsgeflügel;

20° Vermehrungsgeflügel: das für die Erzeugung von Gebrauchsgeflügel bestimmte Geflügel;

21° Zuchtgeflügel: das für die Erzeugung von Vermehrungsgeflügel oder weiterem Zuchtgeflügel bestimmte Geflügel.

KAPITEL II — Zulassung der Zuchtverbände oder der Zuchtunternehmen

Art. 2 - § 1. Die Dienststelle nimmt die in Artikel 4 der Verordnung Nr. 2016/1012 genannten Anträge auf Zulassung als Zuchtverband oder Zuchtunternehmen entgegen. Die Antragsteller haben ihren Gesellschaftssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region.

Die Antragsteller reichen ihre Anträge auf Zulassung als Zuchtverband oder Zuchtunternehmen über das vom Minister erstellte Formular ein. Dieses Formular wird auf der Website der Verwaltung veröffentlicht.

Ist der Antrag nach Maßgabe von Artikel 4 der Verordnung Nr. 2016/1012 unvollständig, so wendet sich der Direktor der Dienststelle an den Antragsteller, damit dieser ihn ergänzt.

§ 2. Wenn der Antrag vollständig ist, gewährt der Minister die beantragte Zulassung nach § 1 Absatz 1.

Art. 3 - Für die Anwendung von Anhang I Teil 1 Buchstabe A Ziffer 1 der Verordnung Nr. 2016/1012 muss der Antragsteller, der eine Zulassung beantragt als:

1° Zuchtverband, eine Züchtervereinigung oder eine Zuchtorganisation mit einer der folgenden Rechtsformen sein:

- a) Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;
- b) internationale Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;
- c) Genossenschaft mit beschränkter Haftung;

2° Zuchtbetrieb, eine der folgenden Bedingungen erfüllen:

a) falls der Antragsteller ein privates Unternehmen ist, das in einem geschlossenen Produktionssystem tätig ist, im Sinne von Artikel 2 Ziffer 25 der Verordnung Nr. 2016/1012: eine Handelsgesellschaft sein, die aufgrund von Artikel 2 § 2 des Gesellschaftsgesetzbuches als Handelsgesellschaft, die über die Rechtspersönlichkeit verfügt, anerkannt ist;

b) falls der Antragsteller kein privates Unternehmen ist, das in einem geschlossenen Produktionssystem tätig ist: eine Züchtervereinigung oder eine Zuchtorganisation mit einer der folgenden Rechtsformen sein:

- Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;
- Internationale Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht;
- Genossenschaft mit beschränkter Haftung.

Art. 4 - Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem Antragsteller durch jegliches Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, entweder den Beschluss des Ministers, eine Zulassung nach Artikel 2 § 1 Absatz 1 zu gewähren, oder die Absicht des Ministers, die Gewährung einer solchen Zulassung zu verweigern.

Beabsichtigt der Minister, die Gewährung einer Zulassung zu verweigern, so kann der Antragsteller in Anwendung von Artikel 5 § 1 der Verordnung Nr. 2016/1012 innerhalb der in Artikel D.166 § 5 des Gesetzbuches festgesetzten Frist per Einsendung an den Direktor der Dienststelle durch jegliches Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches dieser ein sicheres Datum verleihen kann, einen Antrag auf erneute Überprüfung des Zulassungsantrags beim Minister einreichen.

Für die Anwendung von Artikel 5 § 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 notifiziert der Direktor der Dienststelle im Falle einer Bestätigung der Verweigerung nach Neuüberprüfung des Zulassungsantrags dem Antragsteller durch jegliches Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, den Beschluss des Ministers.

Art. 5 - § 1. In Anwendung von Artikel D.6 § 5 und D.166 § 1 des Gesetzbuches werden die Zulassungen nach Artikel 2 § 1 Absatz 1 für einen Zeitraum von jeweils fünf Jahren gewährt.

§ 2. Nach Ablauf eines fünfjährigen Zeitraums wird eine Zulassung erneut für einen weiteren Zeitraum von fünf Jahren gewährt, wenn:

1° der Zuchtverband bzw. das Zuchtunternehmen im Jahr vor dem Ende der Gültigkeitsdauer und spätestens sechs Monate vor diesem Datum einen neuen Antrag auf Zulassung nach den Bestimmungen von Artikel 2 § 1 bei der Dienststelle einreicht, in dem:

- a) darauf hingewiesen wird, dass es sich um einen Antrag auf Erneuerung seiner Zulassung handelt;
- b) nachgewiesen wird, dass er/es die Bedingungen für die Erlangung einer solchen Zulassung weiterhin erfüllt;

2° bei den von der Dienststelle in Anwendung von Kapitel X der Verordnung Nr. 2016/1012 durchgeführten amtlichen Kontrollen der Tätigkeiten des Antragstellers keine wiederholten, fortwährenden oder allgemeinen Verstöße gegen die Bestimmungen der Verordnung Nr. 2016/1012 festgestellt wurden.

Die Anträge auf Erneuerung einer Zulassung werden nach demselben Verfahren wie die Anträge auf Zulassung bearbeitet.

§ 3. Falls die Gewährung einer Erneuerung der Zulassung verweigert wird, gegebenenfalls nach Abschluss der vom Antragsteller eingeleiteten Beschwerdeverfahren, endet die laufende Zulassung nach Ablauf ihrer Gültigkeitsdauer. Zu diesem Zeitpunkt gelten die Bestimmungen von Artikel 6 §§ 6 und 7.

Art. 6 - § 1. Der Minister ist die zuständige Behörde, die gemäß den Artikeln 6 § 2 und 47 § 1 Absatz 3 Buchstabe e) der Verordnung Nr. 2016/1012 damit beauftragt ist, eine Zulassung zu entziehen.

§ 2. Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem betroffenen Zuchtverband bzw. Zuchtunternehmen durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, den Beschluss des Ministers, die Zulassung zu entziehen.

§ 3. Der Antragsteller, dem infolge der Neuüberprüfung nach Artikel 4 Absatz 3 eine Zulassung verweigert wird, oder der Zuchtverband bzw. das Zuchtunternehmen, dessen Zulassung entzogen wird, kann gemäß den Bestimmungen von Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches innerhalb der in Artikel D.166 § 5 des Gesetzbuches festgesetzten Frist eine Beschwerde bei der Regierung einreichen. Der Beschwerdeführer reicht seine Beschwerde beim Direktor der Dienststelle ein. Dieser leitet die Beschwerde und den angefochtenen Beschluss an die Regierung weiter und übermittelt gleichzeitig eine Kopie dieser Dokumente an den Minister.

§ 4. In Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer auf seinen Antrag hin vom Generalinspektor der Abteilung angehört werden. Dieser sendet das Protokoll dieser Anhörung der Regierung zu.

Die Regierung beschließt über die Beschwerde innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab dem Datum, an dem die Beschwerde eingegangen ist.

§ 5. Die Regierung übermittelt dem Minister ihren Beschluss über die Beschwerde innerhalb von sieben Tagen nach dem Datum, an dem sie ihn gefasst hat. Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem Beschwerdeführer den Regierungsbeschluss über die Beschwerde durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum, an dem er von der Regierung gefasst wurde.

§ 6. Aufgrund von Artikel D.166 § 1 Absatz 3 des Gesetzbuches übermittelt der Zuchtverband der Dienststelle, falls ihm seine Zulassung entzogen oder die Gewährung einer Erneuerung seiner Zulassung verweigert wird, nach den vom Minister beschlossenen Modalitäten eine Kopie seiner Datenbank mit tierzüchterischen Daten.

§ 7. Eine juristische Person darf keinen Antrag auf Zulassung als Zuchtverband bzw. Zuchtunternehmen in dem Jahr einreichen, das auf nachstehendes Datum folgt:

1° entweder das Datum der Notifizierung eines Zulassungsentzugs;

2° oder das Datum, an dem die Gültigkeitsdauer ihrer Zulassung abgelaufen ist, falls ein Antrag auf Erneuerung dieser Zulassung abgelehnt wurde.

KAPITEL III — *Genehmigung der Zuchtprogramme*

Art. 7 - § 1. Die Dienststelle nimmt entgegen:

1° jeden Antrag auf Genehmigung eines Zuchtprogramms, der von einem vom Minister zugelassenen Zuchtverband bzw. Zuchtunternehmen aufgrund von Artikel 8 der Verordnung Nr. 2016/1012 eingereicht wird;

2° jede aufgrund von Artikel 9 der Verordnung Nr. 2016/1012 vorgenommene Notifizierung geplanter Änderungen eines vom Minister im Sinne von § 2 genehmigten Zuchtprogramms;

3° jede Notifizierung der Absicht, das geografische Gebiet eines vom Minister im Sinne von § 2 genehmigten Zuchtprogramms auszudehnen:

a) entweder auf das Gebiet eines anderen Mitgliedstaats, in Übereinstimmung mit Artikel 12 der Verordnung Nr. 2016/1012;

b) oder auf das Gebiet einer anderen belgischen Region, in Übereinstimmung mit Artikel 12 der Verordnung Nr. 2016/1012, bei dem unter "zuständige Behörde dieses anderen Mitgliedstaats" die zuständige Behörde dieser anderen belgischen Region zu lesen ist;

4° jede Notifizierung der Absicht, das geografische Gebiet eines Zuchtprogramms auf das Gebiet der Wallonischen Region auszudehnen, das:

a) entweder von einer zuständigen Behörde eines anderen Mitgliedstaats genehmigt wurde, wobei die Notifizierung gemäß Artikel 12 der Verordnung Nr. 2016/1012 erfolgt;

b) oder von der zuständigen Behörde einer anderen belgischen Region genehmigt wurde, wobei die Notifizierung gemäß Artikel 12 der Verordnung Nr. 2016/1012, bei dem unter "zuständige Behörde dieses anderen Mitgliedstaats" die zuständige Behörde dieser anderen belgischen Region zu lesen ist, erfolgt.

Der Minister erstellt die erforderlichen Formulare zur Einreichung:

1° eines Antrags nach Absatz 1 Ziffer 1;

2° einer Notifizierung nach Absatz 1 Ziffer 2 oder 3.

Diese Formulare werden auf der Website der Verwaltung veröffentlicht.

Ist ein Antrag bzw. eine Notifizierung nach Absatz 1 Ziffer 1, 2 oder 3 nach Maßgabe der einschlägigen Bestimmungen in der Verordnung Nr. 2016/1012 unvollständig, so wendet sich der Direktor der Dienststelle an den Antragsteller bzw. Absender der Notifizierung, damit er ihn/sie ergänzt.

§ 2. Für die Anwendung der Artikel 8 § 3, 9 und 12 §§ 1 bis 2 und 4 bis 10 der Verordnung Nr. 2016/1012 ist der Direktor der Dienststelle ermächtigt, als Beauftragter des Ministers fungieren.

§ 3. Die folgenden Notifizierungen sind durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, einzusenden:

1° die Notifizierung durch den Direktor der Dienststelle an den Antragsteller des Beschlusses des Ministers oder seines Beauftragten im Sinne von § 2, die Genehmigung eines Zuchtprogramms oder seiner Änderungen zu gewähren oder zu verweigern;

2° die von einem vom Minister zugelassenen Zuchtverband bzw. Zuchtunternehmen vorgenommene und in Artikel 12 § 1 der Verordnung Nr. 2016/1012 genannte Notifizierung der Absicht, das geografische Gebiet eines Zuchtprogramms auszudehnen;

3° die vom Minister bzw. seinem Beauftragten im Sinne von § 2 vorgenommenen Notifizierungen an die zuständigen Behörden der anderen Mitgliedstaaten oder der anderen belgischen Regionen in Anwendung von Artikel 12 §§ 2, 4, 9 und 11 der Verordnung Nr. 2016/1012.

Art. 8 - § 1. Der Minister ist die zuständige Behörde, die gemäß Artikel 47 § 1 Absatz 3 Buchstabe *d*) der Verordnung Nr. 2016/1012 damit beauftragt ist, die Genehmigung eines Zuchtprogramms zu entziehen.

§ 2. Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem betroffenen Zuchtverband bzw. Zuchtunternehmen durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, den Beschluss des Ministers, die Genehmigung des Zuchtprogramms zu entziehen.

§ 3. Der Zuchtverband bzw. das Zuchtunternehmen, der/das entweder die in Artikel 7 § 3 Ziffer 1 genannte Notifizierung erhält, der zufolge die Genehmigung eines Zuchtprogramms oder seiner Änderungen verweigert wird, oder die in § 2 genannte Notifizierung eines Genehmigungsentzugs, kann gemäß den Bestimmungen von Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches innerhalb der in Artikel D.166 § 5 des Gesetzbuches festgesetzten Frist eine Beschwerde bei der Regierung einreichen. Der Beschwerdeführer reicht seine Beschwerde beim Direktor der Dienststelle ein. Dieser leitet die Beschwerde und den angefochtenen Beschluss an die Regierung weiter und übermittelt gleichzeitig eine Kopie dieser Dokumente an den Minister.

§ 4. In Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer auf seinen Antrag hin vom Generalinspektor der Abteilung angehört werden. Dieser sendet das Protokoll dieser Anhörung der Regierung zu.

Die Regierung beschließt über die Beschwerde innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab dem Datum, an dem die Beschwerde eingegangen ist.

§ 5. Die Regierung übermittelt dem Minister ihren Beschluss über die Beschwerde innerhalb von sieben Tagen nach dem Datum, an dem sie ihn gefasst hat. Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem Beschwerdeführer den Regierungsbeschluss über die Beschwerde durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum, an dem er von der Regierung gefasst wurde.

Art. 9 - In Anwendung der Bestimmungen von Anhang I Teil 3 Ziffer 1 Absatz 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 können andere angemessene Methoden, die mindestens ebenso verlässlich sind wie eine Deckbescheinigung und reinrassige Zuchtequiden betreffen, von den Zuchtverbänden in die dem Minister bzw. seinem Beauftragten im Sinne von Artikel 7 § 2 zur Genehmigung vorgelegten Zuchtprogramme eingeführt werden, sofern diese anderen Methoden mit den Grundsätzen des Zuchtverbands, der das Ursprungszuchtbuch der betroffenen Rasse führt, in Einklang stehen.

KAPITEL IV — Eintragung und Registrierung von Zuchttieren in Zuchtbücher und Zuchtregister und Zulassung dieser Tiere zur Zucht

Art. 10 - Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 21 oder 24 der Verordnung Nr. 2016/1012, um ein Zuchttier zum ersten Mal in die Hauptabteilung eines Zuchtbuches einzutragen oder um es zum ersten Mal in ein Zuchtregister zu registrieren, entspricht die Befruchtung, die zur Geburt dieses Zuchttiers führte:

a) entweder dem belgischen Tiergesundheitsrecht, wenn diese Befruchtung auf dem Gebiet der Wallonischen Region erfolgte und wenn das Zuchtbuch oder das Zuchtregister im Rahmen eines Zuchtprogramms geführt wird, das vom Minister im Sinne von Artikel 7 § 2 genehmigt wurde oder für das ein Antrag auf Ausdehnung des geografischen Gebiets auf das Gebiet der Wallonischen Region vom Minister bzw. seinem Beauftragten im Sinne von Artikel 7 § 2 genehmigt wurde;

b) oder dem Tiergesundheitsrecht des Mitgliedstaats, auf dessen Gebiet der/das vom Minister zugelassene Zuchtverband bzw. Zuchtunternehmen eine Ausdehnung des geografischen Gebiets des Zuchtprogramms, dem das betroffene Zuchtbuch bzw. Zuchtregister unterliegt, erhalten hat, wenn diese Befruchtung in dieser Ausdehnung des geografischen Gebiets erfolgte.

Art. 11 - In Anwendung der Artikel 21 § 6 und 24 § 4 der Verordnung Nr. 2016/1012, kann das in einer Besamungsstation oder einem Samendepot, in einem Embryodepot, von einer Embryo-Entnahme- oder -Erzeugungseinheit oder von qualifiziertem Personal, die nach dem belgischen Tiergesundheitsrecht zugelassen wurden, entnommene, erzeugte, behandelte und gelagerte Zuchtmaterial von Zuchtieren für die Zwecke der Artikel 21 §§ 1 und 4, und 24 §§ 1 und 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 auf dem Gebiet der Wallonischen Region verwendet werden.

KAPITEL V — Leistungsprüfung und Zuchtwertschätzung

Art. 12 - In Anwendung von Artikel 27 § 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 können dritte Stellen, die ihren Gesellschaftssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben und von vom Minister zugelassenen Zuchtverbänden oder Zuchtunternehmen bestellt werden, um Leistungsprüfungen oder Zuchtwertschätzungen durchzuführen, eine Genehmigung des Ministers zu diesem Zweck gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 § 1 beantragen.

In Anwendung von Artikel 27 § 4 der Verordnung Nr. 2016/1012 sind die vom Minister genehmigten dritten Stellen ihm gegenüber dafür verantwortlich, dass die in der Verordnung Nr. 2016/1012 festgelegten Auflagen für die extern durchgeführte Leistungsprüfung oder Zuchtwertschätzung eingehalten werden.

Art. 13 - § 1. Die Dienststelle nimmt die Anträge der in Artikel 12 Absatz 1 genannten dritten Stellen entgegen, die ihre Genehmigung beantragen:

- 1° entweder als Leistungsprüfungsstelle;
- 2° oder als Zentrum für Zuchtwertschätzung.

Die Antragsteller reichen ihre Anträge auf Genehmigung als Leistungsprüfungsstelle oder als Zentrum für Zuchtwertschätzung über das vom Minister erstellte Formular ein. In diesem Formular wird der Antragsteller gebeten, seine Kontaktdaten, die Informationen über die Tätigkeiten, die im Zusammenhang mit den Anforderungen in Anhang I Teil 2 und ggf. Teil 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 durchgeführt werden, und die Informationen, die mit Artikel 27 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 verbunden sind, anzugeben. Dieses Formular wird auf der Website der Verwaltung veröffentlicht.

Ist der Antrag nach Maßgabe der in Absatz 2 genannten Bestimmungen unvollständig, so wendet sich der Direktor der Dienststelle an den Antragsteller, damit dieser ihn ergänzt.

§ 2. Wenn der Antrag vollständig ist, gewährt der Minister der dritten Stelle die in § 1 Absatz 1 genannte Genehmigung.

§ 3. Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem Antragsteller durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, den Beschluss des Ministers, die Genehmigung nach § 1 Absatz 1 zu gewähren bzw. zu verweigern.

§ 4. In Anwendung der Artikel D.6 § 5 und D.166 § 1 des Gesetzbuches werden die in § 1 Absatz 1 genannten Genehmigungen für einen Zeitraum von jeweils fünf Jahren gewährt.

§ 5. Nach Ablauf eines fünfjährigen Zeitraums wird eine Zulassung erneut für einen weiteren Zeitraum von fünf Jahren gewährt, wenn:

1° die Leistungsprüfungsstelle bzw. das Zentrum für Zuchtwertschätzung im Jahr vor dem Ende ihrer Gültigkeitsdauer und spätestens sechs Monate vor diesem Datum einen neuen Antrag auf Genehmigung nach den Bestimmungen von § 1 bei der Dienststelle einreicht, in dem:

- a) darauf hingewiesen wird, dass es sich um einen Antrag auf Erneuerung ihrer/seiner Genehmigung handelt;
- b) nachgewiesen wird, dass sie/es die Bedingungen für die Erlangung einer solchen Genehmigung weiterhin erfüllt;

2° bei den von der Dienststelle in Anwendung von Kapitel X der Verordnung Nr. 2016/1012 durchgeführten amtlichen Kontrollen der Tätigkeiten des Antragstellers keine wiederholten, fortwährenden oder allgemeinen Verstöße gegen die Bestimmungen der Verordnung Nr. 2016/1012 festgestellt wurden.

Die Anträge auf Erneuerung einer Zulassung werden nach demselben Verfahren wie die Anträge auf Genehmigung bearbeitet.

§ 6. Falls die Gewährung einer Erneuerung der Zulassung verweigert wird, gegebenenfalls nach Abschluss der vom Antragsteller eingeleiteten Beschwerdeverfahren, erlöscht die laufende Genehmigung nach Ablauf ihrer Gültigkeitsdauer. In diesem Fall gelten die Bestimmungen von Artikel 14 §§ 6 und 7.

Art. 14 - § 1. Der Minister ist die zuständige Behörde, die damit beauftragt ist, eine Genehmigung im Sinne von Artikel 13 § 1 Absatz 1 zu entziehen, wenn die Leistungsprüfungsstelle bzw. das Zentrum für Zuchtwertschätzung wiederholt, fortwährend oder allgemein:

- a) entweder die Anforderungen in Artikel 27 § 3 oder ggf. § 5 der Verordnung Nr. 2016/1012 nicht erfüllt;
- b) oder die Verantwortung trägt für Verstöße gegen die Anforderungen in Anhang I Teil 2 und, gegebenenfalls, Teil 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 im Zusammenhang mit den durchgeführten Tätigkeiten.

§ 2. Der Direktor der Dienststelle notifiziert der/dem betroffenen Leistungsprüfungsstelle bzw. Zentrum für Zuchtwertschätzung durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, den Beschluss des Ministers, die Genehmigung zu entziehen.

§ 3. Der Antragsteller, dem eine Zulassung verweigert wird, oder die Leistungsprüfungsstelle bzw. das Zentrum für Zuchtwertschätzung, deren/dessen Genehmigung entzogen wird, kann gemäß den Bestimmungen von Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches innerhalb der in Artikel D.166 § 5 des Gesetzbuches festgesetzten Frist eine Beschwerde bei der Regierung einreichen. Der Beschwerdeführer reicht seine Beschwerde beim Direktor der Dienststelle ein. Dieser leitet die Beschwerde und den angefochtenen Beschluss an die Regierung weiter und übermittelt gleichzeitig eine Kopie dieser Dokumente an den Minister.

§ 4. In Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer auf seinen Antrag hin vom Generalinspektor der Abteilung angehört werden. Dieser sendet das Protokoll dieser Anhörung der Regierung zu.

Die Regierung beschließt über die Beschwerde innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab dem Datum, an dem die Beschwerde eingegangen ist.

§ 5. Die Regierung übermittelt dem Minister ihren Beschluss über die Beschwerde innerhalb von sieben Tagen nach dem Datum, an dem sie ihn gefasst hat. Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem Beschwerdeführer den Regierungsbeschluss über die Beschwerde durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum, an dem er von der Regierung gefasst wurde.

§ 6. Aufgrund von Artikel D.166 § 1 Absatz 3 des Gesetzbuches übermittelt die Leistungsprüfungsstelle bzw. das Zentrum für Zuchtwertschätzung der Dienststelle, falls ihr/ihm die Genehmigung entzogen oder die Gewährung einer Erneuerung der Zulassung verweigert wird, nach den vom Minister beschlossenen Modalitäten eine Kopie seiner Datenbank mit tierzüchterischen Daten.

§ 7. Eine juristische Person darf keinen Antrag auf Genehmigung als Leistungsprüfungsstelle bzw. Zentrum für Zuchtwertschätzung in dem Jahr einreichen, das auf nachstehendes Datum folgt:

1° entweder das Datum der Notifizierung eines Genehmigungsentzugs;

2° oder das Datum, an dem die Gültigkeitsdauer ihrer Genehmigung abgelaufen ist, falls ein Antrag auf Erneuerung dieser Genehmigung abgelehnt wurde.

KAPITEL VI — Tierzuchtbescheinigungen und Einschränkungen
der Ausgabe von nicht vorschriftsmäßigen Dokumenten oder Veröffentlichungen

Art. 15 - In Anwendung von Artikel 31 § 1 der Verordnung Nr. 2016/1012 dürfen die Besamungsstationen oder Samendepots für reinrassige Zuchttiere auf der Grundlage der Informationen, die vom Zuchtverband, der das Zuchtbuch führt, in dem das männliche Spendertier eingetragen ist, übermittelt wurden, die Tierzuchtbescheinigung ausstellen, die für den von ihnen abgetretenen Samen mitgeführt wird, wenn sie aufgrund von Artikel 21 §§ 1 oder 2 zugelassen sind.

Art. 16 - In Anwendung von Artikel 31 § 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 dürfen die in Artikel 30 § 6 Buchstabe b) der Verordnung Nr. 2016/1012 genannten Muster durch andere Dokumente ersetzt werden, die für diese Zuchttiere mitgeführt werden, unter den folgenden Bedingungen:

1° für Zuchttiere der Arten Rinder, Schweine, Schafe und Ziegen:

a) diese Dokumente enthalten die in Anhang V Teil 2 Kapitel I oder Anhang V Teil 3 Kapitel I der Verordnung Nr. 2016/1012 genannten Angaben samt entsprechender Nummer und Überschrift, so wie sie ggf. in den Muster-Tierzuchtbescheinigungen für den Handel mit reinrassigen Zuchttieren und deren Zuchtmaterial im Anhang zur Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/717 der Kommission vom 10. April 2017 mit Bestimmungen für die Anwendung der Verordnung (EU) 2016/1012 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Muster für Tierzuchtbescheinigungen für Zuchttiere und deren Zuchtmaterial jeweils aufgeführt wird;

b) das Zuchtprogramm enthält eine Beschreibung der weiteren Angaben, die in den unter Buchstabe a) erwähnten Dokumenten enthalten sind;

c) diese Dokumente tragen die in Anhang V Teil 1 Buchstaben a), b) und c) der Verordnung Nr. 2016/1012 vorgesehenen Hinweise sowie den Vermerk "Dieses Dokument enthält die nach der Verordnung (EU) 2016/1012 für eine Tierzuchtbescheinigung erforderlichen Angaben";

2° für Zuchtmaterial der Arten Rinder, Schweine, Schafe, Ziegen und Equiden:

a) die Bestimmungen von Artikel 31 § 2 Buchstabe b) der Verordnung Nr. 2016/1012 werden eingehalten;

b) diese Dokumente tragen die in Anhang V Teil 1 Buchstaben a), b) und c) der Verordnung Nr. 2016/1012 vorgesehenen Hinweise sowie den Vermerk "Dieses Dokument enthält die nach der Verordnung (EU) 2016/1012 für eine Tierzuchtbescheinigung erforderlichen Angaben".

Art. 17 - § 1. In Anwendung von Artikel 1 § 5 der Verordnung Nr. 2016/1012 ist es verboten, für die in Artikel 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 genannten Arten, jegliches Dokument zu veröffentlichen, ob in gedruckter oder elektronischer Form, dessen Bezeichnung oder Inhalt der/demjenigen einer Tierzuchtbescheinigung im Sinne von Artikel 2 Ziffer 20 der Verordnung Nr. 2016/1012 gleicht, wenn eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

1° das Tier ist nicht Teil eines nach Artikel 8 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 genehmigten Zuchtprogramms;

2° das Tier ist Teil eines Zuchtprogramms, dessen Genehmigung in Anwendung von Artikel 47 der Verordnung Nr. 2016/1012 ausgesetzt bzw. entzogen wird;

3° das Tier ist Teil eines nach Artikel 8 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 genehmigten Zuchtprogramms, aber:

a) entweder das Dokument weist nicht alle für eine Tierzuchtbescheinigung erforderlichen Merkmale auf, die in den Artikeln 30, 31, 32 oder 33 der Verordnung Nr. 2016/1012 oder, gegebenenfalls, in den Artikeln 15 oder 16 aufgeführt sind;

b) oder das Dokument enthält zumindest eine Abstammungsangabe oder ein Ergebnis der Leistungsprüfung bzw. Zuchtwertschätzung, die außerhalb des Rahmens des Zuchtprogramms erzielt wurde.

Abweichend von den Bestimmungen von Absatz 1 gilt das Veröffentlichungsverbot nicht, wenn das Dokument den folgenden, auf jeder Seite hervorgehobenen Vermerk trägt: "Dieses Dokument ist keine Tierzuchtbescheinigung im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 2016/1012."

§ 2. In Anwendung von Artikel 1 § 5 der Verordnung Nr. 2016/1012 ist es verboten, für die in Artikel 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 genannten Arten, auf dem Gebiet der Wallonischen Region jegliche andere Veröffentlichung zu verbreiten als ein Dokument nach § 1, ob in gedruckter oder elektronischer Form, die eine Abstammungsangabe oder ein Ergebnis der Leistungsprüfung bzw. Zuchtwertschätzung enthält, wenn eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

1° das Tier ist nicht Teil eines nach Artikel 8 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 genehmigten Zuchtprogramms;

2° das Tier ist Teil eines Zuchtprogramms, dessen Genehmigung in Anwendung von Artikel 47 der Verordnung Nr. 2016/1012 ausgesetzt bzw. entzogen wird, und die Abstammungsangabe oder das Ergebnis der Leistungsprüfung bzw. Zuchtwertschätzung, die/das veröffentlicht wird, wurde nach dieser Genehmigungsaussetzung bzw. diesem Genehmigungsentzug erzielt;

3° das Tier ist Teil eines nach Artikel 8 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 genehmigten Zuchtprogramms, aber die Abstammungsangabe oder das Ergebnis der Leistungsprüfung bzw. Zuchtwertschätzung, die/das veröffentlicht wird, wurde außerhalb des Rahmens dieses Zuchtprogramms erzielt.

Abweichend von den Bestimmungen von Absatz 1 wird das Verbreitungsverbot aufgehoben, wenn die veröffentlichte Abstammungsangabe oder das veröffentlichte Ergebnis der Leistungsprüfung bzw. Zuchtwertschätzung auf derselben Seite, auf der sie/es veröffentlicht wird, von dem folgenden, hervorgehobenen Vermerk begleitet wird: "Diese Information wurde außerhalb des rechtlichen Rahmens der Verordnung (EÜ) Nr. 2016/1012 erzielt".

Art. 18 - In Anwendung von Artikel 32 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012, wenn die aktualisierten Ergebnisse der Leistungsprüfung bzw. Zuchtwertschätzung von reinrassigen Zuchtequiden auf einer Website veröffentlicht werden, können die in Anhang V Teil 2 Kapitel I § 1 Buchstabe *m*) der Verordnung Nr. 2016/1012 genannten Angaben im in Artikel 32 § 1 der Verordnung Nr. 2016/1012 erwähnten Dokument nicht angeführt werden, vorausgesetzt, der Zuchtverband verweist in diesem Dokument auf diese Website.

In Anwendung von Artikel 32 § 4 der Verordnung Nr. 2016/1012 können im Falle reinrassiger Zuchtequiden die in Anhang V Teil 2 Kapitel I § 1 Buchstabe *m*) genannten Ergebnisse von Leistungsprüfungen, aktualisierten Ergebnisse der Zuchtwertschätzung, genetischen Defekte und Besonderheiten gemäß dem Zuchtprogramm, sowie gegebenenfalls für trüchtige weibliche Tiere, das Datum der Besamung oder Anpaarung und Identifizierung des Samenspenders in anderen Dokumenten angegeben werden als dem einzigen, lebenslang gültigen Identifizierungsdokument nach Artikel 32 § 1 der Verordnung Nr. 2016/1012, vorausgesetzt, diese Dokumente werden vom Zuchtverband ausgestellt, der das Ursprungszuchtbuch führt, in dem dieses reinrassige Zuchttier eingetragen ist.

KAPITEL VII — *Amtliche Kontrollen und andere amtliche Tätigkeiten, Amtshilfe, Zusammenarbeit und Durchsetzung durch die Mitgliedstaaten*

Art. 19 - In Anwendung von Artikel 39 § 1 der Verordnung Nr. 2016/1012 wird die Dienststelle, vertreten durch ihre in Artikel R.93ter des verordnungsrechtlichen Teils des Umweltgesetzbuches benannten Bediensteten, als die zuständige Behörde bestellt, die mit der Durchführung amtlicher Kontrollen, mit denen geprüft wird, ob die Akteure die Bestimmungen der Verordnung Nr. 2016/1012 einhalten, sowie mit anderen amtlichen Tätigkeiten zur Sicherstellung der Anwendung dieser Bestimmungen beauftragt wird.

Der Direktor der Dienststelle ist die zuständige Behörde:

1° für die Einleitung der notwendigen Maßnahmen im Falle der Bestätigung eines Verstoßes nach Artikel 47 § 1 Absätze 1, 2 und 3 Buchstaben *a*), *b*), *c*) und *f*) der Verordnung Nr. 2016/1012;

2° für die Änderung, Aussetzung oder Einstellung der Maßnahmen, die er aufgrund von Ziffer 1 eingeleitet hat, gemäß Artikel 47 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012.

KAPITEL VIII — *Sonstige Tierzuchtbestimmungen*

Abschnitt 1 — Bestimmungen bezüglich der künstlichen Besamung für reinrassige Zuchttiere

Art. 20 - Vorliegender Abschnitt gilt für reinrassige Zuchtrinder, -schweine, -schafe, -ziegen und -equiden, wenn die in Artikel 1 § 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 genannte Anwendungsbedingung nicht erfüllt ist.

Art. 21 - § 1. In Anwendung von Artikel D.166 § 2 des Gesetzbuches wird jede auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässige Besamungsstation dazu ermächtigt, Samen von männlichen Spendertieren als Samen reinrassiger Zuchttiere zu sammeln, zu behandeln und zu lagern, vorausgesetzt:

1° es handelt sich um eine Besamungsstation, die gemäß dem Tiergesundheitsrecht der Union für den Handel mit diesen Waren innerhalb der Union oder gemäß dem belgischen Tiergesundheitsrecht zugelassen wurde;

2° sie hat einen Antrag auf Genehmigung für die Durchführung dieser Tätigkeiten bei der Dienststelle eingereicht und eine Empfangsbestätigung für diesen Antrag erhalten;

3° sie beachtet die Bestimmungen der Artikel 22 §§ 1 und 3, und 24 sowie, gegebenenfalls, diejenigen von Artikel 22 § 2;

4° sie stellt der Dienststelle auf deren Anfrage hin alle zur Kontrolle dieser Bestimmungen notwendigen Informationen zur Verfügung.

§ 2. In Anwendung von Artikel D.166 § 2 des Gesetzbuches wird jedes auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässige Samendepot dazu ermächtigt, Samen als Samen reinrassiger Zuchttiere zu lagern, vorausgesetzt:

1° es handelt sich um ein Samendepot, das gemäß dem Tiergesundheitsrecht der Union für den Handel mit diesen Waren innerhalb der Union oder gemäß dem belgischen Tiergesundheitsrecht zugelassen wurde;

2° es hat einen Antrag auf Genehmigung für die Durchführung dieser Tätigkeiten bei der Dienststelle eingereicht und eine Empfangsbestätigung für diesen Antrag erhalten;

3° es beachtet die Bestimmungen der Artikel 22 §§ 2 und 3, und 24;

4° es stellt der Dienststelle auf deren Anfrage hin alle zur Kontrolle dieser Bestimmungen notwendigen Informationen zur Verfügung.

§ 3. In Anwendung von Artikel D.166 § 2 des Gesetzbuches wird jede/jedes Besamungsstation bzw. Samendepot, sei sie/es auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässig oder nicht, dazu ermächtigt, auf dem Gebiet der Wallonischen Region Samen als Samen reinrassiger Zuchttiere zu vertreiben, vorausgesetzt:

1° es handelt sich um eine Besamungsstation bzw. ein Samendepot, die/das gemäß dem Tiergesundheitsrecht der Union für den Handel mit diesen Waren innerhalb der Union zugelassen ist oder, wenn sie/es diese Bedingung nicht erfüllt und auf dem belgischen Staatsgebiet ansässig ist, gemäß dem belgischen Tiergesundheitsrecht zugelassen ist;

2° sie/es beachtet die Bestimmungen der Artikel 23 und 24;

3° sie/es teilt ihren/seinen Kunden über ihre/seine Kataloge, Werbungen oder Website mit:

a) entweder die neuesten aktualisierten Ergebniswerte von Leistungsprüfungen bzw. Zuchtwertschätzungen des männlichen Spendertieres, falls sie im Rahmen eines Zuchtprogramms veröffentlicht werden, sowie das Datum, an dem diese Ergebniswerte erzielt wurden, und ihre Quelle;

b) oder einen Verweis auf die Website, wo die unter Buchstabe *a*) genannten Informationen einsehbar sind;

4° sie/es stellt der Dienststelle auf deren Anfrage hin alle zur Kontrolle dieser Bestimmungen notwendigen Informationen zur Verfügung.

Beabsichtigt die Besamungsstation bzw. das Samendepot, von der Abweichung nach Artikel 23 Absatz 3 zum ersten Mal Gebrauch zu machen, so benachrichtigt sie/es vorher die Dienststelle davon und wartet, bis sie/es die Empfangsbestätigung dieser Benachrichtigung erhält.

§ 4. Der Minister erstellt ein Formular, anhand dessen die Besamungsstationen bzw. Samendepots eine oder mehrere Genehmigungen nach §§ 1 und 2 beantragen. Über dieses Formular können dieselben Besamungsstationen bzw. Samendepots, soweit erforderlich, die Dienststelle gemäß § 3 Absatz 2 benachrichtigen. Das Formular wird auf der Website der Verwaltung veröffentlicht.

Die Dienststelle veröffentlicht auf der Website der Verwaltung die Liste der aufgrund von den §§ 1 und 2 genehmigten Stationen und Depots, sowie solcher, die die Dienststelle nach § 3 Absatz 2 benachrichtigt haben.

§ 5. Unbeschadet eventueller Strafverfolgungen entzieht der Minister bzw. sein Beauftragter im Sinne von Artikel 7 § 2 bei wiederholter Nichteinhaltung der in den §§ 1, 2 oder 3 genannten Genehmigungsbedingungen die betreffende Genehmigung.

Der Direktor der Dienststelle notifiziert der Besamungsstation bzw. dem Samendepot den Entzug der Genehmigung per Einsendung durch eines der in Artikel D.15 des Gesetzbuches genannten Mittel.

Sobald die Notifizierung nach Absatz 2 eingegangen ist, kann die Besamungsstation bzw. das Samendepot gemäß den Bestimmungen von Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches innerhalb der in Artikel D.166 § 5 des Gesetzbuches festgesetzten Frist eine Beschwerde bei der Regierung einreichen. Der Beschwerdeführer reicht seine Beschwerde beim Direktor der Dienststelle ein. Dieser leitet die Beschwerde und den angefochtenen Beschluss an die Regierung weiter und übermittelt gleichzeitig eine Kopie dieser Dokumente an den Minister.

In Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer auf seinen Antrag hin vom Generalinspektor der Abteilung angehört werden. Dieser sendet das Protokoll dieser Anhörung der Regierung zu. Das Einreichen einer Beschwerde setzt den Beschluss zum Entzug der Genehmigung nicht aus.

Die Regierung beschließt über die Beschwerde innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab dem Datum, an dem die Beschwerde eingegangen ist.

Die Regierung übermittelt dem Minister ihren Beschluss über die Beschwerde innerhalb von sieben Tagen nach dem Datum, an dem sie ihn gefasst hat. Der Direktor der Dienststelle notifiziert dem Beschwerdeführer den Regierungsbeschluss über die Beschwerde durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum, an dem er von der Regierung gefasst wurde.

Art. 22 - § 1. Zwecks seiner Aufnahme in eine genehmigte Besamungsstation nach Artikel 21 § 1, um seinen Samen als Samen reinrassiger Zuchttiere zu entnehmen, zu behandeln oder zu lagern, ist für das männliche Tier unbeschadet der tierseuchenrechtlichen Regeln eine Tierzuchtbescheinigung, die den Bestimmungen von Kapitel VII der Verordnung Nr. 2016/1012 und, gegebenenfalls, von Artikel 16 entspricht, mitzuführen.

§ 2. Zwecks seiner Aufnahme als Samen reinrassiger Zuchttiere in eine genehmigte Besamungsstation nach Artikel 21 § 1, ohne dass er dort entnommen wurde, oder in ein genehmigtes Samendepot nach Artikel 21 § 2 ist für den Samen unbeschadet der tierseuchenrechtlichen Regeln eine Tierzuchtbescheinigung, die den Bestimmungen von Kapitel VII der Verordnung Nr. 2016/1012 und, gegebenenfalls, von den Artikeln 15 und 16 entspricht, mitzuführen.

§ 3. Wird der Samen als Samen reinrassiger Zuchttiere an eine/ein andere(s) gemäß dem Tiergesundheitsrecht der Union für den Handel mit diesen Waren innerhalb der Union oder gemäß dem belgischen Tiergesundheitsrecht zugelassene(s) Besamungsstation bzw. Samendepot abgetreten, so fügt die/das genehmigte Besamungsstation nach Artikel 21 § 1 bzw. Samendepot nach Artikel 21 § 2 dem Samen eine Tierzuchtbescheinigung bei, die den Bestimmungen von Kapitel VII der Verordnung Nr. 2016/1012 und, gegebenenfalls, von den Artikeln 15 und 16 entspricht.

Art. 23 - Unbeschadet der tierseuchenrechtlichen Regeln wird der Samen, der auf dem Gebiet der Wallonischen Region als Samen reinrassiger Zuchttiere vertrieben wird, in einer/einem gemäß dem Tiergesundheitsrecht der Union für den Handel mit diesen Waren innerhalb der Union oder, wenn sie/es diese Bedingung nicht erfüllt und auf dem belgischen Staatsgebiet ansässig ist, gemäß dem belgischen Tiergesundheitsrecht zugelassenen Besamungsstation bzw. Samendepot entnommen, behandelt und gelagert.

Für den Samen nach Absatz 1 wird eine Tierzuchtbescheinigung, die den Bestimmungen von Kapitel VII der Verordnung Nr. 2016/1012 und, gegebenenfalls, von den Artikeln 15 oder 16 entspricht, oder eine lesbare Kopie der Tierzuchtbescheinigung des männlichen Spendertieres mitgeführt; diese Bescheinigung, oder diese Kopie, wird dem Verantwortlichen für das zu besamende weibliche Tier ausgehändigt.

Abweichend von den Bestimmungen von Absatz 2 kann die Tierzuchtbescheinigung durch ein Dokument ersetzt werden, das den Bestimmungen von Anhang 1 entspricht. Erlaubt ist dieser Ersatz, wenn die/das Besamungsstation bzw. Samendepot selbst, bevor mit dem Vertrieb begonnen wird, jedem Zuchtverband, der auf dem Gebiet der Wallonischen Region ein Geburtsregister oder ein Zuchtbuch führt, in das ein Nachkomme des männlichen Spendertieres registriert bzw. eingetragen werden könnte, eine lesbare Kopie der Tierzuchtbescheinigung des männlichen Spendertieres oder des Samens übermittelt. Der Zuchtverband, der eine solche Kopie erhält, stellt der/dem absendenden Besamungsstation bzw. Samendepot eine Empfangsbestätigung aus.

Art. 24 - Werden in der Tierzuchtbescheinigung nach Artikel 22 §§ 1, 2 oder 3, oder nach Artikel 23 Absatz 2, oder in der Artikel 23 Absätze 2 und 3 genannten Abschrift der Tierzuchtbescheinigung des männlichen Spendertieres die Methode zur Überprüfung der Identität der für die Entnahme von Samen verwendeten reinrassigen Zuchttiere gemäß Artikel 22 §§ 1 und 2 der Verordnung Nr. 2016/1012 sowie die Ergebnisse dieser Identitätsüberprüfung nicht angegeben, so wird diese Information der Tierzuchtbescheinigung bzw. der Abschrift der Tierzuchtbescheinigung des männlichen Spendertieres beigelegt.

Art. 25 - Die Dienststelle führt mindestens einmal jährlich eine Kontrolle der Besamungsstationen bzw. Samendepots durch, die auf der Liste nach Artikel 21 § 4 Absatz 2 aufgenommen sind.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen in Bezug auf die Equiden

Unterabschnitt 1 — Koordinierungseinrichtung für Equidenzucht

Art. 26 - In Anwendung von Artikel D.169 § 1 des Gesetzbuches kann der Minister jeder Koordinierungseinrichtung für Equidenzucht eine oder mehrere der folgenden Aufgaben übertragen:

- 1° die Identifizierung der Fohlen bei Fuß der Mutter organisieren;
- 2° die Zusammenarbeit zwischen den Zuchtverbänden, die es wünschen, koordinieren;
- 3° regionale oder nationale Veranstaltungen organisieren oder helfen zu organisieren;
- 4° die Equidenzucht fördern;
- 5° die Verwaltung bei der Zusammenstellung der Akten zur Gewährung von Zuschüssen an Equidenzüchter unterstützen;
- 6° die Daten zu den pferdesportlichen Veranstaltungen erfassen.

Die Aufgaben nach Absatz 1 werden einer Einrichtung übertragen, die:

- 1° ihren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region hat;
- 2° in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet wurde;
- 3° jedem in der Wallonischen Region zugelassenen Zuchtverband erlaubt, Mitglied zu werden;
- 4° in ihren Satzungen die Nichtdiskriminierung der Mitglieder vorsieht;
- 5° über eine technische Regelung verfügt, die das Verfahren zur Identifizierung der Fohlen bei Fuß der Mutter und, falls sie in genehmigten, von ihren Mitgliedern durchgeführten Zuchtprogrammen vorgesehen sind, die Identifizierungsverfahren, die andere, in Anwendung von Artikel 9 ausgewählte Methoden einsetzen, bestimmt.

Unterabschnitt 2 — Umsetzung der Richtlinie 90/428/EWG des Rates vom 26. Juni 1990
über den Handel mit Sportpferden und zur Festlegung der Bedingungen
für die Teilnahme an pferdesportlichen Veranstaltungen

Art. 27 - Durch vorliegenden Unterabschnitt wird die Richtlinie 90/428/EWG des Rates vom 26. Juni 1990 über den Handel mit Sportpferden und zur Festlegung der Bedingungen für die Teilnahme an pferdesportlichen Veranstaltungen umgesetzt.

Art. 28 - Bei den Vorschriften für Veranstaltungen sind Diskriminierungen untersagt:

- 1° zwischen reinrassigen Zuchtequiden, die Teil eines Zuchtprogramms im Veranstaltermitgliedstaat sind, und reinrassigen Zuchtequiden, die Teil eines Zuchtprogramms in einem anderen Mitgliedstaat sind;
- 2° zwischen Equiden mit Ursprung in dem Veranstaltermitgliedstaat und Equiden mit Ursprung in einem anderen Mitgliedstaat.

Art. 29 - Artikel 28 ist anwendbar:

- 1° auf die Mindest- bzw. Höchstanforderungen für die Meldung zur Veranstaltung;
- 2° auf die schiedsrichterliche Beurteilung auf der Veranstaltung;
- 3° auf die Einkünfte oder Gewinne aus der Veranstaltung.

Art. 30 - Von den Verpflichtungen nach Artikel 28 bleibt die Durchführung einer der folgenden Veranstaltungsarten unberührt:

- 1° Veranstaltungen mit reinrassigen Zuchtequiden, die Teil eines bestimmten Zuchtprogramms zwecks Verbesserung der Rasse sind;
- 2° regionale Veranstaltungen zur Auswahl von Equiden;
- 3° Veranstaltungen mit historischem bzw. traditionellem Charakter.

Art. 31 - In Anwendung von Artikel 1 § 1 der Entscheidung 92/216/EWG der Kommission vom 26. März 1992 über die Erfassung von Daten über die pferdesportlichen Veranstaltungen gemäß Artikel 4 Absatz 2 der Richtlinie 90/428/EWG des Rates benennt der Minister die Koordinierungsstelle, die für die Erfassung der Daten zu den in Artikel 30 erwähnten pferdesportlichen Veranstaltungen zuständig ist. Als Koordinierungsstelle darf nur eine Koordinierungseinrichtung für Equidenzucht nach Artikel 26 benannt werden.

Mindestens drei Monate bevor die in Artikel 30 genannten pferdesportlichen Veranstaltungen organisiert werden, übermittelt jeder Veranstalter der in Anwendung von Absatz 1 benannten Koordinierungsstelle die Liste der geplanten Veranstaltungen unter Angabe der jeweiligen Veranstaltungsart nach Artikel 30. Die Koordinierungsstelle veröffentlicht diese Liste der Veranstaltungen auf ihrer Website, deren Adresse durch Vermittlung der Dienststelle den anderen Mitgliedstaaten und der Öffentlichkeit mitgeteilt wird.

Abschnitt 3 — Sonderbestimmungen in Bezug auf die Zucht von Geflügel

Unterabschnitt 1 — Registrierung der Geflügelfachbetriebe

Art. 32 - Die Dienststelle registriert die Geflügelfachbetriebe und teilt ihnen die in Artikel 2 der Verordnung Nr. 617/2008 genannte Kennnummer zu.

Art. 33 - Um die Registrierung einer Brüterei zu erhalten und die Berechtigung zur Verwendung der Kennnummer aufrechtzuerhalten, muss ihr Betreiber:

1° der Dienststelle einen mit Datum und Unterschrift versehenen schriftlichen Antrag mit den folgenden Angaben vorlegen:

- a) Bezeichnung der Brüterei;
- b) Anschrift des Gesellschaftssitzes;
- c) Anschrift der Brutanlagen;
- d) Fassungsvermögen der Anlagen;

e) Datum für den Beginn des Brütens;

f) Arten, Kategorien und Nutzungstypen des betroffenen Geflügels;

g) Nachweis für die gesundheitliche Zulassung durch die zuständigen Behörden;

2° das in Artikel 6 der Verordnung Nr. 617/2008 genannte Register führen;

3° der Dienststelle monatlich binnen fünfzehn Tagen nach dem betroffenen Monat die in Artikel 8 § 1 der Verordnung Nr. 617/2008 genannten Informationen mitteilen;

4° der Dienststelle binnen fünfzehn Tagen jede Änderung bezüglich der in Anwendung von Ziffer 1 übermittelten Informationen sowie jede zeitweilige oder endgültige Einstellung des Brütens mitteilen;

5° die Bestimmungen der Verordnung Nr. 617/2008 in Bezug auf die Kennzeichnung der Bruteier, die Küken enthaltenden Verpackungen, die Begleitpapiere und die Verwendung der aus dem Brutschrank entnommenen Eier einhalten;

6° die Brüterei den Kontrollen durch die Dienststelle unterziehen.

Die in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Informationen werden derart vorgelegt, dass für jede Art, jede Kategorie und jeden Nutzungstyp folgende Daten angegeben werden:

1° Anzahl der im vorangegangenen Monat eingelegten Bruteier;

2° Anzahl der für den innergemeinschaftlichen Handel und die Ausfuhr nach Drittländern bestimmten Bruteier samt Mitgliedstaat bzw. Bestimmungsdrittland;

3° Anzahl der ausgeschlüpften Küken, die tatsächlich für den Gebrauch bestimmt sind;

4° Anzahl der für den innergemeinschaftlichen Handel und die Ausfuhr nach Drittländern bestimmten Eintagsküken samt Mitgliedstaat bzw. Bestimmungsdrittland.

Art. 34 - Um die Registrierung eines Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetriebs zu erhalten und die Berechtigung zur Verwendung der Kennnummer aufrechtzuerhalten, muss ihr Betreiber:

1° der Dienststelle einen mit Datum und Unterschrift versehenen schriftlichen Antrag mit den folgenden Angaben vorlegen:

a) Bezeichnung des Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetriebs;

b) Anschrift des Gesellschaftssitzes;

c) Anschrift der Zuchtanlagen;

d) Fassungsvermögen der Anlagen: Anzahl der weiblichen und Anzahl der männlichen Tiere;

e) Datum für den Beginn der Zucht- oder Vermehrungstätigkeiten;

f) Art, Kategorie und Nutzungstyp des betroffenen Geflügels;

g) Nachweis für die gesundheitliche Zulassung durch die zuständigen Behörden;

2° ein Betriebsregister mit folgenden Daten führen, aufgliedert nach Art, Kategorie und Nutzungstyp:

a) Anzahl des weiblichen Geflügels, dessen Produktion aufgenommen wird, Datum der Produktionsaufnahme und Kennnummer der Herkunftsbrüterei der Küken, selbst wenn diese Küken vor ihrer Ankunft im Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetrieb in einem anderen Betrieb gezüchtet wurden;

b) Anzahl der erzeugten Bruteier und Kennnummer der Bestimmungsbrüterei;

c) Anzahl des aus der Produktion herausgenommenen Geflügels und Datum der Herausnahme;

3° der Dienststelle binnen fünfzehn Tagen nach Aufnahme der Produktion einer neuen Partie Geflügel folgende Informationen mitteilen:

a) Anzahl des weiblichen Geflügels, dessen Produktion aufgenommen wird, Datum der Produktionsaufnahme und Kennnummer der Herkunftsbrüterei der Küken, selbst wenn diese Küken vor ihrer Ankunft im Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetrieb in einem anderen Betrieb gezüchtet wurden;

b) Art, Kategorie und Nutzungstyp des betroffenen Geflügels;

c) Kennnummer der Bestimmungsbrüterei für die erzeugten Bruteier;

d) voraussichtliche Produktionsdauer;

4° der Dienststelle die Herausnahme einer Partie Geflügel aus der Produktion binnen fünfzehn Tagen nach dem Datum dieser Herausnahme mitteilen;

5° der Dienststelle jede Änderung bezüglich der in Anwendung von Ziffer 1 übermittelten Informationen sowie jede zeitweilige oder endgültige Einstellung der Tätigkeiten der Brüterei binnen fünfzehn Tagen mitteilen, nachdem sie vorgenommen wurde;

6° die Bestimmungen der Verordnung Nr. 617/2008 in Bezug auf die Kennzeichnung der Bruteier und deren Verpackungen und auf die Begleitpapiere einhalten;

7° das Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetrieb den Kontrollen durch die Dienststelle unterziehen.

Art. 35 - Der Minister erstellt ein Formular, anhand dessen der Betreiber eines Geflügelfachbetriebs einen Antrag im Sinne von Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 1 oder 34 Ziffer 1 einreicht. Das Formular wird auf der Website der Verwaltung veröffentlicht.

Die Dienststelle veröffentlicht auf der Website der Verwaltung die Liste der registrierten Geflügelfachbetriebe, die über eine Kennnummer verfügen.

Art. 36 - § 1. Die Erlaubnis zur Verwendung der Kennnummer wird einem Geflügelfachbetrieb in einem der folgenden Fälle entzogen:

1° Der Geflügelfachbetrieb reicht einen freiwilligen Antrag bei der Dienststelle ein, um auf die Verwendung der Kennnummer zu verzichten;

2° Es wird festgestellt, dass gegen die in Artikel 33 für eine Brüterei und in Artikel 34 für ein Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetrieb genannten Bedingungen für die Registrierung und die Beibehaltung der Zulassung zur Verwendung der Kennnummer wiederholt verstoßen wurde.

§ 2. Der Direktor der Dienststelle ist dafür zuständig, die Erlaubnis zur Verwendung der Kennnummer zu entziehen und dies dem Geflügelfachbetrieb durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, zu notifizieren.

Der Geflügelfachbetrieb, der die in Absatz 1 erwähnte Notifizierung erhält, kann gemäß den Bestimmungen von Artikel D.17 § 1 des Gesetzbuches innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen eine Beschwerde beim Generalinspektor der Abteilung einreichen. Der Generalinspektor der Abteilung leitet eine Kopie der Beschwerde und des angefochtenen Beschlusses an den Direktor der Dienststelle weiter.

In Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer auf seinen Antrag hin vom Generalinspektor der Abteilung angehört werden. Dieser sendet das Protokoll dieser Anhörung dem Beschwerdeführer zu. Das Einreichen einer Beschwerde setzt den Beschluss zum Entzug der Erlaubnis nicht aus.

Der Generalinspektor der Abteilung beschließt über die Beschwerde innerhalb von neunzig Tagen nach dem Datum, an dem die Beschwerde eingegangen ist, und notifiziert diesen Beschluss dem Beschwerdeführer durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleihen kann, innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum seines Beschlusses. Er leitet am selben Tag eine Kopie seines Beschlusses an den Direktor der Dienststelle weiter.

Unterabschnitt 2 — Kennzeichnung der Bruteier

Art. 37 - In Anwendung von Artikel 3 § 3 der Verordnung Nr. 617/2008, werden aus einem Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetrieb nach Artikel 34 stammende Bruteier in einer registrierten Brüterei zum Ausbrüten eingelegt, so werden sie vom Geflügelzucht- oder Geflügelvermehrungsbetrieb, in dem sie erzeugt wurden, mit einem Zeichen in unverwischbarer schwarzer Farbe auf einer Fläche von mindestens zehn mm² einzeln gekennzeichnet.

KAPITEL IX — Sanktionen

Art. 38 - Verstöße gegen die Bestimmungen der Verordnung Nr. 2016/1012 werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß Titel XIII des Gesetzbuches.

KAPITEL X — Umsetzung der Richtlinie 90/427/EWG

Art. 39 - Durch vorliegendes Kapitel wird Artikel 8 § 1 der Richtlinie 90/427/EWG des Rates vom 26. Juni 1990 zur Festlegung der tierzüchterischen und genealogischen Vorschriften für den innergemeinschaftlichen Handel mit Equiden umgesetzt.

Art. 40 - In Anwendung von Artikel 64 § 3 der Verordnung Nr. 2016/1012 ist bei Bewegungen von reinrassigen Zuchtequiden das von der Kommission in Anwendung von Artikel 32 §§ 1 und 2 erstellte einzige, lebenslang gültige Identifizierungsdokument mitzuführen. Dieses einzige, lebenslang gültige Identifizierungsdokument wird während jeglichen Transports von Equiden bis zum Empfänger mitgeführt und immer dann vorgewiesen, wenn ein in Artikel R.93ter des verordnungsrechtlichen Teils des Umweltgesetzbuches benannter Bedienstete es verlangt.

Das Identifizierungsdokument nach Absatz 1 wird von dem Zuchtverband, der das Zuchtbuch führt, in dem der reinrassige Zuchtequide eingetragen ist, ausgestellt.

KAPITEL XI — Aufhebungsbestimmungen

Art. 41 - Es werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 23. September 1971 über die Verbesserung der Rinderrasse, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009;

2° der Königliche Erlass vom 28. August 1991 über die gegenseitige Unterstützung der Verwaltungsbehörden in Sachen tierärztliche und tierzuchtrechtliche Vorschriften;

3° der Königliche Erlass vom 25. Mai 1992 über züchterische und genealogische Bedingungen für die Vermarktung reinrassiger Tiere;

4° der Königliche Erlass vom 2. September 1992 über die Verbesserung der Zuchtschweine, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 11. Januar 1993 und vom 13. Juli 2001 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009;

5° der Königliche Erlass vom 20. Oktober 1992 über die Verbesserung der Schafs- und Ziegenrassen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 9. Januar 1995 und vom 20. Juli 2000 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009;

6° der Königliche Erlass vom 9. Dezember 1992 über die tierzüchterischen und tierseuchenrechtlichen Anforderungen an die Erzeugung, die Aufbereitung, die Lagerung, die Verwendung und die Einfuhr des Rindersamens und den innergemeinschaftlichen Handelsverkehr damit, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. März 2007;

7° der Königliche Erlass vom 9. Dezember 1992 über die Erzeugung und die Einfuhr von Schweinesamen sowie den Handel und den innergemeinschaftlichen Handelsverkehr damit;

8° der Königliche Erlass vom 10. Dezember 1992 über die Verbesserung der Equiden, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 20. Juli 2000 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2009;

9° der Königliche Erlass vom 31. Dezember 1992 über die veterinärrechtlichen und tierzüchterischen Kontrollen im innergemeinschaftlichen Handel mit bestimmten lebenden Tieren und Erzeugnissen;

10° der Königliche Erlass vom 31. Januar 1997 über die tierzüchterischen und genealogischen Bedingungen für die Einfuhr von Tieren, Spermata, Eizellen und Embryonen aus Drittländern;

11° der Königliche Erlass vom 2. Juni 1998 über die tierzüchterischen und genealogischen Vorschriften für die Verbesserung und Aufrechterhaltung der Geflügel- und Kaninchenrassen;

12° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. März 2007 zur Regelung der Leistungsprüfung, der Zuchtwertschätzung, der künstlichen Besamung und der Zulassung reinrassiger Zuchtrinder zur Zucht;

13° der Ministerielle Erlass vom 27 Februar 1991 über die Verbesserung der Rinderrasse, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2015;

14° der Ministerielle Erlass vom 25. März 1991 zur Einsetzung einer Genetikkommission für die Milchleistung von Rindern;

15° der Ministerielle Erlass vom 3. September 1992 über die Verbesserung der Zuchtschweine;

16° der Ministerielle Erlass vom 21. Oktober 1992 über die Verbesserung der Schafs- und Ziegenrassen, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 10. Januar 1995, 8. Mai 1998 und 21. Dezember 2001;

17° der Ministerielle Erlass vom 10. Dezember 1992 über die Erzeugung und die Einfuhr von Schweinesamen sowie den Handel und den innergemeinschaftlichen Handelsverkehr damit;

18° der Ministerielle Erlass vom 23. Dezember 1992 über die Verbesserung der Equiden, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 14. Oktober 1996;

19° der Ministerielle Erlass vom 10. Juni 1993 über die Registrierung und die Eintragung in das Zuchtbuch der durch künstliche Besamung und Embryo-transfers geborenen Kälber;

20° der Ministerielle Erlass vom 17. September 1998 zur Ausführung des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1998 über die tierzüchterischen und genealogischen Vorschriften für die Verbesserung und Aufrechterhaltung der Geflügel- und Kaninchenrassen, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 6. Januar 2000.

KAPITEL XII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 42 - In Anwendung von Artikel 64 § 4 der Verordnung Nr. 2016/1012 gelten als Zuchtverbände, die gemäß derselben Verordnung als solche zugelassen wurden, die Züchtervereinigungen und Zuchtorganisationen, die in den nachstehenden Anlagen genannt werden:

1° in Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 2004 über die Zulassung von im Bereich der Equidenzucht tätigen Vereinigungen,

2° in Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2005 zur Festlegung der Zulassungen im Rahmen der Verbesserung der Schafs- und Ziegenrassen,

3° in der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Mai 2006 zur Festlegung der Zulassungen im Rahmen der Verbesserung der Schweinezucht.

In Anwendung von Artikel 64 § 5 der Verordnung Nr. 2016/1012 gelten die von den in Absatz 1 erwähnten Züchtervereinigungen und Zuchtorganisationen durchgeführten Zuchtprogramme als gemäß derselben Verordnung genehmigt.

Wenn eine in Absatz 1 erwähnte Züchtervereinigung bzw. Zuchtorganisation zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ein Zuchtprogramm auf dem Gebiet einer anderen belgischen Region durchführt, dann unterrichtet sie die Dienststelle spätestens am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses davon. Der Direktor der Dienststelle informiert die betroffene zuständige Behörde dieser anderen Region über die Durchführung dieses Zuchtprogramms auf dem Gebiet dieser anderen Region.

Art. 43 - Für die aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1998 über die tierzüchterischen und genealogischen Vorschriften für die Verbesserung und Aufrechterhaltung der Geflügel- und Kaninchenrassen zugelassenen Geflügelfachbetriebe wird davon ausgegangen, dass diese registriert und zur Verwendung ihrer Zulassungsnummer als Kennnummer gemäß Artikel 33 oder 34 des vorliegenden Erlasses zugelassen wurden.

KAPITEL XIII — *Schlussbestimmungen*

Art. 44 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. November 2018 in Kraft.

Kapitel 10 tritt am 21. April 2021 außer Kraft.

Art. 45 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. September 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

ANHANG I

Bestimmungen in Bezug auf das in Artikel 23 Absatz 3 des vorliegenden Erlasses genannte Dokument, das für den Samen mitzuführen ist.

A. Falls der Vertrieb von keiner künstlichen Besamung von weiblichen Tieren mit dem vertriebenen Samen begleitet wird, handelt es sich beim in Artikel 23 Absatz 3 genannten Dokument einen Lieferschein.

Die Besamungsstation oder das Samendepot übergibt den Lieferschein dem Verantwortlichen für die mit dem vertriebenen Samen zu besamenden weiblichen Tiere.

Der Lieferschein umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° Allgemeine Angaben:

a) vollständige Angaben der Besamungsstation oder des Samendepots, einschließlich der Zulassungsnummer;

b) Name und vollständige Anschrift des Verantwortlichen für die zu besamenden weiblichen Tiere;

c) Lieferdatum der Charge(n);

2° besondere Angaben für jede Charge:

a) Eintragsnummer des männlichen Spendertieres im Zuchtbuch, so wie sie auf der Tierzuchtbescheinigung im Besitz der Station oder des Depots angegeben wird; diese Eintragsnummer im Zuchtbuch kann durch eine interne Arbeitsnummer der Besamungsstation oder des Samendepots ersetzt werden, sofern die Eintragsnummer im Zuchtbuch auf der Rechnung angegeben wird, die an den Verantwortlichen für die zu besamenden weiblichen Tiere gerichtet wird, zusammen mit der Entsprechung zwischen der Eintragsnummer und der internen Arbeitsnummer der Besamungsstation oder des Samendepots.

b) vollständiger Name des männlichen Spendertieres, so wie er auf der Tierzuchtbescheinigung im Besitz der Station oder des Depots angegeben wird, sowie sein gewöhnlicher Name und der Name der Rasse, der es angehört;

c) Anzahl Pailletten oder sonstige Verpackungen, aus denen sich die Charge zusammensetzt;

d) Folgende Angabe, je nach Fall:

(1) "geprüft", wenn die sich im Besitz der Station oder des Depots befindliche Tierzuchtbescheinigung des männlichen Spendertieres oder seines Samens folgende Informationen enthält oder, andernfalls, auf eine Website verweist, auf der diese eingesehen werden können:

i) im Falle von Rindern, die Ergebnisse der Zuchtwertschätzung des männlichen Spendertieres;

ii) im Falle von Schweinen, Schafen, Ziegen oder Equiden, die Ergebnisse der Leistungsprüfungen oder der Zuchtwertschätzung des männlichen Spendertieres;

(2) "nicht geprüft", wenn die Bedingungen für die Angabe "geprüft" nicht erfüllt sind;

e) Wird "geprüft" angegeben, die Adresse der Website, auf der die Ergebnisse der Leistungsprüfungen oder der Wertschätzung des männlichen Spendertieres eingesehen werden können.

Die Kopie des Lieferscheins muss von der Besamungsstation oder vom Samendepot für eine Dauer von fünf Jahren aufbewahrt werden.

B. Falls der Vertrieb von der künstlichen Besamung von weiblichen Tieren mit dem vertriebenen Samen begleitet wird, handelt es sich beim in Artikel 23 Absatz 3 genannten Dokument um einen Besamungsnachweis.

Die Besamungsstation oder das Samendepot übergibt den Besamungsnachweis dem Verantwortlichen für die mit dem vertriebenen Samen zu besamenden weiblichen Tiere.

Der Besamungsnachweis umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° vollständige Angaben der Besamungsstation oder des Samendepots, einschließlich der Zulassungsnummer;

2° Name und vollständige Anschrift des Verantwortlichen für das besamte weibliche Tier;

3° Datum der Besamung;

4° Eintragsnummer des männlichen Spendertieres im Zuchtbuch, so wie sie auf der Tierzuchtbescheinigung im Besitz der Station oder des Depots angegeben wird; diese Eintragsnummer im Zuchtbuch kann durch eine interne Arbeitsnummer der Besamungsstation oder des Samendepots ersetzt werden, sofern die Eintragsnummer im Zuchtbuch auf der Rechnung angegeben wird, die an den Verantwortlichen für das besamte weibliche Tier gerichtet wird, zusammen mit der Entsprechung zwischen der Eintragsnummer und der internen Arbeitsnummer der Besamungsstation oder des Samendepots.

5° vollständiger Name des männlichen Spendertieres, so wie er auf der Tierzuchtbescheinigung im Besitz der Station oder des Depots angegeben wird, sowie sein gewöhnlicher Name und der Name der Rasse, der es angehört;

6° die individuelle Identifizierungsnummer des besamten weiblichen Tieres, die dem Tier gemäß dem Tiergesundheitsrecht der Union im Hinblick auf die Identifizierung und Registrierung von Tieren der jeweiligen Art zugewiesen wurde;

7° Folgende Angabe, je nach Fall:

a) "geprüft", wenn die sich im Besitz der Station oder des Depots befindliche Tierzuchtbescheinigung des männlichen Spendertieres oder seines Samens folgende Informationen enthält oder, andernfalls, auf eine Website verweist, auf der diese eingesehen werden können:

(1) im Falle von Rindern, die Ergebnisse der Zuchtwertschätzung des männlichen Spendertieres,

(2) im Falle von Schweinen, Schafen, Ziegen oder Equiden, die Ergebnisse der Leistungsprüfungen oder der Zuchtwertschätzung des männlichen Spendertieres;

b) "nicht geprüft", wenn die Bedingungen für die Angabe "geprüft" nicht erfüllt sind;

8° Wird "geprüft" angegeben, die Adresse der Website, auf der die Ergebnisse der Leistungsprüfungen oder der Wertschätzung des männlichen Spendertieres eingesehen werden können.

Die Besamungsstation oder das Samendepot registriert in ihren/seinen Büroräumen die in Absatz 1 Ziffer 1 bis 7 erwähnten Angaben für jede durchgeführte Besamung. Diese Registrierung findet spätestens einen Monat nach der Besamung statt, und wird während zwölf Monaten aufbewahrt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018 über die Tierzucht und zur Abänderung verschiedener Tierzuchtbestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 27. September 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205958]

**27 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende
dierfokkerij en tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake fokkerij**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 617/2008 van de Commissie van 27 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad betreffende handelsnormen voor broedeieren en kuikens van pluimvee;

Gelet op Verordening (EU) 2016/1012 van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2016 betreffende de zoötechnische en genealogische voorwaarden voor het fokken van, de handel in en de binnenkomst in de Unie van raszuivere fokdieren, hybride fokvarkens en levende producten daarvan en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 652/2014, de Richtlijnen 89/608/EEG en 90/425/EEG en tot intrekking van bepaalde handelingen op het gebied van dierfokkerij ("Fokkerijverordening");

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, artikelen D.4 tot D.6, D.17, D.164 tot D.166 en D.169, § 1^e;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van het rundveeras;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 augustus 1991 betreffende wederzijdse bijstand tussen de administratieve autoriteiten in veterinaire en zoötechnische wetgeving;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 mei 1992 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de handel in rasdieren;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1992 betreffende de verbetering van de fokvarkens;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 betreffende de verbetering van de schapen- en geitenrassen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 december 1992 betreffende veterinaire en zoötechnische voorwaarden aangaande de productie, de behandeling, de bewaring, het gebruik, het intracommunautair handelsverkeer en de invoer van rundersperma;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 december 1992 betreffende de productie, de handel, het intracommunautair handelsverkeer en de invoer van varkenssperma;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1992 betreffende de veterinaire en zoötechnische controles die van toepassing zijn op het intracommunautaire handelsverkeer van sommige levende dieren en producten;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 januari 1997 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de invoer uit derde landen van dieren, sperma, eicellen en embryo's;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 1998 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de verbetering en de instandhouding van de pluimvee- en konijnenrassen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 houdende regeling van het prestatieonderzoek, de genetische waardebeoordeling, de kunstmatige inseminatie en de toelating van raszuivere fokrunderen tot de voortplanting;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 februari 1991 betreffende de verbetering van het rundveeras;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 maart 1991 tot oprichting van een Genetische Commissie voor de melkproductiegeschiktheid bij runderen;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 1992 betreffende de verbetering van de fokvarkens;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 oktober 1992 betreffende de verbetering van de schapen- en geitenrassen;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 december 1992 betreffende de productie, de handel, het intracommunautair handelsverkeer en de invoer van varkenssperma;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juni 1993 betreffende de registratie en de inschrijving in het stamboek van uit kunstmatige inseminatie en embryo-transplantatie geboren kalveren;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 september 1998 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 2 juni 1998 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de verbetering en de instandhouding van de pluimvee- en konijnenrassen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid gepleegd op 21 juni 2018;

Gelet op het rapport van 21 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 64.008/2/V van de Raad van State, gegeven op 5 september 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o capaciteit :

a) voor een broederij : de capaciteit in de zin van artikel 1, 4), van Verordening nr. 617/2008;

b) voor een vermeerderings- of selectiebedrijf : het aantal dieren dat tegelijkertijd in het bedrijf mag worden gehouden, naar gelang van de betrokken soort;

2^o categorie : de categorie met betrekking tot broedeieren, kuikens en fokpluimvee, het gaat om één van de categorieën bedoeld in artikel 1, 2), van Verordening nr. 617/2008;

3^o het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;

4^o wedstrijd : alle paardenrennenwedstrijden, met inbegrip van wedrennen, springconcoursen, dressuurproeven, menproeven, alsmede proeven inzake model en gangen;

5° Departement : het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

6° verdelen : zorgen voor de verdeling van het sperma;

7° verdeling : het rechtstreeks afstaan van sperma, ook onder kosteloze titel, aan de verantwoordelijke van een vrouwelijke dier uit een andere kudde dan die van de mannelijke donor of, in het geval van paarden, een vrouwelijk dier uit een ander bedrijf dan dat van de mannelijke donor;

8° paardachtige : alle dieren die tot het paardenras behoren zoals bedoeld in artikel 2, 1), e), van Verordening nr. 2016/1012;

9° de gespecialiseerde pluimveehouderij : het bedrijf bedoeld in artikel 1, 3), van Verordening nr. 617/2008;

10° het pluimveeselectiebedrijf : het selectiebedrijf bedoeld in artikel 1, 3), a), van Verordening nr. 617/2008;

11° het pluimveevermeerderingsbedrijf : het vermeerderingsbedrijf bedoeld in artikel 1, 3), b), van Verordening nr. 617/2008;

12° de partij : alle rietjes of andere verpakkingen, die elk het sperma van dezelfde mannelijke donor bevatten en die tijdens de verdeling van het sperma gelijktijdig en identiek behandeld worden;

13° Verordening nr. 617/2008 : Verordening (EG) nr. 617/2008 van de Commissie van 27 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad betreffende handelsnormen voor broedeieren en kuikens van pluimvee;

14° Verordening nr. 2016/1012 : Verordening (EU) nr. 2016/1012 van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2016 betreffende de zoötechnische en genealogische voorwaarden voor het fokken van, de handel in en de binnenkomst in de Unie van raszuivere fokdieren, hybride fokvarkens en levende producten daarvan en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 652/2014 en de Richtlijnen van de Raad 89/608/EEG en 90/425/EEG, en tot intrekking van bepaalde handelingen op het gebied van dierfokkerij ("Fokkerijverordening");

15° de verantwoordelijke van een vrouwelijke dier : de natuurlijke of rechtspersoon die gewoonlijk en rechtstreeks toezicht op een vrouwelijke dier uitoefent en verantwoordelijk geacht wordt voor, of in het geval van paarden, geacht wordt de houder te zijn van dat vrouwelijke dier in de zin van de gezondheidswetgeving van de betrokken soort;

16° de Dienst : de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement;

17° type : betreffende de broedeieren, kuikens en fokpluimvee, één van de types bedoeld in artikel 1, 2), a), van Verordening nr. 617/2008;

18° pluimvee : de dieren die tot elke pluimveesoort behoren, met inbegrip van loopvogels (ratieten);

19° gebruikspluimvee : het slachtpluimvee, legpluimvee of pluimvee voor gemengd gebruik;

20° vermeerderingspluimvee : pluimvee bestemd voor de productie van gebruikspluimvee;

21° fokpluimvee : pluimvee bestemd voor de productie van vermeerderingspluimvee of ander fokpluimvee.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van stamboekverenigingen of fokkerijgroeperingen*

Art. 2. § 1. De Dienst ontvangt de erkenningsaanvragen als stamboekvereniging of fokkerijgroepering, bedoeld in artikel 4 van Verordening nr. 2016/1012. De maatschappelijke zetel van de aanvragers bevindt zich op het grondgebied van het Waalse Gewest.

De aanvragers dienen hun erkenningsaanvraag in als stamboekvereniging of fokkerijgroepering via het door de Minister opgemaakte formulier. Dit formulier wordt op de website van de Administratie bekendgemaakt.

Indien de aanvraag onvolledig is ten opzichte van artikel 4 van Verordening nr. 2016/1012, verzoekt de directeur van de Dienst de aanvrager die te vervolledigen.

§ 2. Wanneer de aanvraag volledig is, kent de Minister de in paragraaf 1, lid 1, bedoelde aangevraagde erkenning toe.

Art. 3. Voor de toepassing van bijlage I, deel 1, A, 1., van Verordening nr. 2016/1012 is de aanvrager die een aanvraag indient om erkend te worden als :

1° stamboekvereniging, een fokkersvereniging of fokkerij-organisatie die één van de volgende vormen aanneemt :

a) vereniging zonder winstoogmerk;

b) internationale vereniging zonder winstoogmerk;

c) coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid;

2° fokkerijgroepering, in orde met één van de volgende voorwaarden :

a) indien de aanvrager een in gesloten productiesystemen werkende privé-onderneming is, omschreven in artikel 2, 25), van Verordening nr. 2016/1012 : een handelsvennootschap zijn die erkend is als handelsvennootschap met rechtspersoonlijkheid is, overeenkomstig artikel 2, § 2, van het Wetboek van vennootschappen;

b) indien de aanvrager geen in gesloten productiesystemen werkende privé-onderneming is : een fokkersvereniging of fokkerij-organisatie zijn die één van de volgende vormen aanneemt :

- vereniging zonder winstoogmerk;

- internationale vereniging zonder winstoogmerk;

- coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Art. 4. De directeur van de Dienst stelt de aanvrager door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, in kennis hetzij van de beslissing van de Minister om een erkenning zoals bedoeld in artikel 2, § 1, lid 1, toe te kennen, hetzij van het voornemen van de Minister een dergelijke erkenning te weigeren.

Wanneer de Minister voornemens is, een vergunning te weigeren, kan de aanvrager, overeenkomstig artikel 5, § 1, van Verordening nr. 2016/1012, bij de Minister een aanvraag tot heroverweging van de erkenningsaanvraag indienen, door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, gericht aan de directeur van de Dienst, binnen de in artikel D.166, § 5, van het Wetboek gestelde termijn.

Voor de toepassing van artikel 5, § 2, van Verordening nr. 2016/1012, stelt de directeur van de Dienst, indien de weigering na de heroverweging van de erkenningsaanvraag door de Minister bevestigd wordt, de aanvrager door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, in kennis van de beslissing van de Minister.

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikelen D.6, § 5, en D.166, § 1, van het Wetboek worden de in artikel 2, § 1, lid 1, bedoelde erkenningen voor periodes van vijf jaar toegekend.

§ 2. Na afloop van een periode van vijf jaar wordt een erkenning opnieuw voor een nieuwe periode van vijf jaar toegekend indien :

1° in het jaar voorafgaand aan de einddatum van de geldigheid van de erkenning en uiterlijk zes maanden voor die datum de stamboekvereniging of de fokkerijgroepering een nieuwe erkenningsaanvraag indient bij de Dienst, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 1, waarin :

a) zij vermeldt dat het om een hernieuwingsaanvraag van diens erkenning gaat;

b) zij aantoonde dat zij nog steeds aan de toekenningsvoorwaarden van een dergelijke erkenning voldoet;

2° de officiële controles die de Dienst op de activiteiten van de aanvrager uitvoert, overeenkomstig hoofdstuk X van Verordening 2016/1012, geen terugkerende, voortdurende of algemene tekortkomingen op de bepalingen van Verordening 2016/1012 vaststellen.

Hernieuwingsaanvragen van een erkenning worden zoals erkenningsaanvragen behandeld.

§ 3. Indien de hernieuwing van een erkenning geweigerd wordt, in voorkomend geval na afloop van de beroepsprocedures ingediend door de aanvrager, eindigt de lopende erkenning na afloop van de geldigheidstermijn. De bepalingen van artikel 6, §§ 6 en 7, zijn dan van toepassing.

Art. 6. § 1. De Minister is de bevoegde autoriteit die een erkenning intrekt, overeenkomstig artikelen 6, § 2, en 47, § 1, lid 3, e), van Verordening nr. 2016/1012.

§ 2. De directeur van de Dienst deelt, door elk middel dat overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek een vaste datum verleent, de beslissing van de Minister om de erkenning in te trekken, aan de betrokken stamboekvereniging of de fokkerijgroepering mee.

§ 3. De aanvrager aan wie een erkenning geweigerd wordt na de heroverweging bedoeld in artikel 4, lid 3, of de stamboekvereniging of fokkerijgroepering waarvan de erkenning ingetrokken wordt, kan een beroep bij de Regering indienen overeenkomstig de bepalingen van artikel D.17, § 1, van het Wetboek, binnen de termijn bepaald in artikel D.166, § 5, van het Wetboek. De verzoeker dient zijn beroep bij de directeur van de Dienst in. De directeur maakt het beroep en de betwiste beslissing aan de Regering en gelijktijdig een afschrift van die documenten aan de Minister over.

§ 4. Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek kan de verzoeker op eigen aanvraag door de inspecteur-generaal van het Departement gehoord worden. Laatstgenoemde verzendt het proces-verbaal van dit verhoor aan de Regering.

De Regering beraadslaagt over het beroep binnen een termijn van negentig dagen na de datum van ontvangst van het beroep.

§ 5. De Regering maakt haar beslissing in verband met het beroep binnen zeven dagen na de datum van de beslissing van de Regering aan de Minister over. De directeur van de Dienst deelt de beslissing van de Regering in verband met het beroep binnen dertig dagen na de datum van de beslissing van de Regering aan de verzoeker mee, door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

§ 6. Overeenkomstig artikel D.166, § 1, lid 3, van het Wetboek, maakt de stamboekvereniging, indien haar erkenning ingetrokken wordt of indien een hernieuwing van de erkenning van de erkenning geweigerd wordt, een elektronisch afschrift van haar zoötechnisch gegevensbestand aan de Dienst over, overeenkomstig de door de Minister bepaalde modaliteiten.

§ 7. Een rechtspersoon mag geen erkenningsaanvraag als stamboekvereniging of fokkerijgroepering indienen tijdens het jaar volgend op :

1° hetzij de datum van kennisgeving van de intrekking van een erkenning;

2° hetzij de datum waarop de geldigheidsperiode van haar erkenning afgelopen is, wanneer een hernieuwingsaanvraag van de erkenning geweigerd is.

HOOFDSTUK III. — *Goedkeuring van de fokprogramma's*

Art. 7. § 1. De Dienst ontvangt :

1° elke aanvraag tot goedkeuring van een fokprogramma ingediend door een door de Minister erkende stamboekvereniging of fokkerijgroepering, overeenkomstig artikel 8 van Verordening nr. 2016/1012;

2° elke kennisgeving, overeenkomstig artikel 9 van Verordening nr. 2016/1012, van geplande wijzigingen van een fokprogramma die door de Minister goedgekeurd is, zoals bedoeld in paragraaf 2;

3° elke kennisgeving van het voornemen om het geografische gebied van een fokprogramma die door de Minister goedgekeurd is, uit te breiden, zoals bedoeld in paragraaf 2;

a) hetzij naar het grondgebied van een ander Lidstaat overeenkomstig artikel 12 van Verordening nr. 2016/1012;

b) hetzij naar het grondgebied van een ander Belgisch gewest overeenkomstig artikel 12 van Verordening nr. 2016/1012, waarin de bevoegde autoriteit van dat andere Belgische gewest als « de bevoegde autoriteit van die andere lidstaat » beschouwd wordt;

4° elke kennisgeving van het voornemen om, op het grondgebied van het Waalse Gewest, het geografische gebied van een fokprogramma uit te breiden :

a) hetzij goedgekeurd door een bevoegde overheid van een andere Lidstaat; de kennisgeving wordt dan overeenkomstig artikel 12 van Verordening nr. 2016/2012 gedaan;

b) hetzij goedgekeurd door een ander Belgisch gewest, waarbij de kennisgeving dan gedaan wordt overeenkomstig artikel 12 van Verordening nr. 2016/2012, waarin de bevoegde autoriteit van dat andere Belgische gewest als « de bevoegde autoriteit van die andere lidstaat » gelezen wordt.

De Minister stelt de formulieren vast die gebruikt dienen te worden om het volgende in te dienen :

1° een aanvraag bedoeld in lid 1, 1°;

2° een kennisgeving bedoeld in lid 1, 2° of 3°.

Die formulieren worden op de website van de Administratie bekendgemaakt.

Indien een aanvraag of een kennisgeving bedoeld in lid 1, 1°, 2° of 3° onvolledig is ten opzichte van de bepalingen die daarop betrekking hebben in Verordening nr. 2016/1012, verzoekt de directeur van de Dienst de aanvrager of verzender van de kennisgeving die te vervolledigen.

§ 2. Voor de toepassing van artikelen 8, § 3, 9 en 12, §§ 1 tot 2 en 4 tot 10, van Verordening nr. 2016/1012, kan de directeur van de Dienst als afgevaardigde van de Minister handelen.

§ 3. Verstuurd worden door elk middel dat een vaste datum verleent, overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek :

1° de kennisgeving aan de aanvrager door de directeur van de Dienst van de beslissing van de Minister of diens afgevaardigde, bedoeld in paragraaf 2, om een fokprogramma of de wijzigingen ervan goed te keuren of te weigeren;

2° de kennisgeving van een voornemen om het geografische gebied van een fokprogramma uit te breiden, gedaan door een door de Minister erkende stamboekvereniging of fokkerijgroepering en bedoeld in artikel 12, § 1, van Verordening nr. 2016/1012;

3° de kennisgevingen gedaan door de Minister, of diens afgevaardigde bedoeld in § 2, aan de bevoegde autoriteiten van de andere Lidstaten of van de andere Belgische gewesten, overeenkomstig artikel 12, §§ 2, 4, 9 en 11 van Verordening nr. 2016/1012.

Art. 8. § 1. De Minister is de bevoegde autoriteit die de erkenning van een fokprogramma intrekt, overeenkomstig artikel 47, § 1, lid 3, d), van Verordening nr. 2016/1012.

§ 2. De directeur van de Dienst deelt de beslissing van de Minister om de erkenning van het fokprogramma in te trekken aan de betrokken stamboekvereniging of de fokkerijgroepering mee, door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

§ 3. De stamboekvereniging of de fokkerijgroepering, die hetzij de kennisgeving bedoeld in artikel 7, § 3, 1°, waarbij de goedkeuring van een fokprogramma of de wijzigingen ervan geweigerd wordt, hetzij de kennisgeving van een intrekking van goedkeuring bedoeld in paragraaf 2 ontvangt, kan overeenkomstig de bepalingen van artikel D.17, § 1, van het Wetboek een beroep bij de Regering indienen, binnen de termijn bepaald in artikel D.166, § 5, van het Wetboek. De verzoeker dient zijn beroep bij de directeur van de Dienst in. De directeur maakt het beroep en de betwiste beslissing aan de Regering en gelijktijdig een afschrift van die documenten aan de Minister over.

§ 4. Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek kan de verzoeker op diens aanvraag door de inspecteur-generaal van het Departement gehoord worden. Laatstgenoemde verzendt de notulen van dit verhoor aan de Regering.

De Regering beraadslaagt over het beroep binnen een termijn van negentig dagen na de datum van ontvangst van het beroep.

§ 5. De Regering maakt haar beslissing met betrekking tot het beroep aan de Minister over, binnen zeven dagen na de datum van de beslissing van de Regering. De directeur van de Dienst deelt de beslissing van de Regering over het beroep aan de verzoeker mee binnen dertig dagen na de datum van de beslissing van de Regering, door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

Art. 9. Overeenkomstig de bepalingen van bijlage I, deel 3, 1., lid 2, van Verordening nr. 2016/1012 kunnen de stamboekverenigingen alternatieve geschikte methoden gebruiken die ten minste dezelfde zekerheid als een dekcertificaat bieden, in het kader van de fokprogramma's die ter goedkeuring aan de Minister of zijn afgevaardigde zoals bedoeld in artikel 7, § 2, voorgelegd worden, en die betrekking hebben op raszuivere fokpaarden en -ezels, indien die alternatieve methoden in overeenstemming zijn met de beginselen die zijn vastgelegd door de stamboekvereniging die het stamboek van de oorsprong van dat ras bijhoudt.

*HOOFDSTUK IV. — Inschrijving en registratie van fokdieren in stamboeken
en fokregisters en toelating van deze dieren tot de voortplanting*

Art. 10. Om een fokdier voor het eerst in de hoofdafdeling van een stamboek te registreren of het voor het eerst in een fokregister te registreren, voldoet, onverminderd de bepalingen in artikel 21 of 24 van Verordening nr. 2016/1012, de bevruchting die tot de geboorte van dat fokdier geleid heeft, :

a) hetzij aan het Belgische recht inzake diergezondheid indien die bevruchting op het grondgebied van het Waalse Gewest plaatsgevonden heeft en indien het stamboek of het fokregister in het kader van een fokprogramma goedgekeurd door de Minister zoals bedoeld in artikel 7, § 2, bijgehouden wordt, of waarvoor een aanvraag tot uitbreiding van het geografische gebied op het grondgebied van het Waalse Gewest door de Minister of diens afgevaardigde zoals bedoeld in artikel 7, § 2, goedgekeurd is;

b) hetzij aan het recht inzake diergezondheid van de Lidstaat op het grondgebied waarvan de door de Minister erkende stamboekvereniging of fokkerijgroepering een uitbreiding van het geografische gebied van het fokprogramma waaronder het betrokken stamboek of fokregister valt, verkregen heeft, indien die bevruchting op die uitbreiding van het geografische gebied plaatsgevonden heeft.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 21, § 6, en artikel 24, § 4, van Verordening nr. 2016/1012 kunnen de levende producten van de fokdieren die verzameld, geproduceerd, behandeld en opgeslagen zijn in een spermacentrum of sperma-opslagcentrum, in een embryo-opslagcentrum, door een embryoteam of embryoproductieteam of door specifiek gekwalificeerd personeel, erkend overeenkomstig het Belgische recht inzake diergezondheid, op het grondgebied van het Waalse Gewest gebruikt worden ten behoeve van artikel 21, §§ 1 en 4, en artikel 24, §§ 1 en 2, van Verordening nr. 2016/1012.

HOOFDSTUK V. — *Prestatieonderzoek en genetische evaluatie*

Art. 12. Overeenkomstig artikel 27, § 2, van Verordening nr. 2016/1012 kunnen derden waarvan de maatschappelijke zetel zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevindt, en die door stamboekverenigingen of fokkerijgroeperingen, erkend door de Minister, aangewezen zijn om prestatieonderzoeken of genetische evaluaties uit te voeren, daartoe een machtiging aan de Minister vragen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13, § 1.

Overeenkomstig artikel 27, § 4, van Verordening nr. 2016/1012 zijn de door de Minister gemachtigde derden verantwoordelijk ten aanzien van de Minister voor het waarborgen van de naleving van de voorschriften van Verordening nr. 2016/1012 die op dat uitbestede prestatieonderzoek of die uitbestede genetische evaluatie van toepassing zijn.

Art. 13. § 1. De Dienst ontvangt de aanvragen van de derden bedoeld in artikel 12, lid 1, met het oog op een erkenning :

1° hetzij als instelling belast met prestatieonderzoek;

2° hetzij als centrum voor genetische evaluatie.

De aanvragers dienen hun erkenningsaanvraag in als instelling belast met prestatieonderzoek of als centrum voor genetische evaluatie via het door de Minister vastgestelde formulier. Op dit formulier wordt de aanvrager verzocht om zijn contactgegevens te verstrekken, alsook informatie over de activiteiten uitgevoerd in verband met de vereisten in bijlage I, deel 2, en, in voorkomend geval, deel 3 van Verordening nr. 2016/1012 en informatie in verband met artikel 27, § 3, van Verordening nr. 2016/1012. Dit formulier wordt op de website van de Administratie bekendgemaakt.

Indien de aanvraag onvolledig is ten opzichte van de bepalingen bedoeld in lid 2, verzoekt de directeur van de Dienst de aanvrager die te vervolledigen.

§ 2. Wanneer de aanvraag volledig is, kent de Minister de erkenning bedoeld in paragraaf 1, lid 1, aan de derde toe.

§ 3. De directeur van de Dienst stelt de aanvrager door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, in kennis van de beslissing van de Minister om de erkenning bedoeld in paragraaf 1, lid 1, toe te kennen of te weigeren.

§ 4. Overeenkomstig artikelen D.6, § 5, en D.166, § 1, van het Wetboek worden de in paragraaf 1, lid 1, bedoelde erkenningen voor periodes van vijf jaar toegekend.

§ 5. Na afloop van een periode van vijf jaar wordt een erkenning opnieuw voor een nieuwe periode van vijf jaar toegekend indien :

1° in het jaar voorafgaand aan de einddatum van de geldigheid van de erkenning en uiterlijk zes maanden voor die datum de instelling belast met prestatieonderzoek of het centrum voor genetische evaluatie een nieuwe erkenningsaanvraag bij de Dienst indient, overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 1, waarin :

a) genoemde instelling of genoemd centrum vermeldt dat het om een hernieuwingsaanvraag van haar of zijn erkenning gaat;

b) genoemde instelling of genoemd centrum aantoont dat er nog steeds aan de toekenningsvoorwaarden van een dergelijke erkenning voldaan wordt;

2° de officiële controles die de Dienst op de activiteiten van de aanvrager uitvoert, overeenkomstig hoofdstuk X van Verordening nr. 2016/1012, geen terugkerende, voortdurende of algemene tekortkomingen op de bepalingen van Verordening nr. 2016/1012 vaststellen.

De hernieuwingsaanvragen van een erkenning worden zoals de erkenningsaanvragen behandeld.

§ 6. Indien de hernieuwing van een erkenning geweigerd wordt, in voorkomend geval na afloop van de beroepsprocedures ingediend door de aanvrager, eindigt de lopende erkenning na afloop van de geldigheidstermijn. De bepalingen van artikel 14, §§ 6 en 7, zijn dan van toepassing.

Art. 14. § 1. De Minister is de bevoegde autoriteit die een erkenning bedoeld in artikel 13, § 1, lid 1, intrekt wanneer die instelling belast met prestatieonderzoek of dit centrum voor genetische evaluatie op een terugkerende, voortdurende of algemene wijze :

a) hetzij niet aan de vereisten van artikel 27, § 3, of, in voorkomend geval, van § 5 van Verordening nr. 2016/1012 voldoet;

b) hetzij verantwoordelijk is voor tekortkomingen aan de vereisten in bijlage I, deel 2 en, in voorkomend geval, deel 3, van Verordening nr. 2016/1012 die aan de verwezenlijkte activiteiten gebonden zijn.

§ 2. De Directeur van de Dienst deelt aan de betrokken instelling belast met prestatieonderzoek of het centrum voor genetische evaluatie de beslissing van de Minister mee om de erkenning in te trekken, bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

§ 3. De aanvrager aan wie een erkenning geweigerd wordt, of de instelling belast met prestatieonderzoek of het centrum voor genetische evaluatie waarvan de erkenning ingetrokken wordt, kan bij de Regering een beroep indienen overeenkomstig de bepalingen van artikel D.17, § 1, van het Wetboek, binnen de termijn bepaald in artikel D.166, § 5, van het Wetboek. De verzoeker dient zijn beroep bij de directeur van de Dienst in. De directeur maakt het beroep en de betwiste beslissing aan de Regering en gelijktijdig een afschrift van die documenten aan de Minister over.

§ 4. Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek kan de aanvrager op zijn verzoek door de inspecteur-generaal van het Departement gehoord worden. Laatstgenoemde verzendt het proces-verbaal van dit verhoor aan de Regering.

De Regering beraadslaagt over het beroep binnen een termijn van negentig dagen na de datum van ontvangst van het beroep.

§ 5. De Regering maakt haar beslissing omtrent het beroep aan de Minister binnen zeven dagen na de datum van de beslissing van de Regering over. De directeur van de Dienst stelt de aanvrager binnen dertig dagen na de datum van de beslissing van de Regering in kennis van de beslissing van de Regering over het beroep, door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

§ 6. Overeenkomstig artikel D.166, § 1, lid 3, van het Wetboek maakt de instelling belast met prestatieonderzoek of het centrum voor genetische evaluatie, indien de erkenning ingetrokken wordt of indien een hernieuwing van de toekenning van de erkenning geweigerd wordt, een elektronisch afschrift van diens zoötechnische gegevensbestand aan de Dienst over, overeenkomstig de door de Minister bepaalde modaliteiten.

§ 7. Een rechtspersoon mag geen erkenningsaanvraag als instelling belast met prestatieonderzoek of centrum voor genetische evaluatie indienen tijdens het jaar volgend op :

1° hetzij de datum van kennisgeving van de intrekking van een erkenning;

2° hetzij de datum waarop de geldigheidsperiode van diens erkenning afgelopen is, wanneer een hernieuwingsaanvraag van de erkenning geweigerd is.

*HOOFDSTUK VI. — Zoötechnische certificaten en beperkingen
bij de uitgave van niet-conforme documenten of publicaties*

Art. 15. Overeenkomstig artikel 31, § 1, van Verordening nr. 2016/1012 kunnen de spermacentra of spermopslagcentra van raszuivere fokdieren het zoötechnische certificaat vergezeld van het sperma die ze afstaan, afgeven, op basis van de informatie ontvangen van de stamboekvereniging die het stamboek bijhoudt waarin het mannelijk donordier waarvan dit sperma afkomstig is, ingeschreven is, indien die centra krachtens artikel 21, §§ 1 of 2, gemachtigd zijn.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 31, § 2, van Verordening nr. 2016/1012 kunnen de typeformulieren bedoeld in artikel 30, § 6, b), van Verordening nr. 2016/1012 vervangen worden door andere documenten die die fokdieren vergezellen, indien :

1° voor fokrunderen, -varkens, -schapen, -geiten :

a) deze documenten de informatie vermeld in bijlage V, deel 2, hoofdstuk I, of in bijlage V, deel 3, hoofdstuk I, van Verordening nr. 2016/1012 bevatten, waarbij die informatie dan van hun desbetreffende nummer en titel vergezeld moet zijn, zoals in voorkomend geval vermeld in de typeformulieren voor zoötechnische certificaten voor de handel in raszuivere fokdieren en in de levende producten daarvan, die opgenomen zijn in bijlage van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/717 van de Commissie van 10 april 2017 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 2016/1012 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de typeformulieren voor zoötechnische certificaten voor fokdieren en de levende producten daarvan;

b) het fokprogramma een omschrijving bevat van de andere informatie die in de documenten bedoeld in a) vermeld zijn;

c) op deze documenten de vermeldingen bedoeld in bijlage V, deel 1, a), b) en c), van Verordening nr. 2016/1012 aangeduid worden, alsook de vermelding « Dit document bevat de informatie vereist bij Verordening (EU) nr. 2016/1012 voor een zoötechnisch certificaat ».

2° voor levende producten van fokrunderen, -varkens, -schapen, -geiten, -paarden, en -ezels :

a) de bepalingen van artikel 31, paragraaf 2, b), van Verordening nr. 2016/1012, nageleefd worden;

b) op deze documenten de vermeldingen bedoeld in bijlage V, deel 1, a), b) en c), van Verordening nr. 2016/1012 aangeduid worden, alsook de vermelding « Dit document bevat de informatie vereist bij Verordening (EU) nr. 2016/1012 voor een zoötechnisch certificaat ».

Art. 17. § 1. Overeenkomstig artikel 1, § 5, van Verordening nr. 2016/1012 is het, voor de soorten bedoeld in artikel 2 van Verordening nr. 2016/1012, verboden om documenten waarvan de benaming of de inhoud soortgelijk aan een zoötechnisch certificaat is in de zin van artikel 2, 20), van Verordening nr. 2016/1012, op papier of in elektronische vorm te publiceren, indien aan één van de volgende voorwaarden voldaan wordt :

1° het dier neemt niet aan een fokprogramma goedgekeurd overeenkomstig artikel 8, § 3, van Verordening nr. 2016/1012 deel;

2° het dier neemt aan een fokprogramma deel waarvan de goedkeuring geschorst of ingetrokken wordt, overeenkomstig artikel 47 van Verordening nr. 2016/1012;

3° het dier neemt aan een fokprogramma goedgekeurd overeenkomstig artikel 8, § 3, van Verordening nr. 2016/1012 deel, maar :

a) hetzij het document voldoet niet aan alle eigenschappen vereist voor een zoötechnisch certificaat bedoeld in artikelen 30, 31, 32 of 33 van Verordening nr. 2016/1012 of, in voorkomend geval, in artikel 15 of 16;

b) hetzij het document bevat tenminste één genealogisch gegeven of een resultaat van prestatieonderzoek of genetische evaluatie behaald buiten het kader van dit fokprogramma.

In afwijking van de bepalingen in lid 1 is het publicatieverbod niet van toepassing wanneer op elke bladzijde van het document de volgende vermelding duidelijk aangebracht is : « Dit document is geen zoötechnisch certificaat in de zin van Verordening (EG) nr. 2016/1012. ».

§ 2. Overeenkomstig artikel 1, § 5, van Verordening nr. 2016/1012 is het, voor de soorten bedoeld in artikel 2 van Verordening nr. 2016/1012, verboden om een publicatie op het grondgebied van het Waalse Gewest, op papier of in elektronische vorm, te verspreiden die anders is dan het document bedoeld in paragraaf 1 en die een genealogisch gegeven of een resultaat van prestatieonderzoek of van genetische evaluatie bevat, indien aan een van de volgende voorwaarden voldaan wordt :

1° het dier neemt niet aan een fokprogramma goedgekeurd overeenkomstig artikel 8, § 3, van Verordening nr. 2016/1012 deel;

2° het dier neemt aan een fokprogramma deel waarvan de goedkeuring geschorst of ingetrokken wordt, overeenkomstig artikel 47 van Verordening nr. 2016/1012, en het genealogische gegeven of het resultaat van het prestatieonderzoek of van de genetische evaluatie is na die schorsing of intrekking van goedkeuring behaald;

3° het dier neemt aan een fokprogramma goedgekeurd overeenkomstig artikel 8, § 3, van Verordening nr. 2016/1012 deel, maar het gepubliceerde genealogische gegeven of het gepubliceerde resultaat van het prestatieonderzoek of van de genetische evaluatie is buiten het kader van dit fokprogramma behaald.

In afwijking van de bepalingen in lid 1, wordt het verbod op verspreiding opgeheven indien het gepubliceerde genealogische gegeven of het gepubliceerde resultaat van het prestatieonderzoek of van de genetische evaluatie op de bladzijde van de publicatie ervan vergezeld gaat van de volgende duidelijke vermelding : « Deze informatie werd buiten het wettelijke kader van Verordening (EU) nr. 2016/1012 behaald ».

Art. 18. Overeenkomstig artikel 32, § 3, van Verordening nr. 2016/1012 kan de informatie vermeld in bijlage V, deel 2, hoofdstuk I, § 1, *m)*, van Verordening nr. 2016/1012, wanneer de bijgewerkte resultaten van het prestatieonderzoek of van de genetische evaluatie van raszuivere fokpaarden en -ezels op een website bekendgemaakt worden, niet opgenomen worden op het document bedoeld in artikel 32, § 1, van Verordening nr. 2016/1012, op voorwaarde dat de stamboekvereniging in dit document naar die website verwijst.

Overeenkomstig artikel 32, § 4, van Verordening nr. 2016/1012, kunnen de resultaten van prestatieonderzoeken, de bijgewerkte resultaten van de genetische evaluatie, de genetische anomalieën en bijzonderheden in verband met het fokprogramma, vermeld in bijlage V, deel 2, hoofdstuk I, § 1, *m)*, in het geval van raszuivere fokpaarden en -ezels, alsook, in voorkomend geval, voor drachtige vrouwelijke dieren, de datum van inseminatie of paring en de identificatie van het bevruchtende mannelijke dier, in andere documenten vermeld worden dan in het levenslang geldig identificatiedocument bedoeld in artikel 32, § 1, van Verordening nr. 2016/1012, op voorwaarde dat deze documenten afgegeven worden door de stamboekvereniging die het stamboek bijhoudt waarin dat raszuivere fokdier geregistreerd is.

HOOFDSTUK VII. — Officiële controles en andere officiële activiteiten, administratieve bijstand, samenwerking en handhaving door de lidstaten

Art. 19. Overeenkomstig artikel 39, § 1, van Verordening nr. 2016/1012, wordt de Dienst, vertegenwoordigd door diens personeelsleden aangewezen in artikel R.93^{ter} van het reglementair deel van het Milieuwetboek, aangewezen als de bevoegde autoriteit die verantwoordelijk is voor het verrichten van officiële controles ter verificatie van de naleving door de operatoren van de voorschriften van Verordening nr. 2016/1012 en andere officiële activiteiten om de toepassing van die voorschriften te waarborgen.

De directeur van de Dienst is de bevoegde autoriteit :

1° om de nodige maatregelen te treffen bij vastgestelde niet-naleving bedoeld in artikel 47, § 1, leden 1, 2, en 3, *a)*, *b)*, *c)* en *f)*, van Verordening nr. 2016/1012;

2° om de maatregelen die hij krachtens 1° genomen heeft, te wijzigen, te schorsen of in te trekken, overeenkomstig artikel 47, § 3, van Verordening nr. 2016/1012.

HOOFDSTUK VIII. — Andere bepalingen tot regeling van fokkerij Afdeling 1 - Bepalingen betreffende kunstmatige inseminatie voor raszuivere fokdieren

Art. 20. Deze afdeling betreft raszuivere fokrunderen, -varkens, -schapen, -geiten en -paarden wanneer niet aan de toepassingsvoorwaarde bedoeld in artikel 1, § 2, van Verordening nr. 2016/1012 voldaan wordt.

Art. 21. § 1. Overeenkomstig artikel D.166, § 2, van het Wetboek is elk spermacentrum gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest ertoe gemachtigd sperma van mannelijke donordieren als sperma van raszuiver fokdier te winnen, te bewerken en op te slaan indien het :

1° een spermacentrum is dat voor de handel in dergelijke goederen binnen de Unie erkend is overeenkomstig de EU-wetgeving inzake diergezondheid of overeenkomstig de Belgische wetgeving inzake diergezondheid;

2° de Dienst de machtiging gevraagd heeft om deze activiteiten uit te voeren en een bericht van ontvangst van deze aanvraag ontvangen heeft;

3° de bepalingen van artikelen 22, §§ 1 en 3, en 24, alsook, in voorkomend geval, die van artikel 22, § 2, naleeft;

4° de Dienst op diens verzoek alle informatie ter beschikking stelt die nodig is voor het toezicht op deze bepalingen.

§ 2. Overeenkomstig artikel D.166, § 2, van het Wetboek, is elk sperma-opslagcentrum gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest ertoe gemachtigd sperma als sperma van raszuiver fokdier op te slaan indien het :

1° een sperma-opslagcentrum is dat voor de handel in dergelijke goederen binnen de Unie erkend is overeenkomstig de EU-wetgeving inzake diergezondheid of overeenkomstig de Belgische wetgeving inzake diergezondheid;

2° de Dienst de machtiging gevraagd heeft om deze activiteiten uit te voeren en een bericht van ontvangst van dit verzoek ontvangen heeft;

3° de bepalingen van artikelen 22, §§ 2 en 3, en 24, naleeft;

4° de Dienst op diens verzoek alle informatie ter beschikking stelt die nodig is voor het toezicht op deze bepalingen.

§ 3. Overeenkomstig artikel D.166, § 2, van het Wetboek, is elk spermacentrum of sperma-opslagcentrum al dan niet gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest ertoe gemachtigd sperma als sperma van raszuiver fokdier op het grondgebied van het Waalse Gewest te verdelen indien het :

1° een spermacentrum of sperma-opslagcentrum is dat voor de handel in dergelijke goederen binnen de Unie erkend is overeenkomstig de EU-wetgeving inzake diergezondheid of, indien het aan deze voorwaarde niet voldoet en indien het op het Belgisch grondgebied gevestigd is, overeenkomstig de Belgische wetgeving inzake diergezondheid;

2° de bepalingen van artikelen 23 en 24 in acht neemt;

3° hetvolgende communiceert met diens klanten door middel van catalogi, advertenties of website :

a) hetzij de meest recente bijgewerkte waarden van de resultaten van prestatieonderzoeken of genetische evaluaties van de mannelijke spermadonor, wanneer ze in het kader van een fokprogramma gepubliceerd worden, alsook de bron van die resultaten en de datum waarop die behaald zijn;

b) hetzij een verwijzing naar de website waar de onder *a)* bedoelde informatie geraadpleegd kan worden;

4° de Dienst op diens verzoek alle informatie ter beschikking stelt die nodig is voor het toezicht op deze bepalingen.

Wanneer het voornemens is voor het eerst een beroep te doen op de afwijking bedoeld in artikel 23, lid 3, stelt het in lid 1 bedoelde spermacentrum of sperma-opslagcentrum de Dienst op voorhand in kennis en wacht het het bericht van ontvangst van die kennisgeving af.

§ 4. De Minister stelt een formulier op waarmee de spermacentra of sperma-opslagcentra een of meerdere machtigingen bedoeld in paragrafen 1 en 2 aanvragen. Dit formulier laat het deze centra of opslagcentra toe de Dienst indien nodig te verwittigen, overeenkomstig paragraaf 3, lid 2. Dit formulier wordt op de website van de Administratie bekendgemaakt.

De Dienst publiceert op de website van de Administratie een lijst van de krachtens paragrafen 1 en 2 erkende centra, alsook de centra die de Dienst overeenkomstig paragraaf 3, lid 2, verwittigd hebben.

§ 5. Onverminderd mogelijke strafrechtelijke vervolging trekt de Minister of zijn in artikel 7, § 2, bedoelde afgevaardigde, in geval van herhaalde niet-inachtneming van de machtigingsvoorwaarden bedoeld in paragrafen 1, 2, of 3, de desbetreffende machtiging in.

De directeur van de Dienst stelt het spermacentrum of sperma-opslagcentrum via een van de in artikel D.15 van het Wetboek bedoelde middelen in kennis van de intrekking van de machtiging.

Na ontvangst van de in lid 2 bedoelde kennisgeving kan het spermacentrum of sperma-opslagcentrum een beroep bij de Regering indienen overeenkomstig de bepalingen van artikel D.17, § 1, van het Wetboek, binnen de termijn bepaald in artikel D.166, § 5, van het Wetboek. De verzoeker dient zijn beroep bij de directeur van de Dienst in. De directeur maakt het beroep en de betwiste beslissing aan de Regering en gelijktijdig een afschrift van die documenten aan de Minister over.

Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek kan de aanvrager op zijn verzoek door de inspecteur-generaal van het Departement gehoord worden. Laatstgenoemde verzendt het proces-verbaal van dit verhoor aan de Regering. De beslissing tot intrekking van de machtiging wordt niet geschorst door een beroep in te dienen.

De Regering beraadslaagt over het beroep binnen een termijn van negentig dagen na de datum van ontvangst van het beroep.

De Regering maakt haar beslissing over het beroep binnen zeven dagen na de datum van de beslissing van de Regering aan de Minister over. De directeur van de Dienst stelt de aanvrager binnen dertig dagen na de datum van de beslissing van de Regering in kennis van de beslissing van de Regering over het beroep, door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

Art. 22. § 1. Onverminderd de veterinairerechtelijke voorschriften, wordt het mannelijke dier, om tot een erkend spermacentrum bedoeld in artikel 21, § 1, toegelaten te worden, zodat zijn sperma gewonnen, bewerkt of opgeslagen wordt als sperma van raszuiver fokdier, vergezeld van een zoötechnisch certificaat conform de bepalingen van hoofdstuk VII van Verordening nr. 2016/1012 en, in voorkomend geval, van artikel 16.

§ 2. Onverminderd de veterinairerechtelijke voorschriften, wordt het sperma, om als sperma van raszuiver fokdier tot een erkend spermacentrum bedoeld in artikel 21, § 1, toegelaten te worden, zonder er gewonnen geweest zijn, of in een erkend sperma-opslagcentrum bedoeld in artikel 21, § 2, vergezeld van een zoötechnisch certificaat conform de bepalingen van hoofdstuk VII van Verordening nr. 2016/1012 en, in voorkomend geval, van artikelen 15 en 16.

§ 3. Wanneer het sperma, als sperma van raszuiver fokdier, afgestaan wordt aan een ander spermacentrum of sperma-opslagcentrum dat voor de handel in dergelijke goederen binnen de Unie erkend is overeenkomstig de EU-wetgeving inzake diergezondheid of overeenkomstig de Belgische wetgeving inzake diergezondheid, voegt het gemachtigd spermacentrum bedoeld in artikel 21, § 1, of het gemachtigd sperma-opslagcentrum bedoeld in artikel 21, § 2, een zoötechnisch certificaat conform de bepalingen van hoofdstuk VII van Verordening nr. 2016/1012 en, in voorkomend geval, van artikelen 15 en 16 bij het sperma.

Art. 23. Onverminderd de veterinairerechtelijke voorschriften wordt het sperma dat op het grondgebied van het Waalse Gewest als sperma van raszuiver mannelijk fokdier verdeeld wordt, gewonnen, bewerkt en opgeslagen in een spermacentrum of sperma-opslagcentrum erkend voor de handel in dergelijke goederen binnen de Unie, overeenkomstig de EU-wetgeving inzake diergezondheid of, indien het niet aan deze voorwaarde voldoet en indien het op het Belgisch grondgebied gevestigd is, overeenkomstig de Belgische wetgeving inzake diergezondheid.

Het in lid 1 bedoelde sperma gaat vergezeld van een zoötechnisch certificaat conform de bepalingen van hoofdstuk VII van Verordening nr. 2016/1012 en, in voorkomend geval, van artikelen 15 of 16, of van een leesbaar afschrift van het zoötechnisch certificaat van het mannelijk donordier; dit certificaat, of dit afschrift, wordt aan de verantwoordelijke van het te insemineren vrouwelijk dier overhandigd.

In afwijking van de bepalingen in lid 2, kan het zoötechnisch certificaat vervangen worden door een document dat aan de bepalingen in bijlage 1 voldoet. Deze vervanging wordt toegestaan indien het spermacentrum of sperma-opslagcentrum zelf vóór het begin van de verdeling een leesbaar afschrift van het zoötechnisch certificaat van het mannelijke donordier of van het sperma overmaakt aan elke stamboekvereniging die een geboorteregister of stamboek op het grondgebied van het Waalse Gewest bijhoudt waarin een nakomeling van het mannelijke donordier geregistreerd of ingeschreven kan zijn. De stamboekvereniging die een dergelijk afschrift ontvangt, maakt een bericht van ontvangst aan het spermacentrum of sperma-opslagcentrum die het afschrift verstuurd heeft, over.

Art. 24. Indien het zoötechnisch certificaat bedoeld in artikel 22, §§ 1, 2 of 3, of in artikel 23, lid 2, of het afschrift van het zoötechnisch certificaat van de mannelijke donor bedoeld in artikel 23, leden 2 en 3, geen melding maakt van de gebruikte methode overeenkomstig artikel 22, §§ 1 en 2, van Verordening nr. 2016/1012 om de identiteit van de raszuivere fokdieren die gebruikt zijn om sperma te winnen na te gaan of van de resultaten van de verificatie van deze identiteit, moet een document met deze informatie bij het zoötechnisch certificaat of een afschrift van het zoötechnisch certificaat van de mannelijke donor gevoegd worden.

Art. 25. De Dienst verricht ten minste één inspectie per jaar van de spermacentra of sperma-opslagcentra die op de in artikel 21, § 4, lid 2, bedoelde lijst vermeld worden.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen betreffende paardachtigen

Onderafdeling 1. — Coördinatieorgaan voor de fokkerij van paardachtigen

Art. 26. Overeenkomstig artikel D.169, § 1, van het Wetboek kan de Minister een of meerdere van de volgende opdrachten toevertrouwen aan elke coördinatieorgaan voor de fokkerij van paardachtigen :

- 1° de identificatie van de door de moeder gezoogde veulens organiseren;
- 2° de medewerking coördineren tussen de stamboekverenigingen die het wensen;
- 3° het organiseren van of medewerken bij de organisatie van regionale of nationale evenementen;
- 4° de fokkerij van paardachtigen bevorderen;
- 5° het ondersteunen van de administratie bij het samenstellen van de dossiers in verband met de toekenning van subsidies aan paardenfokkers;
- 6° het verzamelen van gegevens van paardenwedstrijden.

De in lid 1 bedoelde opdrachten worden aan een instelling toevertrouwd die :

- 1° haar maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest heeft;
- 2° in de vorm van een vereniging zonder winstgevend oogmerk opgericht is;
- 3° elke in het Waalse Gewest erkende stamboekvereniging toelaat om lid te worden;
- 4° statutair geen discriminatie tussen de leden toelaat;
- 5° over een technisch reglement beschikt waarin de procedure voor de identificatie van de door de moeder gezoogde veulens bepaald wordt, en de identificatieprocedures voor de toepassing van de alternatieve methoden die overeenkomstig artikel 9 genomen worden, indien goedgekeurde fokprogramma's uitgevoerd door diens leden die voorzien.

Onderafdeling 2. — Omzetting van richtlijn 90/428/EEG van de Raad van 26 juni 1990
inzake het handelsverkeer in voor wedstrijden bestemde paardachtigen
en houdende vaststelling van de voorwaarden voor deelneming aan deze wedstrijden

Art. 27. Richtlijn 90/428/EEG van de Raad van 26 juni 1990 inzake het handelsverkeer in voor wedstrijden bestemde paardachtigen en houdende vaststelling van de voorwaarden voor deelneming aan deze wedstrijden wordt bij deze onderafdeling omgezet.

Art. 28. Bij de organisatie van een wedstrijd mag er in de wedstrijdregels geen discriminatie gemaakt worden tussen :

- 1° raszuivere fokpaarden en -ezels die aan een fokprogramma in de Lidstaat waar de wedstrijd georganiseerd wordt deelnemen, en raszuivere fokpaarden en -ezels die aan een fokprogramma in een andere Lidstaat deelnemen;
- 2° paardachtigen uit de Lidstaat waar de wedstrijd georganiseerd wordt en paardachtigen uit een andere lidstaat.

Art. 29. Artikel 28 is van toepassing :

- 1° op de minimale of maximale criteria in verband met de inschrijving aan de wedstrijd;
- 2° op de beoordeling tijdens de wedstrijd;
- 3° op de opbrengsten of winsten die uit de wedstrijd kunnen voortvloeien.

Art. 30. De in artikel 28 vermelde verplichtingen doen geen afbreuk aan de organisatie van wedstrijden of evenementen van een van de volgende types :

- 1° wedstrijden bestemd voor raszuivere fokpaarden en -ezels die aan een bepaald fokprogramma deelnemen om een verbetering van het ras mogelijk te maken;
- 2° regionale wedstrijden met het oog op de selectie van paardachtigen;
- 3° evenementen met een historisch of traditioneel karakter.

Art. 31. Overeenkomstig artikel 1, § 1, van de beschikking 92/216/EEG van de Commissie van 26 maart 1992 met betrekking tot het verzamelen van de gegevens over wedstrijden voor paardachtigen als bedoeld in artikel 4, § 2, van Richtlijn 90/428/EEG van de Raad, wijst de Minister de coördinerende autoriteit aan die verantwoordelijk is voor het verzamelen van gegevens over wedstrijden voor paardachtigen als bedoeld in artikel 30. Enkel een coördinerende orgaan voor de fokkerij van paardachtigen, als bedoeld in artikel 26, kan als coördinerende autoriteit aangewezen worden.

Ten minste drie maanden vóór de organisatie van de in artikel 30 bedoelde wedstrijden voor paardachtigen, verstuurt elke organisator aan de coördinerende autoriteit, aangewezen overeenkomstig lid 1, de lijst van de beoogde wedstrijden of evenementen, met vermelding van het overeenkomstige type als bedoeld in artikel 30. De coördinerende autoriteit publiceert deze wedstrijdenlijst op haar website, waarvan het adres via de Dienst aan de andere Lidstaten en aan het publiek meegedeeld wordt.

Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen betreffende pluimveehouderij

Onderafdeling 1. — Registratie van gespecialiseerde pluimveebedrijven

Art. 32. De Dienst registreert de gespecialiseerde pluimveebedrijven en kent hen het apart nummer bedoeld in artikel 2 van Verordening nr. 617/2008 toe.

Art. 33. Om de registratie van een broederij te verkrijgen en de machtiging te behouden om het apart nummer te gebruiken, doet diens uitbater het volgende :

- 1° hij dient bij de Dienst een schriftelijke, gedateerde en ondertekende aanvraag tot registratie in, met vermelding van :
 - a) de benaming van de broederij;
 - b) het adres van de maatschappelijke zetel;
 - c) het adres van de broedinstallaties;

- d) de capaciteit van de installaties;
- e) de begindatum van de activiteiten in verband met het uitbroeden;
- f) de soorten, categorieën en types van het betrokken pluimvee;
- g) het bewijs van de sanitaire keuring toegekend door de bevoegde autoriteiten;
- 2° hij houdt het register bedoeld in artikel 6 van Verordening nr. 617/2008 bij;
- 3° hij deelt de Dienst maandelijks binnen vijftien dagen na de betrokken maand de informatie bedoeld in artikel 8, § 1, van Verordening nr. 617/2008 mee;
- 4° binnen vijftien dagen deelt hij de Dienst elke wijziging met betrekking tot de krachtens 1° verstrekte informatie, alsook elke tijdelijke of definitieve stopzetting van de activiteiten in verband met het uitbroeden mee;
- 5° hij voldoet aan de bepalingen van Verordening nr. 617/2008 betreffende het merken van broedeieren, de verpakkingen van kuikens, de begeleidende documenten en het gebruik van uit de broedmachine gehaalde eieren;
- 6° hij onderwerpt de broederij aan de controles van de Dienst.

De in lid 1, 3°, bedoelde informatie wordt verstrekt door voor elke soort, categorie en type het volgende te vermelden :

- 1° het aantal broedeieren dat in de vorige maand ingelegd is;
- 2° het aantal broedeieren bestemd voor de intracommunautaire handel en de uitvoer naar derde landen, en de Lidstaat of het derde land van bestemming;
- 3° het aantal uitgekomen kuikens dat bestemd is om daadwerkelijk gebruikt te worden;
- 4° het aantal eendagskuikens bestemd voor de intracommunautaire handel en de uitvoer naar derde landen, en de Lidstaat of het derde land van bestemming.

Art. 34. Om de registratie van een pluimvee-selectiebedrijf of een pluimvee-vermeerderingsbedrijf te verkrijgen en de machtiging te behouden om het apart nummer te gebruiken, doet diens uitbater het volgende :

1° hij dient bij de Dienst een schriftelijke, gedateerde en ondertekende aanvraag tot registratie in, met vermelding van :

- a) de benaming van het selectie- of vermeerderingsbedrijf;
- b) het adres van de maatschappelijke zetel;
- c) het adres van de fokkerij-installaties;
- d) de capaciteit van de installaties : aantal vrouwelijke en mannelijke dieren;
- e) de begindatum van de selectie- of vermeerderingsactiviteiten;
- f) de soort, categorie en het type van het betrokken pluimvee;
- g) het bewijs van de sanitaire keuring toegekend door de bevoegde autoriteiten;
- 2° hij houdt een bedrijfsregister bij waarin de volgende gegevens vermeld zijn, per soort, categorie en type :
 - a) het aantal voor productie ingezet vrouwelijk pluimvee, de datum waarop het in productie genomen wordt en het apart nummer van de broederij waarvan de kuikens afkomstig zijn, inclusief wanneer die kuikens in een ander bedrijf gefokt zijn vóór hun aankomst in het pluimvee-selectie- of vermeerderingsbedrijf;
 - b) het aantal geproduceerde broedeieren en het apart nummer van de broederij van bestemming;
 - c) het aantal uit productie genomen pluimvee en de datum waarop het uit productie genomen wordt;
- 3° hij deelt de Dienst de volgende informatie binnen vijftien dagen na de datum waarop een nieuwe zending pluimvee in productie genomen wordt mee :
 - a) het aantal voor productie ingezet vrouwelijk pluimvee, de datum waarop het in productie genomen wordt en het apart nummer van de broederij waarvan de kuikens afkomstig zijn, inclusief wanneer die kuikens in een ander bedrijf gefokt zijn vóór hun aankomst in het pluimvee-selectie- of vermeerderingsbedrijf;
 - b) de soort, categorie en het type van het betrokken pluimvee;
 - c) het apart nummer van de broederij van bestemming voor de geproduceerde broedeieren;
 - d) de voorziene productietermijn;
- 4° hij deelt de Dienst mee dat een zending pluimvee uit productie genomen is binnen 15 dagen na de datum waarop het uit productie genomen is;
- 5° binnen vijftien dagen deelt hij de Dienst elke wijziging met betrekking tot de krachtens 1° verstrekte informatie, alsook elke tijdelijke of definitieve stopzetting van de selectie- of vermeerderingsactiviteiten mee;
- 6° hij voldoet aan de bepalingen van Verordening nr. 617/2008 betreffende het merken van broedeieren, de verpakkingen ervan en de begeleidende documenten;
- 7° hij onderwerpt het pluimvee-selectiebedrijf en -vermeerderingsbedrijf aan de controles van de Dienst.

Art. 35. De Minister stelt een formulier op waarmee de uitbater van een gespecialiseerd pluimveebedrijf een aanvraag als bedoeld in artikel 33, lid 1, 1°, of 34, 1°, indient. Dit formulier wordt op de website van de Administratie bekendgemaakt.

De Dienst publiceert op de website van de Administratie de lijst van de geregistreerde gespecialiseerde pluimveebedrijven die over een apart nummer beschikken.

Art. 36. § 1. Een gespecialiseerd pluimveebedrijf ziet diens machtiging om het apart nummer te gebruiken ingetrokken in een van de volgende gevallen :

1° het gespecialiseerd pluimveebedrijf dient een vrijwillige aanvraag bij de Dienst in om afstand van het gebruik van het apart nummer te doen;

2° de herhaalde niet-inachtneming van de voorwaarden in verband met de registratie en het behoud van de machtiging voor het gebruik van het apart nummer als bedoeld in artikel 33 voor een broederij of in artikel 34 voor een pluimvee-selectie- of vermeerderingsbedrijf wordt vastgesteld.

§ 2. De directeur van de Dienst is verantwoordelijk voor de intrekking van de machtiging voor het gebruik van het apart nummer en dient het gespecialiseerd pluimveebedrijf daarvan in kennis stellen door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent, overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

Het gespecialiseerde pluimveebedrijf dat de kennisgeving bedoeld in lid 1 ontvangt, kan binnen een termijn van vijfenveertig dagen een beroep bij de inspecteur-generaal van het Departement indienen overeenkomstig de bepalingen van artikel D.17, § 1, van het Wetboek. De inspecteur-generaal van het Departement verstuurt een afschrift van het beroep en van de betwiste beslissing aan de directeur van de Dienst.

Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek kan de aanvrager op zijn verzoek door de inspecteur-generaal van het Departement gehoord worden. Laatstgenoemde verzendt de notulen van dit verhoor aan de aanvrager. De beslissing tot intrekking van de machtiging wordt niet geschorst door een beroep in te dienen.

De inspecteur-generaal van het Departement neemt een beslissing over het beroep binnen negentig dagen vanaf de datum van ontvangst van het beroep, en maakt die beslissing aan de aanvrager bekend binnen dertig dagen na de datum van zijn beslissing, door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek. Hij maakt op dezelfde dag een afschrift van zijn beslissing aan de directeur van de Dienst over.

Onderafdeling 2. — Merken van de broedeieren

Art. 37. Overeenkomstig artikel 3, § 3, van Verordening nr. 617/2008, worden broedeieren, indien ze van een pluimvee-selectie- of vermeerderingsbedrijf als bedoeld in artikel 34 in een geregistreerde broederij ingelegd worden, individueel gemerkt door het pluimvee-selectie- of vermeerderingsbedrijf waar ze geproduceerd worden, door middel van een zwart en onuitwisbaar stempel met een vlak van minimaal 10 mm².

HOOFDSTUK IX. — *Sancties*

Art. 38. De overtredingen van de bepalingen van Verordening nr. 2016/1012 worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel XIII van het Wetboek.

HOOFDSTUK X. — *Omzetting van Richtlijn 90/427/EEG*

Art. 39. Bij dit hoofdstuk wordt artikel 8, § 1, van Richtlijn 90/427/EEG van de Raad van 26 juni 1990 tot vaststelling van zoötechnische en genealogische voorschriften voor het intracommunautaire handelsverkeer in paardachtigen omgezet.

Art. 40. Overeenkomstig artikel 64, § 3, van Verordening nr. 2016/1012 gaan raszuivere fokpaarden en -ezels tijdens het transport vergezeld van het levenslang geldig identificatiedocument opgesteld door de Commissie overeenkomstig artikel 32, §§ 1 en 2, van Verordening nr. 2016/1012. Dit levenslang geldig identificatiedocument vergezelt de paardachtige tijdens elk transport tot aan de bestemming en wordt elke keer dat een agent aangewezen in artikel R.93ter van het reglementair deel van het Milieuwetboek het wenst, vorgelegd.

Het identificatiedocument bedoeld in lid 1 wordt door de stamboekvereniging die het stamboek bijhoudt waarin het raszuiver fokpaard of de raszuivere fokezel ingeschreven is, afgegeven.

HOOFDSTUK XI. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 41. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 23 september 1971 betreffende de verbetering van het rundveeras, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009;

2° het koninklijk besluit van 28 augustus 1991 betreffende wederzijdse bijstand tussen de administratieve autoriteiten in veterinaire en zoötechnische wetgeving;

3° het koninklijk besluit van 25 mei 1992 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de handel in rasdieren;

4° het koninklijk besluit van 2 september 1992 betreffende de verbetering van de fokvarkens, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 januari 1993 en 13 juli 2001 en bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009;

5° het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 betreffende de verbetering van de schapen- en geitenrassen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 januari 1995 en 20 juli 2000 en bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009;

6° het koninklijk besluit van 9 december 1992 betreffende veterinairerechtelijke voorwaarden aangaande de produktie, de behandeling, de bewaring, het gebruik, het intracommunautair handelsverkeer en de invoer van rundersperma, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007;

7° het koninklijk besluit van 9 december 1992 betreffende de produktie, de handel, het intracommunautair handelsverkeer en de invoer van varkensperma;

8° het koninklijk besluit van 10 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2009;

9° het koninklijk besluit van 31 december 1992 betreffende de veterinaire en zoötechnische controles die van toepassing zijn op het intracommunautaire handelsverkeer van sommige levende dieren en produkten;

10° het koninklijk besluit van 31 januari 1997 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de invoer uit derde landen van dieren, sperma, eicellen en embryo's;

11° het koninklijk besluit van 2 juni 1998 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de verbetering en de instandhouding van de pluimvee- en konijnenrassen;

12° het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 houdende regeling van het prestatieonderzoek, de genetische waardebeoordeling, de kunstmatige inseminatie en de toelating van raszuivere fokrunderen tot de voortplanting;

13° het ministerieel besluit van 27 februari 1991 betreffende de verbetering van het rundveeras, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2015;

14° het ministerieel besluit van 25 maart 1991 tot oprichting van een Genetische Commissie voor de melkproductiegeschiktheid bij runderen;

15° het ministerieel besluit van 3 september 1992 betreffende de verbetering van de fokvarkens;

16° het ministerieel besluit van 21 oktober 1992 betreffende de verbetering van de schapen- en geitenrassen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 10 januari 1995, 8 mei 1998 en 21 december 2001;

17° het ministerieel besluit van 10 december 1992 betreffende de productie, de handel, het intracommunautair handelsverkeer en de invoer van varkenssperma;

18° het ministerieel besluit van 23 december 1992 betreffende de verbetering van paardachtigen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 14 oktober 1996;

19° het ministerieel besluit van 10 juni 1993 betreffende de registratie en de inschrijving in het stamboek van uit kunstmatige inseminatie en embryo-transplantatie geboren kalveren;

20° het ministerieel besluit van 17 september 1998 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 2 juni 1998 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de verbetering en de instandhouding van de pluimvee- en konijnenrassen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 6 januari 2000.

HOOFDSTUK XII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 42. Overeenkomstig artikel 64, § 4, van Verordening nr. 2016/1012, worden geacht erkend te zijn als stamboekverenigingen uit hoofde van dezelfde verordening, fokkersverenigingen en fokkerij-organisaties als bedoeld :

1° in bijlage, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 2004 betreffende de erkenning van de verenigingen voor de fokkerij van paardachtigen,

2° in bijlage, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 tot vaststelling van erkenningen in het kader van de verbetering van schapen- en geitenrassen,

3° in bijlage van het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 2006 tot vaststelling van erkenningen in het kader van de verbetering van het varkensras.

Overeenkomstig artikel 64, § 5, van Verordening nr. 2016/1012, worden geacht erkend te zijn uit hoofde van dezelfde verordening, de fokprogramma's uitgevoerd door de fokkersverenigingen en fokkerij-organisaties als bedoeld in het eerste lid.

Wanneer een fokkersvereniging of fokkerij-organisatie als bedoeld in het eerste lid een fokprogramma uitvoert op het grondgebied van een ander Belgisch gewest op het moment van inwerkingtreding van dit besluit, brengt ze de Dienst daar op de hoogte van ten laatste op de datum van inwerkingtreding van dit besluit. De directeur van de Dienst stelt de betrokken bevoegde autoriteit van dit andere gewest in kennis van de uitvoering van dit fokprogramma op het grondgebied van dit andere gewest.

Art. 43. Gespecialiseerde pluimveebedrijven erkend overeenkomstig artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 2 juni 1998 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de verbetering en de instandhouding van pluimvee- en konijnenrassen, worden als geregistreerde bedrijven beschouwd en krijgen de toelating om hun erkenningsnummer als apart nummer te gebruiken overeenkomstig artikel 33 of 34 van dit besluit.

HOOFDSTUK XIII. — *Slotbepalingen*

Art. 44. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2018.

Hoofdstuk 10 houdt op van kracht te zijn op 21 april 2021.

Art. 45. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 september 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

BIJLAGE I

Bepalingen voor het document dat het in artikel 23, lid 3, van dit besluit bedoelde sperma vergezelt.

A. Wanneer de verdeling niet gepaard gaat met handelingen van kunstmatige inseminatie van vrouwelijke dieren met het verdeelde sperma, is het in artikel 23, lid 3, bedoelde document een leveringsbon.

Het spermacentrum, of sperma-opslagcentrum overhandigt de leveringsbon aan de verantwoordelijke van de vrouwelijke dieren die via het verdeeld sperma geïnsemineerd dienen te worden.

Op de leveringsbon worden minstens de volgende elementen opgenomen :

1° algemene vermeldingen :

- a) de volledige contactgegevens van het spermacentrum of sperma-opslagcentrum, en diens erkenningsnummer;
- b) de naam en het volledig adres van de verantwoordelijke van de te insemineren vrouwelijke dieren;
- c) de leveringsdatum van de zending(en);

2° bijzondere vermeldingen voor elke zending :

a) het registratienummer van de mannelijke spermadonor in het stamboek, zoals vermeld op het zoötechnische certificaat bijgehouden door het centrum; dit registratienummer in het stamboek kan vervangen worden door een intern werknummer in het spermacentrum of sperma-opslagcentrum, op voorwaarde dat het registratienummer in het stamboek op de factuur vermeld is die aan de verantwoordelijke van de te insemineren vrouwelijke dieren gericht is, alsook de overeenstemming tussen het registratienummer en het interne werknummer in het spermacentrum of sperma-opslagcentrum;

b) de volledige naam van de mannelijke spermadonor zoals vermeld op het zoötechnische certificaat bijgehouden door het centrum, alsook diens gebruikelijke naam en de naam van het ras waarvan hij deel uitmaakt;

c) het aantal rietjes of andere verpakkingen waaruit de zending bestaat;

d) hetzij de vermelding :

(1) « getest » indien het zoötechnisch certificaat van de mannelijke donor of van zijn sperma, bijgehouden door het centrum, de volgende informatie vermeldt of, bij gebreke daarvan, naar een website verwijst waar die geraadpleegd kan worden :

i) wat het rundveeras betreft, de resultaten van de genetische evaluatie van het mannelijke donordier;

ii) wat varkens, schapen, geiten en paardachtigen betreft, de resultaten van de prestatieonderzoeken of van de genetische evaluatie van het mannelijke donordier;

(2) « niet getest » indien er aan de voorwaarden voor de vermelding « getest » niet voldaan is;

e) indien de vermelding "getest" gebruikt wordt, het adres van de website waar de resultaten van de prestatieonderzoeken of van de genetische evaluatie van het mannelijke donordier geraadpleegd kunnen worden.

Het afschrift van de leveringsbon wordt door het spermacentrum of het sperma-opslagcentrum gedurende een periode van vijf jaar bewaard.

B. Indien de verdeling vergezeld wordt van de handeling van kunstmatige inseminatie van een vrouwelijk dier met het verdeelde sperma, vormt het in artikel 23, lid 3, bedoelde document een bewijsstuk van inseminatie.

Het spermacentrum, of sperma-opslagcentrum overhandigt het bewijsstuk van inseminatie aan de verantwoordelijke van het vrouwelijke dier dat met het verdeelde sperma geïnsemineerd is.

Het bewijsstuk van inseminatie omvat tenminste de volgende vermeldingen :

1° de volledige contactgegevens van het spermacentrum of sperma-opslagcentrum, en diens erkenningsnummer;

2° de naam en het volledige adres van de verantwoordelijke van het geïnsemineerde vrouwelijke dier;

3° de datum van de inseminatiehandeling;

4° het registratienummer van de mannelijke spermadonor in het stamboek, zoals vermeld op het zoötechnisch certificaat bijgehouden door het centrum; dit registratienummer in het stamboek kan vervangen worden door een intern werknummer in het spermacentrum of sperma-opslagcentrum, op voorwaarde dat het registratienummer in het stamboek op de factuur vermeld is die aan de verantwoordelijke van het geïnsemineerde vrouwelijke dier gericht is, alsook de overeenstemming tussen het registratienummer en het interne werknummer in het spermacentrum of sperma-opslagcentrum;

5° de volledige naam van de mannelijke spermadonor zoals vermeld op het zoötechnisch certificaat bijgehouden door het centrum, alsook diens gebruikelijke naam en de naam van het ras waarvan hij deel uitmaakt;

6° het individuele identificatienummer van het geïnsemineerde vrouwelijke dier, dat aan het dier toegekend is overeenkomstig de bepalingen van de EU-wetgeving inzake diergezondheid, met betrekking tot de identificatie en registratie van de dieren van de betrokken soort;

7° hetzij de vermelding :

a) « getest » indien het zoötechnisch certificaat van het mannelijke donordier of van zijn sperma, bijgehouden door het centrum, de volgende informatie vermeldt of, bij gebreke daarvan, naar een website verwijst waar die geraadpleegd kan worden :

(1) wat het rundveeras betreft, de resultaten van de genetische evaluatie van het mannelijke donordier;

(2) wat varkens, schapen, geiten en paardachtigen betreft, de resultaten van de prestatieonderzoeken of van de genetische evaluatie van het mannelijke donordier;

(b) « niet getest » indien er aan de voorwaarden voor de vermelding « getest » niet voldaan is;

8° indien de vermelding "getest" gebruikt wordt, het adres van de website waar de resultaten van de prestatieonderzoeken of van de genetische evaluatie van het mannelijke donordier geraadpleegd kunnen worden.

Het spermacentrum of sperma-opslagcentrum registreert in zijn administratieve lokalen de in lid 1, 1° tot en met 7°, bedoelde gegevens voor elke inseminatiehandeling die het uitgevoerd heeft. Deze registratie vindt uiterlijk één maand na de datum van uitvoering van deze handeling plaats en wordt gedurende twaalf maanden bewaard.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018 betreffende dierfokkerij en tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake fokkerij.

Namen, 27 september 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN